

Avant-propos

Cette collection « *Histoire des écoles secondaires libres du diocèse de Namur-Luxembourg* » en est à son quatrième tome, lequel réunit les notices historiques parues dans la revue *Propositions, bulletin périodique de SeDESS Namur-Luxembourg* de novembre-décembre 2011 à novembre-décembre 2013. Ces monographies sont reproduites telles qu'elles ont été publiées et ne sont donc pas actualisées.

Ce tome IV commence par l'histoire du « Bureau de l'enseignement » qui n'est pas un établissement scolaire, mais qui abrite l'ensemble des services organisés pour les écoles libres tant fondamentales que secondaires du diocèse de Namur-Luxembourg. Cette maison remonte au XVI^{ème} siècle et a accueilli en 1807 Mère Julie Billiart, la fondatrice de la Congrégation des Sœurs de Notre-Dame de Namur, qui y ouvrit sa première école. Une plaque commémorative fut apposée sur la façade du Bureau de l'enseignement lors de la canonisation de Mère Julie Billiart en 1969.

Plusieurs instituts présentés dans ce tome IV sont le résultat de fusions. Pour garder la mémoire de ces écoles devenues des implantations ou même ayant disparu, une monographie a été consacrée à chacune d'elle, soit dans le corps de l'article, soit après celle de leur école repreneuse.

On trouvera à la fin de ce recueil la liste des établissements présentés dans les tomes précédents. Ces volumes peuvent toujours être commandés au Bureau de l'enseignement (1).

(1) Bureau de
l'enseignement,
rue de l'Evêché 5,
5000 Namur,
tél. 081/25.03.60.

Je tiens à remercier chaleureusement toutes les personnes qui m'ont aidé à réaliser ces monographies historiques et spécialement celles qui ont collaboré à l'écriture de ces articles.

Philippe MOTTEQUIN

Sommaire

Bureau de l'Enseignement, Namur	p. 3
Institut Saint-Joseph-Sacré-Cœur, La Roche	p. 17
Collège Saint-Guibert, Gembloux	p. 29
Institut Notre-Dame, Bertrix	p. 45
Institut Notre-Dame, Beauraing	p. 61
Institut des Arts et des Techniques Artisanales, Namur	p. 75
Collèges Saint-André, Auvelais	p. 93
Communauté Scolaire Saint-Benoît, Habay-la-Neuve	p. 121
Communauté Educative Saint-Jean-Baptiste, Tamines	p. 135
Index des tomes précédents	p. 170

Le Bureau de l'Enseignement

Bien sûr, le Bureau de l'Enseignement n'est pas une école, mais sa place dans l'enseignement du diocèse et son histoire justifient pleinement qu'il figure dans la série consacrée au passé des établissements scolaires du diocèse de Namur-Luxembourg.

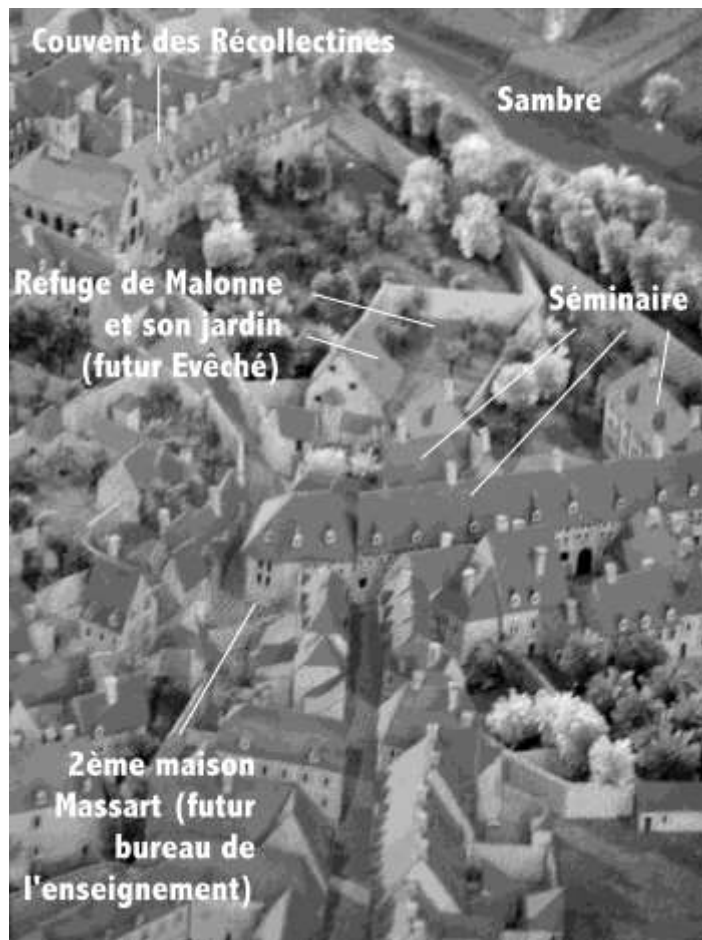
Le Bureau de l'Enseignement est l'une des plus anciennes maisons de Namur, sise au coin des rues de l'Evêché et du Séminaire. C'est une maison traditionnelle de plan pentagonal dont le bas de la façade à la rue de l'Evêché date du XVI^{ème} siècle. Le reste fut reconstruit au début du XVII^{ème} siècle. Cette demeure est plus ancienne que les deux grands bâtiments qui lui sont contigus, le Séminaire édifié vers 1735 et le palais épiscopal, l'ancien refuge de l'abbaye de Malonne, construit lui vers 1760.



La partie la plus ancienne du bâtiment avec la porte en plein cintre et la baie obturée contenant une pierre gravée, posée en 1969 à l'occasion de la canonisation de sainte Julie Billiart

Au début du XIX^{ème} siècle, lorsqu'il fallut chercher un logement pour l'évêque de Namur, le Bureau de l'Enseignement appartenait à la veuve Massart et à sa fille. La rue où est situé le bâtiment ne portait évidemment pas encore le nom de « rue de l'Evêché », mais bien « des Récollectines » en référence au couvent des Récollectines ou

Sœurs Grises, créé en 1498, et qui se trouvait au coin des rues actuelles de l'Evêché et Saintraint. Ce bien, composé selon l'acte de vente d'une maison conventuelle, d'une église, d'un cloître, d'un jardin et d'écuries, fut vendu en 1797. Les bâtiments seront progressivement démolis et l'ensemble du terrain s'ajoutera au jardin contigu du Refuge de l'abbaye de Malonne, acheté par la même personne quelques jours après la vente du couvent.



Le quartier de l'évêché sur le plan en relief de Namur réalisé par Larcher d'Aubancourt (1748)

Comment le Bureau de l'Enseignement est-il devenu propriété du Bureau administratif du Séminaire ?

En 1802, avec l'arrivée du nouvel évêque de Namur, Charles-Léopold de Bexon (1736-1807, évêque de Namur de 1802 à 1803), se pose le problème de son logement : en effet, le palais épiscopal construit par Monseigneur Thomas de Strickland de 1728 à 1732, l'actuel palais provincial namurois situé sur la place Saint-Aubain en face de la cathédrale du même nom, a été nationalisé par le régime français en 1796 et est occupé par l'administration centrale du département de Sambre-et-Meuse. Le bâtiment aurait dû être rendu à sa destination première, mais le préfet Pérès estime « *que cet édifice est trop vaste, pour être assigné au logement de l'Evêque. Son entretien et le mobilier nécessaires absorberaient une forte partie de la somme qui lui est allouée annuellement* ». Il faut donc trouver une autre demeure pour l'évêque ! Plusieurs pistes vont être explorées et, en attendant de trouver un logement définitif, les autorités devront se rabattre sur la location des différents immeubles.

En octobre 1805, Monseigneur Pisani de la Gaude, évêque de Namur depuis 1804, s'installe enfin, mais comme locataire seulement, dans l'ancien refuge de l'abbaye de Malonne, qui deviendra à partir de cette date le nouveau palais épiscopal namurois. Ce bâtiment avait été acquis en 1583 par cette abbaye « afin de se mettre à l'abri des incursions trop fréquentes des soldats ». Il fut reconstruit vers 1760 par l'abbé de Malonne, Guillaume de Bonvoisin.

Monseigneur Pisani de la Gaude (1743-1826), évêque de Namur de 1804 à 1826. Sur ce tableau se trouvant dans la salle des portraits de l'évêché sont représentés, à la gauche du prélat, le séminaire et, à sa droite, le palais épiscopal afin de rappeler son rôle dans la réouverture du séminaire en 1805 ainsi que dans la recherche d'un nouveau palais épiscopal



Après de nombreuses tractations, le 23 septembre 1806, le département de Sambre-et-Meuse deviendra propriétaire de ce refuge de Malonne ainsi que du couvent démoli des Récollectines et de ses jardins et pourra ainsi les mettre définitivement à la disposition des évêques de Namur.

Mais, les bâtiments ne sont pas suffisants pour que s'y établissent de manière convenable le prélat ainsi que ses services. Le 16 juillet 1805, la première maison Massart, contiguë au futur évêché, avait déjà été achetée par les autorités du département. Cette maison sera complètement transformée par Monseigneur Pisani de la Gaude qui y installera son synode (l'actuelle salle des portraits), sa chapelle et sa cuisine.

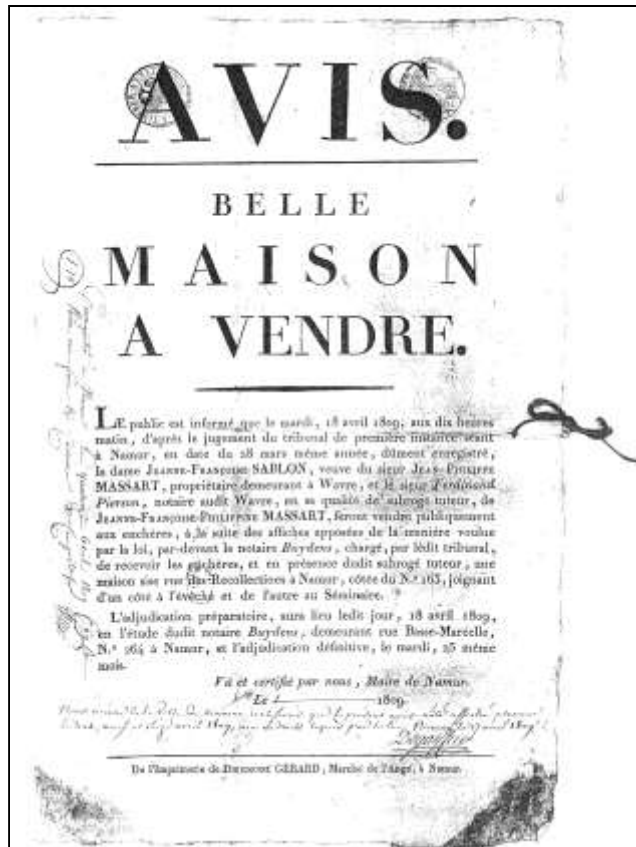
La deuxième maison Massart, le numéro 163 de la rue des Récollectines, l'actuel Bureau de l'Enseignement, va permettre à l'évêque de disposer de l'espace souhaité. Il louera cette maison par un bail de 3 ans débutant le 24 juin 1807, non pour lui mais afin d'y installer la petite communauté des Sœurs de Notre-Dame qui y ouvriront leur première école en terre namuroise. Nous y reviendrons plus loin.

Les transformations du refuge de Malonne et de la première maison Massart amenèrent Monseigneur Pisani de la Gaude à chercher un endroit pour abriter ses chevaux et voitures. La deuxième maison Massart disposant de dépendances contiguës au palais épiscopal, il en fit l'acquisition à titre personnel lors d'une vente publique le 25 avril 1809 ; il en était d'ailleurs déjà locataire. Ces dépendances, qui s'ouvraient vers le jardin de la deuxième maison Massart, l'actuel Bureau de l'Enseignement, furent fermées de ce côté et ouvertes du côté de l'évêché pour servir d'écurie et de garage. Cette transformation se lit bien dans le mur devenu aveugle : des poutres de chêne sont encastrées dans le mur alors qu'elles servaient de linteaux dans la configuration antérieure. Elles sont encore soutenues par un pilastre de pierre devenu inutile. Deux autres piliers furent déplacés du côté " épiscopal " du bâtiment.



↑ Mur du jardin du Bureau de l'Enseignement avec le pilastre et l'emplacement de deux autres

Les garages de l'évêché où l'on retrouve les deux piliers déplacés ⇒



Affiche annonçant la vente publique en 1809 de la deuxième maison Massart

(1) A l'époque hollandaise, le Grand Duché de Luxem-bourg comprend le Grand Duché actuel et la province de Luxembourg.

Le 3 novembre 1823, le gouvernement acheta à Monseigneur Pisani de la Gaude cette deuxième maison Massart pour la somme de 4.000 florins le bâtiment d'habitation et de 1.000 florins pour les dépendances. Plusieurs servitudes sont énoncées dans l'acte de vente dont l'obligation pour le futur Bureau de l'Enseignement de récolter les eaux du toit de ces dépendances, ce qui est d'ailleurs toujours le cas aujourd'hui ! Un document du 20 octobre 1823 avec en-tête du roi Guillaume autorise cet achat pour permettre « *l'agrandissement du séminaire du diocèse de Namur, lequel est devenu nécessaire depuis la réunion de notre Grand Duché de Luxembourg (1) au dit diocèse.* » Ce même document autorise également l'achat des « *écuries et remises ayant appartenus (sic) à cette maison et qui seront dorénavant affectés à l'usage particulier du Palais Episcopal...* »

Quelle fut l'affectation du bâtiment entre 1809, date de l'achat par Monseigneur Pisani de la Gaude, et 1823, date de la vente au gouvernement ? Une lettre signée par les administrateurs du temporel du séminaire, datée de novembre 1809, demande à l'évêque que, s'il a réellement l'intention de se défaire de cette maison, il préfère le séminaire à tous autres acheteurs en justifiant ainsi leur requête : « *1° pour y prendre les aisances qui lui manquent, 2° parce que cette maison passant en des mains étrangères, il pourrait par la suite s'y établir des personnes qui, par la facilité de communication avec les élèves, introduiraient le désordre dans cet établissement* ». Les administrateurs du séminaire proposent au prélat d'acheter la deuxième maison Massart pour la somme de 5 000 francs. Dans sa réponse, l'évêque accepte, tout en discutant le prix et en proposant une piste de financement complémentaire. L'acte a-t-il été signé sous seing privé comme le suggèrent les administrateurs du temporel ? Le séminaire a-t-il déjà occupé cette maison dès 1809 ? Les sources consultées ne permettent pas de répondre à ces questions.

La maison amputée de ses dépendances appartient aujourd'hui au B.A.S., le Bureau Administratif du Séminaire.

La première maison des Sœurs de Notre-Dame à Namur

Monseigneur Pisani de la Gaude accueille en janvier 1807 à Namur Mère Julie Billiart ; son objectif : la convaincre d'ouvrir dans cette même ville une école pour jeunes filles tenue par les Sœurs de Notre-Dame, une congrégation créée trois ans plus tôt. Ayant obtenu l'accord de Mère Julie de revenir en juillet avec quelques consœurs, l'évêque loue le 24 janvier 1807 la seconde maison Massart, contigüe au palais épiscopal, pour un bail de 3 ans débutant le 24 juin 1807.



Mère Julie Billiart (tableau du peintre Jacquin réalisé du vivant de la religieuse)

Le 7 juillet 1807, venant d'Amiens, Mère Julie arrive à Namur avec Françoise Blin de Bourdon, en religion Mère Saint-Joseph, qui sera la supérieure de cette première maison ; elles sont accompagnées d'autres religieuses. La petite communauté s'installe dans l'actuel Bureau de l'Enseignement que les Sœurs trouvent « *très bien, pour ne pas dire trop bien* » d'après une lettre de Mère Julie. Monseigneur Pisani de la Gaude leur désigne comme aumônier Nicolas Joseph Minsart (1769-1837, ancien bernardin de Boneffe) (2).

(2) Nicolas Minsart s'occupera des Sœurs de Notre-Dame jusqu'au décès de Mère Julie en 1816. Trois ans plus tard, il fondera à Namur la congrégation des Sœurs de Sainte-Marie.

L'école ouverte dans cette maison comptera rapidement plus de 80 enfants ainsi que 7 ou 8 pensionnaires, réparties en trois classes disposant chacune d'une "étuve brûlante". Des lettres de Monseigneur Pisani de la Gaude nous montrent la limite des locaux : « ... le nombre des pensionnaires augmente, mais la maison ne peut s'agrandir, ce dont je suis bien fâché. » ; dans une autre, on peut lire : « Vous connaissez Namur. Oui, mon diocèse vous est dévoué, il vous offrira toujours un asile, et à vous et à vos sœurs. Le local, il est vrai, est un peu resserré, mais Dieu saura bien l'agrandir si sa volonté est que je possède tout l'essaim ».

Ce dernier extrait évoque aussi le grave conflit opposant Mère Julie aux autorités épiscopales d'Amiens où la congrégation a ses origines, conflit qui aboutira en 1809 à l'installation à Namur de la maison-mère des Sœurs de Notre-Dame.

(3) Une portion de cette rue des Fossés s'appelle aujourd'hui "rue Julie Billiard".

Le besoin de locaux plus vastes crée entre la communauté et Monseigneur Pisani de la Gaude quelques tensions liées notamment au coût pour l'évêque d'une deuxième location en cas de déménagement. Le 6 décembre 1808, les Sœurs quittent la maison de la rue de l'Evêché pour occuper l'hôtel de Quarré à la rue des Fossés (3). Le problème de la double location trouvera sa solution dans l'occupation de la maison de la rue de l'Evêché par l'aumônier des Sœurs, nommé curé de la cathédrale, et par son vicaire. Ainsi donc, l'occupation de ce bâtiment par les sœurs de Notre-Dame aura duré 17 mois !

Carte postale datant des environs de 1900. Contrairement à ce qui y est indiqué, c'est bien en 1808 que les sœurs quitteront ce bâtiment et non en 1809



En 1906, Mère Julie fut béatifiée. Monseigneur Heylen projeta alors de transformer son premier établissement namurois en oratoire ouvert au public ; il était notamment prévu d'y placer une statue en marbre blanc de Mère Julie, commandée en Italie, et de rouvrir l'actuelle porte d'entrée. On ne connaît pas les raisons qui poussèrent à l'abandon de ce projet.

Dans la rue de l'Evêché où la première maison à Namur des Sœurs de Notre-Dame fut installée, procession organisée le 21 mai 1906 pour la béatification de Mère Julie Billiard



La canonisation de Mère Julie en 1969 fut l'occasion d'apposer dans une baie obturée à droite de la porte d'entrée une plaque commémorative avec le texte suivant : « *Sainte Julie Billiard accueillie ici au séminaire en 1808 par l'Evêque de Namur Charles Pisani de la Gaude, y ouvrit la première école des Sœurs de Notre-Dame. En souvenir de sa canonisation, le 22 juin 1969* ». Cette plaque comporte une erreur sur la date d'accueil de Mère Julie à Namur, laquelle est en réalité 1807. Notons encore que de nombreuses Sœurs de Notre-Dame viennent visiter le Bureau de l'Enseignement dont la photo figure dans beaucoup de documents publiés par la congrégation.

Le séminaire

Comme nous l'avons dit plus haut, l'annexion du Bureau de l'Enseignement par le Séminaire va permettre à celui-ci de disposer de plus d'espace. L'almanach du clergé catholique des Pays-Bas de 1824 nous apprend que le séminaire namurois devra accueillir, après les travaux d'agrandissement, 234 étudiants, 140 namurois et 94 venant du Grand-Duché du Luxembourg de cette époque hollandaise.

D'importants travaux vont être entrepris pour établir des communications entre les deux bâtiments, tant au niveau du rez-de-chaussée que du premier étage. Par contre, la porte donnant sur la rue sera fermée comme nous l'avons déjà évoqué.

Quelle sera la destination du Bureau de l'Enseignement comme annexe du séminaire ? Si les indications sont fragmentaires, on sait qu'au début, il était appelé à devenir l'infirmerie. Il fut aussi occupé, à partir du 16 avril 1888 jusqu'au déménagement du séminaire en 1967, par des sœurs de la congrégation de la Charité de Namur. En 1888, elles étaient quatre et prenaient en charge l'infirmerie, l'entretien du séminaire et la couture. Elles étaient nourries et « blanchies » aux frais du séminaire et avaient chacune un traitement annuel de 250 francs. Cette congrégation en remplaçait-elle une autre ? On l'ignore. Le 26 septembre 1967, les sœurs de la Charité de Namur s'installèrent dans les locaux du nouveau séminaire à Salzennes et continuèrent le service du séminaire jusqu'au 23 octobre 1986.



La façade ouest du Bureau de l'Enseignement et la jonction avec les bâtiments du séminaire

Avec le déménagement, l'ancien séminaire change de nom et devient « Maison diocésaine », accueillant les bureaux de plusieurs œuvres diocésaines. Le reste du bâtiment est transformé en pédagogie pour étudiants. Le futur Bureau de l'Enseignement devient lieu d'habitation pour des chanoines, dont le chanoine Nicolas Duwez, le directeur de la Maison diocésaine, et pour d'autres personnes. Une partie du premier étage et le deuxième étage sont aménagés en kots pour 10 jeunes filles.

Le Bureau de l'Enseignement

Dans les années 1980, la destination du bâtiment va peu à peu se modifier : l'évêché va d'abord reprendre le rez-de-chaussée pour y faire siéger le tribunal de l'officialité et pour installer les bureaux de deux vicaires épiscopaux dont celui de l'abbé Emile Gillet, chargé de l'enseignement. Il s'y installe en 1985 et, avec lui, son service de comptabilité. L'année suivante, à l'initiative de Marc Wilmotte, alors secrétaire-adjoint du conseil central de l'enseignement primaire catholique, se créent progressivement dans les diocèses des bureaux diocésains du fondamental. Aloïs Fabry en sera le premier responsable pour le diocèse de Namur comme inspecteur principal. Son bureau sera situé en face de celui de l'abbé Gillet.

En 1989, au décès de l'abbé Arnould, Philippe Mottequin est désigné inspecteur principal de l'enseignement secondaire du diocèse. Il est le premier laïc à occuper cette fonction et il s'avère indispensable de lui trouver, ainsi qu'à son secrétariat, des bureaux en dehors d'une école. Faute de place au Bureau de l'Enseignement, c'est dans la Maison diocésaine voisine que les services du secondaire pourront s'installer.

Mais l'idée de regrouper l'ensemble des services diocésains de l'enseignement fait son chemin et sera réalisée par l'abbé Réginald Greindl, alors vicaire de l'enseignement. En juin 1992, la pédagogie pour jeunes filles est fermée, ce qui dégage une partie du premier étage et le deuxième étage. Avec le déménagement vers l'évêché du chanoine Nicolas Duwez en octobre 1992, l'autre partie du premier étage de la maison diocésaine est libérée et, au début décembre de la même année, les services du secondaire peuvent rejoindre ce qu'on peut réellement appeler à partir de ce moment, le Bureau de l'Enseignement du diocèse de Namur-Luxembourg.



Le Bureau de l'Enseignement, à l'angle des rues de l'Evêché à gauche et du Séminaire à droite

Notons aussi qu'un Bureau de l'Enseignement bis a été développé au niveau du Luxembourg pour des services ou des équipes œuvrant exclusivement en province de Luxembourg. Après avoir occupé vers 1995 une maison à Libramont, il est situé depuis 2009 dans des locaux de l'Institut Saint-Michel à Neufchâteau.

Pour accueillir tous les services de l'enseignement du diocèse, pour y disposer de salles de réunion et de formation, des aménagements ont dû être réalisés dans cette vieille demeure tout en en gardant le cachet. La maison fut d'ailleurs classée le 5 septembre 1978. D'importants travaux de rénovation de l'extérieur ont été menés en 2001 avec l'aide de la Région Wallonne, notamment le chaulage des façades en jaune.

Philippe MOTTEQUIN

Sources

- *Le patrimoine monumental de la Belgique*, t. V 2, Mardaga, Liège, 1975, p. 631 ;
- *Sœur Marie-Francine VANDERPERRE, Les maisons des sœurs de Notre-Dame à Namur*, mars 2004 (texte non publié) ;
- *Chanoine Daniel MEYNEN, A la recherche d'un nouveau Palais épiscopal à Namur (8 avril 1802-23 septembre 1806)*, A.S.A.N., t. LXXVII, 2005, pp. 115-232 ;
- *Vie de Julie Billiart par sa première compagne Françoise Blin de Bourdon ou les mémoires de Mère Saint-Joseph*, Rome, 1978 ;
- *La Maison diocésaine*, brochure de présentation, n.d. ;
- Archives de l'Evêché de Namur, des Sœurs de Notre-Dame à Namur, des Sœurs de la Charité de Namur ;
- Différents témoignages.



Le superbe escalier intérieur contribue au « cachet » de la maison

Tiré de « Propositions », novembre-décembre 2011.

L'Institut Saint-Joseph-Sacré-Cœur à La Roche

L'Institut Saint-Joseph-Sacré-Cœur de La Roche est le résultat de la fusion progressive de trois écoles, les deux Instituts Saint-Joseph tenus par les Sœurs de la Providence de Champion et l'Institut du Sacré-Cœur où enseignaient les Frères des Ecoles Chrétiennes.

L'école des Sœurs

D'abord une école primaire

D'après l'histoire « officielle », en 1836, des Sœurs de la Congrégation de la Providence et de l'Immaculée Conception de Champion ouvrirent dans le quartier du Faubourg à La Roche une école communale primaire et gardienne qui sera installée dans l'ancien hôpital Saint-Nicolas. Par contre, plusieurs documents contenus dans les archives de la Congrégation permettent de dire que deux Religieuses, les Sœurs Virginie et Scholastique de la Congrégation de la Providence de Portieux en France (1), étaient présentes à La Roche sans doute dès 1833 et certainement en 1834 et y étaient « chargées de l'instruction des jeunes filles ». Un document précise qu'« elles ont mérité la confiance et l'estime des parents par la manière dont elles ont rempli leurs devoirs d'institutrice et le soin qu'elles ont mis à former l'esprit et le cœur des jeunes personnes qui leur ont été confiées ». Le même document précise que ce premier établissement était « uniquement soutenu et rétribué par les fonds communaux ». Le conseil communal de La Roche s'oppose en septembre 1836 au départ des deux Religieuses. Sont-elles restées ou ont-elles été remplacées par d'autres Sœurs ? C'est sans réponse. On peut par contre affirmer que l'école des filles est antérieure à 1836. Il est intéressant de noter que les Sœurs de la Providence de Champion prirent également en charge la gérance de l'hospice Jamotte de La Roche, peut-être dès 1844 et certainement à partir de 1859 jusqu'en 1891. Elles y furent remplacées par des Sœurs de la Charité de Namur.

(1) La Congrégation de la Providence et de l'Immaculée Conception de Champion est issue de celle de la Providence de Portieux et un certain nombre de Religieuses de Portieux ont été rattachées à la branche belge de Champion.

La « Loi de Malheur » amena les Religieuses à démissionner en 1879. Un comité des écoles libres de La Roche, mis sur pied rapidement, engagea les quatre Sœurs pour prendre en charge l'école libre des filles qui fut installée à la rue du Chalet dans une maison de la famille Orban de Xivry. Un état de la population scolaire au 31 janvier 1882 précise que l'école libre compte 108 filles en primaire alors que l'école communale n'en recense que 17. L'après « Loi de Malheur » se solda par l'adoption par la commune de l'école des Sœurs et leur retour dans les locaux communaux du Faubourg. De 1903 à 1916, les Religieuses tinrent une école ménagère voulue par le doyen J. Maldague dans une maison qu'il avait achetée à cet effet avec ses propres deniers.

1919 fut une année noire dans les relations entre le doyen de La Roche, J. Maldague, et la Congrégation. Les quelques sources disponibles ne sont pas très explicites sur les raisons de ce conflit où percent cependant les reproches du doyen sur la compétence des Religieuses présentes à La Roche et sur leur responsabilité dans la disparition de « son » école ménagère en 1916. Dans d'autres documents, le doyen se défend d'avoir chassé les Sœurs et parle du manque de Religieuses. Elles quittèrent La Roche et, avec l'autorisation de l'Evêque de Namur, Monseigneur Heylen, le doyen nomma des institutrices laïques à l'école libre adoptée de la localité.

Retournement de situation en 1926 avec un nouveau conflit, cette fois entre d'une part le même doyen J. Maldague et une partie du conseil communal et les institutrices de l'école libre d'autre part, celles-ci voulant notamment être nommées institutrices communales : cela se solda par la création à La Roche d'une école communale pour filles (dénommée par les opposants « école des Tchi-Tchi ») avec comme institutrices celles qui avaient œuvré pendant 7 ans dans l'école libre adoptée et ... le retour des Religieuses de la Providence de Champion, rentrées en grâce, qui prirent en charge l'école libre dont l'adoption par la commune fut prolongée (cette école fut qualifiée par certains d'« école des noires purnales ») ! Pour en arriver à cette solution, après des débats épiques sur l'utilisation des locaux communaux, sur le personnel, sur l'adoption, il fallut plusieurs rencontres à Bruxelles avec les autorités communales et religieuses de La Roche, le premier Ministre Henri Jaspar et le ministre des Arts et des Sciences, Camille Huysmans ! Après pas mal d'atermoiements, l'école libre s'installa en mai 1927 à la rue du Faubourg.

La Roche, le 24 Septembre 1926.

M

Les Sœurs de la Providence de Champion sont rentrées ; cette heureuse nouvelle vous fut déjà annoncée.

Tous les Rochois ont tressailli de joie. Vous avez gardé un souvenir ému des bonnes sœurs Adélaïde et Alexis, de très douce mémoire.

L'enseignement donné par les Religieuses, contribuera certainement au maintien et à l'accroissement de la foi et de la piété qui caractérisent la famille Rochoise.

L'école comporte :

1. Une classe gardienne mixte.
2. Toutes les classes primaires.
3. Une classe du 4^{me} DEGRÉ
4. Un **COURS SPÉCIAL DE COUTURE** sera donné par la Sœur Supérieure, détachée de l'Ecole Normale de Champion.

En conséquence tous les enfants à partir **DE L'AGE DE 3 ANS** y sont invités.

La rentrée aura lieu lundi ~~27~~ ^{4 Octobre} Septembre à 8 heures.

Nous espérons que le souvenir des bienfaits répandus par les dévouées Religieuses durant près d'un siècle et l'assurance qu'elles continueront à vos enfants le même dévouement vous engageront à donner plus que jamais votre confiance à nos écoles.

Veillez croire, M , à nos meilleurs sentiments.

LE COMITÉ DES ECOLES LIBRES :

(s) J. Maldague. J. Bechet. J. Mangers. E. Baron Orban de Xivry.
E. Halleux. D. Bourivain. L. Son.

*Document distribué aux parents lors du conflit de 1926,
annonçant de façon élogieuse le retour des religieuses qui
avaient quitté La Roche en 1919 ! Vu les difficultés, la rentrée
a dû être repoussée d'une semaine*

Au début des années 1930, de nouveaux bâtiments furent construits dans l'actuelle rue de Beusaint grâce à la générosité de la famille Orban de Xivry ; ils se composaient de l'école et d'une vaste maison pour les Religieuses. Ils sont toujours occupés aujourd'hui par l'Institut Saint-Joseph-Sacré-Cœur.

Les bâtiments rue de Beusaint construits au début des années 1930 ; on voit sur la gauche de ceux-ci la maison des Sœurs



L'offensive des Ardennes eut raison de la maison des Sœurs ; par contre, l'école est restée debout et quoiqu'endommagée, elle était toujours opérationnelle.



Les bâtiments de l'école avec ce qui reste de la maison des Sœurs après l'offensive des Ardennes

1947 sera une année importante pour l'enseignement à La Roche : en mars, l'annonce de l'ouverture en septembre d'une école moyenne officielle suscite l'inquiétude du monde catholique. Les Frères y

répondent par la promesse d'envoyer un régent si des locaux sont disponibles ; chez les Sœurs, on envisage la création d'une école professionnelle, mais si des locaux ici existent, ils sont occupés par une salle de cinéma. Septembre 1947 verra effectivement s'ouvrir deux écoles moyennes, une chez les Frères et une officielle ainsi qu'un 4^{ème} degré élargi à une 8^{ème} année chez les Sœurs. Une lettre aux parents indique que l'on va « donner à nos élèves du 4^{ème} degré, un cours de coupe et de couture selon toutes les exigences modernes. Chaque semaine aussi, une demi-journée continuera d'être affectée aux travaux pratiques de cuisine, repassage, raccommodage et nettoyage ».

Les Humanités chez les Sœurs

En 1954, l'Institut Saint-Joseph vit le jour avec une section coupe-couture de l'enseignement technique. Le 4^{ème} degré quant à lui donna naissance à une école professionnelle distincte appelée d'abord école Saint-Joseph et puis Institut Saint-Joseph, enseignement professionnel. En 1960, la section technique fut transformée en cycle inférieur des Humanités. Les 3 années des moyennes créées en même temps furent pendant l'année scolaire 1960-1961 rattachées à l'Institut du Sacré-Cœur organisé par les Frères. La population était alors de 56 élèves. L'année suivante, l'Institut Saint-Joseph, enseignement général, vola de ses propres ailes. Il faut aussi noter qu'à ces deux Instituts Saint-Joseph, était adjoint un internat qui ferma ses portes en 1986.

En 1962, vu l'accroissement du nombre d'élèves, une première aile fut construite à droite du bâtiment principal. Une deuxième aile fut édifiée en 1976-77 pour abriter les élèves de l'enseignement primaire tous rapatriés sur le site : les garçons venant des bâtiments communaux de la rue Chamont et les filles dont une partie avait cours dans des préfabriqués ou dans des locaux hors du site. Ces deux écoles fusionnèrent en 1977 et forment aujourd'hui l'Ecole Fondamentale Libre Subventionnée avec comme PO « l'ASBL Œuvres du doyenné de La Roche ».

*L'ensemble des
bâtiments des Sœurs
à la rue de Beausaint
avec les deux ailes*



En accord avec les Sœurs, le cycle supérieur des Humanités fut créé en 1970 chez les Frères avec la section scientifique B ; il était mixte pour pouvoir accueillir la population des deux écoles secondaires libres de La Roche.

L'école des Frères

Les Frères à La Roche, c'est aussi une longue histoire, même si elle a commencé plus tard que celle des Sœurs.

Elle débute par le testament établi le 20 mars 1840 de Simon Jamotte (il décédera le 30 avril 1840) qui précise dans son article 3 : « Je donne et lègue à la fabrique de l'église paroissiale de La Roche, une juste somme de 20 000 francs pour aider à établir et construire à perpétuité, à La Roche même, une école des Frères de la doctrine chrétienne ; je veux et entends que cet établissement soit fait le plus tôt possible. J'invite et prie Messieurs les membres de la fabrique de hâter la chose et d'y mettre tous les soins possibles et en cas de dissentiment entre eux, je veux et entends que M. le Doyen Lambert ou son successeur ait voix prépondérante ». Ce don restera jusqu'à aujourd'hui d'une importance capitale dans l'évolution de l'école.

Autorisée par un arrêté royal du 18 mai 1841 à accepter cette donation, la fabrique s'employa à la faire fructifier en attendant la création de l'école. La loi de 1864 sur les fondations l'obligea à remettre en 1867 à la commune de La Roche ce legs dont le montant (capital et intérêt) était alors de 46 626 francs.

La création de l'école primaire se fit attendre malgré les nombreuses sollicitations des autorités religieuses et communales auprès de la Congrégation pour que celle-ci envoie des Frères à La Roche afin de prendre en charge l'école communale. Les arguments étaient variés,

allant des vocations possibles « car ce pays est encore très religieux et généralement les enfants sont bons » à la carotte des bâtiments « Nous allons bâtir une belle école de garçons, nous voulons faire quelque chose de beau, mais nous voulons bâtir pour les Frères, parce qu'il nous en faut coûte que coûte ». A court d'arguments, un doyen demanda même au supérieur des Lassaliens s'il n'existait pas une autre congrégation qui pourrait faire l'affaire ou s'il ne pouvait pas s'adresser aux Frères de France !

Les débuts de l'école primaire

En 1877, trois Frères arrivèrent enfin à La Roche, deux enseignants, les frères Médilbert et Macor-Marie, et un troisième s'occupant du temporel ; ils y prirent en charge l'école primaire communale dont les deux instituteurs laïcs démissionnèrent. Ils s'installèrent dans les superbes bâtiments qui venaient d'être construits dans l'actuelle rue Chamont. Le coût de ceux-ci s'élevait à 120 000 francs dont les 46 626 francs du legs Jamotte, le reste étant couvert par des subsides de l'Etat et la participation de la commune. Lors des discussions sur les droits de la fabrique sur ce bâtiment, certains estimèrent que si la commune avait continué à faire fructifier le legs Jamotte, il se serait élevé au moment de la construction à 72 408 francs, soit à plus de la moitié de l'investissement total.



Le bâtiment de la rue Chamont. On y lit dans les frontons « Ecole communale » alors qu'il abrita de 1884 à 1976 une, puis deux écoles libres



L'école progressa très vite et, dès 1878, un troisième Frère enseignant renforça l'équipe. La « Loi de malheur » amena les Frères à démissionner de leurs fonctions communales en 1879 et à prendre en charge une école libre pour garçons créée par un comité scolaire paroissial sous la direction du doyen et installée à la hâte dans une maison située en face de l'église et achetée pour la somme de 12 000 francs par le baron Urban de Xivry. En décembre 1879, cette école libre

comptait 129 élèves, 54 dans une classe et 75 dans l'autre alors que l'école communale n'en recensait qu'une dizaine. En 1884, avec la modification de la loi scolaire, l'école libre des Frères fut adoptée par la commune et réintégra les bâtiments communaux de la rue Chamont.

En 1924, coup de tonnerre : suite à une visite de l'inspection, l'Etat supprima les subsides de l'école estimant que depuis trois ans, des cours étaient assumés par un Frère non diplômé alors que, d'après la direction, ce Frère travaillait comme adjoint de l'instituteur titulaire qui connaissait des problèmes de santé. Cette affaire fit les choux gras de la presse nationale. Après le rétablissement des subsides, l'école fut néanmoins obligée de rembourser trois ans de traitement de l'instituteur titulaire ! Le 25 juillet 1925, une statue du Sacré-Cœur sera inaugurée dans le jardin de l'école qui prendra à partir de cette date le nom d'« Ecole du Sacré-Cœur ». Cette statue suivra le déménagement de l'école vers les hauteurs de Corumont en 1976 et sera placée devant l'entrée principale du bâtiment dominant la ville.

La guerre 40-45 n'épargna pas l'école : en 1941, le Frère directeur Mémoire-Paul fut envoyé au camp de Mauthausen pour avoir favorisé l'évasion de prisonniers ; il y décéda. Lors de l'offensive des Ardennes, l'école fut détruite par un incendie. Le rapport du Frère visiteur du 5 décembre 1945 nous décrit la situation après la guerre : « ... ils (les Frères) ont pu aménager enfin une petite place de rien dans les ruines de leur maison en voie de restauration. C'est dans ce coin, en plein chantier, qu'ils trouvent leur chambre commune, leur cuisine, leur oratoire, leur réfectoire et leur parloir ! Les classes sont logées, vaille que vaille, dans des baraquements de fortune. A part la nourriture, tout manque aux infortunés... »

Les Humanités chez les Frères

1947 sera une année importante pour l'enseignement à La Roche comme nous l'avons expliqué plus haut. En septembre 1947, deux écoles moyennes, une officielle et une chez les Frères, furent ouvertes dans la localité. Le Frère Maxime prendra en charge la 1^{ère} moyenne et le Frère Macaire-Paul celle de 2^{ème}, chacune avec 8 élèves. Le démarrage sera lent : en 1949, on compte 27 élèves pour les trois classes et 52, cinq ans plus tard. C'est autour de ce chiffre que se situera la population scolaire durant les années 1960 avec une pointe à 60 en 1963.

Le problème d'espace va se poser de façon de plus en plus aigüe : les Frères vont devoir transformer en classes leurs locaux communautaires comme la chapelle et le parloir. En 1954, le projet d'achat de la vaste propriété Cheslon de 4 hectares et demi avait mobilisé la direction et l'association des Anciens, mais c'était sans compter sur l'opposition du doyen de La Roche.

En 1971, le cycle supérieur mixte des Humanités avec une section scientifique B est ouverte en collaboration avec l'école des Sœurs. En 1974, un premier laïc, Michel Philippart, est nommé directeur ; il le restera jusqu'en 2003. Le dernier Frère, Louis Tillement, Frère Maxime, quitta La Roche en 1996.

Une solution fut apportée en 1975 au manque de locaux : l'association des œuvres paroissiales obtint de la commission d'assistance publique un bail emphytéotique d'une durée de 99 ans sur le home Lepeucque, dominant la ville, pour le franc symbolique ; pour sa part, le P.O. abandonna définitivement et sans aucune indemnité tous les droits sur le legs Jamotte de 1840 qui avait permis à la commune de construire les bâtiments où était installée l'école des Frères. Ce home construit en 1910, hébergeant des orphelins et des enfants en situation sociale difficile avait été fermé le 1^{er} juillet 1973 suite au départ des Sœurs franciscaines qui en assuraient le service. Le transfert des Humanités vers leurs nouveaux locaux s'effectua fin juin-début juillet 1976. Les classes primaires des garçons emménagèrent aussi en 1976 sur le site de l'école des Sœurs, rue de Beusaint.

L'ancien home Lepeucque, au lieu-dit « Corumont » sur les hauteurs, avec à l'avant-plan les bâtiments de l'école des Sœurs et l jardin : déjà une image de la future fusion !



Les fusions et la création de l'Institut Saint-Joseph-Sacré-Cœur

En 1977, l'enseignement rénové et la mixité furent introduits dans les trois écoles libres de La Roche : l'Institut Saint-Joseph, enseignement professionnel et l'Institut Saint-Joseph, enseignement général, tous deux tenus par les Sœurs, et l'Institut du Sacré-Cœur organisé par les Frères. L'année suivante, l'Institut Saint-Joseph, enseignement général, céda sa 3^{ème} année à l'Institut du Sacré-Cœur et devint ainsi un DOA.

C'est à la rentrée 1979-80 que la grande fusion se réalisa avec la disparition de l'Institut Saint-Joseph, enseignement professionnel, dont les classes furent reprises par le DOA Institut Saint-Joseph et l'Institut du Sacré-Cœur organisant les 2^{ème} et 3^{ème} degrés du général et du professionnel, le tout sous la houlette d'un même PO. En 1982, la population scolaire était de 89 élèves à l'Institut Saint-Joseph et de 178 à l'Institut du Sacré-Cœur dont 47 en professionnel. Sœur Marie-Ignace (Louise Bissenius) fut la dernière directrice religieuse : elle avait en charge le DOA Institut Saint-Joseph ; elle sera remplacée par un laïc, René Schmit, en 1983.

L'enseignement professionnel, qui ne comptait plus que la section « Service aux personnes », fut supprimé à la fin de l'année scolaire 1986-1987, la section « habillement » ayant été fermée plus tôt.

Les normes d'organisation de l'enseignement secondaire obligèrent en 1996 ces deux instituts à fusionner en un établissement à 3 degrés, qui prendra le nom d' « Institut Saint-Joseph - Sacré-Cœur », réparti sur deux implantations, celle du bas à la rue de Beausaint et celle du haut dans l'ancien home Lepeucque sur le site duquel un vaste hall des sports fut construit en 1986. Sur le site du bas, un pavillon fut édifié en 1987 pour les cours de technologie et d'informatique. C'est aussi sur ce site, partageant la même cour de récréation avec une partie du secondaire, que se retrouve l'Ecole Fondamentale Libre, tout en n'ayant pas le même PO que le secondaire.

Philippe MOTTEQUIN

Tiré de « Propositions », janvier-février 2012.

*Le nouveau bâtiment
sur le site du bas...*



*... et le hall des sports
construit sur le site
du haut*



Sources :

- Archives des Frères des Ecoles Chrétiennes à Ciney, des Sœurs de la Providence à Champion, de l'Institut Saint-Joseph-Sacré-Cœur à La Roche ; de l'Evêché de Namur à Namur ;
- *Institut du Sacré-Cœur, 1877-1977*, La Roche, 1977 ;
- *Semaine religieuse, Bulletin du diocèse de Namur, Nécrologie du doyen Maldague*, 9 juillet 1933, n° 28, pp. 442 à 445 ;
- *Souvenir du Centenaire des Sœurs de la Providence et de l'Immaculée Conception (1833-1933)*, Namur, 1933 ;
- WYNANTS Paul, *Les sœurs de la Providence de Champion et leurs écoles (1833-1914)*, Namur, 1984 ;
- Différents témoignages.

Le Collège Saint-Guibert à Gembloux

Ce collège composé aujourd'hui de deux établissements, le DOA et le collège 2ème et 3ème degrés, est le résultat de la fusion en 1996 de l'Institut Notre-Dame, de l'école technique Saint-Guibert et de l'Institut Saint-Guibert. L'origine de ces établissements remonte à la première moitié du XIXème siècle avec la prise en charge d'écoles primaires pour les filles par les Sœurs de Notre-Dame de Namur et pour les garçons par les Frères des Ecoles chrétiennes.

Arrêtons-nous au nom de cet établissement, unique en Communauté française : Saint Guibert est un aristocrate de Lotharingie, né en 892, qui, avec l'aide de l'empereur Othon 1er, fonda dans son domaine familial situé à Gembloux un monastère dédié à Saint-Pierre au sein duquel fut appliquée la règle de Saint-Benoît. C'est dans les bâtiments de cette abbaye que les Sœurs de Notre-Dame installèrent leur école de 1814 à 1860. Guibert décéda le 23 mai 962 à Gorze en Lorraine française d'où son corps fut ramené à Gembloux peu de temps après sa mort. Il fut canonisé en 1211.

Les Instituts Notre-Dame

D'abord une école primaire

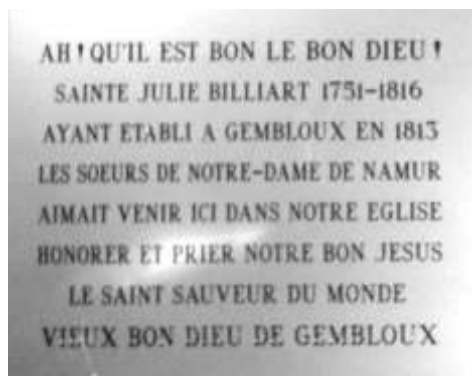
Jusqu'en 1813, l'enseignement des jeunes filles à Gembloux était confié à des Religieuses de la Providence de Gosselies, présentes à Gembloux depuis 1731. Le décès de l'une et l'âge avancé de la seconde amenèrent le maire (on était encore sous le régime français !) à faire appel aux Sœurs de Notre-Dame de Namur, prenant contact notamment avec Monseigneur Pisani de la Gaude. Le 14 juin 1813, Mère Julie Billiard visita le bâtiment qui était destiné à héberger les Sœurs et l'école et le jugea vieux, malpropre et peu adapté aux besoins d'une communauté : c'était un petit hospice pour vieillards situé dans la Grand-rue de Gembloux. Elle demanda des modifications que les autorités s'empressèrent de réaliser, sans pour autant améliorer réellement le bâtiment. Le 11 octobre 1813, Mère Julie amena à Gembloux quatre Sœurs et ouvrit ainsi sa troisième école dans le diocèse de Namur, après Namur en 1807 et Saint-Hubert en 1809. La même année, elle créa aussi une école à Andenne.

*Le bâtiment du
n° 16 dans la Grand-rue
aujourd'hui où Mère
Julie installa son école
en 1813*



Très vite, ce bâtiment se révéla trop petit pour les 200 élèves (pensionnaires et externes) qui fréquentaient l'école. Mère Julie, qui venait régulièrement à Gembloux, décida d'aller à Douai en France pour convaincre César Paulet, le propriétaire de l'ancienne abbaye bénédictine, de lui louer une partie des bâtiments. Le 18 octobre 1814, les Sœurs et l'école y emménagèrent et occupèrent l'aile des moines pendant 46 ans.

*Plaque apposée en 2001
dans la chapelle du Vieux
Bon Dieu de l'église de
Gembloux pour rappeler
l'œuvre de mère Julie
Billiard*



La bataille de Waterloo en 1815 laissa des traces dans l'école qui eut à subir le pillage des troupes françaises et le passage des soldats prussiens.

La communauté des Sœurs fut quantitativement importante : ainsi, en 1822, elle comptait 11 Religieuses et 21 en 1842, un nombre maintenu jusqu'en 1966.

En 1860, l'abbaye de Gembloux fut louée à l'Etat belge pour y créer une école agricole et il fallut aux Sœurs une solution transitoire tant que le bâtiment qu'elles firent construire à la place Saint-Guibert ne fut pas terminé : l'internat fut transféré au château de Vichenet que le comte de Romnée mit à la disposition des Religieuses. Les classes externes adoptées par la commune furent installées dans la grande sacristie de l'église et dans la chapelle Saint-Pierre tandis que les deux autres classes externes payantes trouvèrent refuge dans des bâtiments achetés par les Sœurs, rue Chapelle Dieu. Il est intéressant de constater que ces trois catégories d'élèves furent scolarisées séparément durant tout le XIX^{ème} siècle.



Le bâtiment principal sur la place Saint-Guibert : l'aile de la rue Docq n'est pas encore construite

L'entrée dans les nouveaux bâtiments, qui sont d'ailleurs toujours occupés aujourd'hui, eut lieu en 1862. Quelques années plus tard, l'école comptait 300 élèves et il s'avéra nécessaire en 1878 d'édifier huit nouvelles classes, rue Docq. En 1913, cinq petites maisons furent achetées rue Chapelle Dieu et démolies l'année suivante pour agrandir l'externat. La guerre retarda les travaux qui ne furent terminés que pour la rentrée de 1915.

Les derniers mois du premier conflit mondial furent difficiles car les classes furent réquisitionnées par l'armée allemande dès avril 1918. Pour permettre aux élèves de continuer leur scolarité tant bien que mal, les horaires furent modifiés et les cours donnés à mi-temps et en alternance avec les élèves de l'école communale dans les locaux de celle-ci. D'autres classes furent installées dans différents bâtiments de la ville. L'école servit d'abord de caserne, puis d'hôpital. Vu les dégâts, les cours ne purent y reprendre que le 7 janvier 1919.

Une nouvelle construction fut entreprise en 1926 ; elle permit à la soixantaine de pensionnaires de disposer d'un grand réfectoire alors que, précédemment, elles étaient réparties dans trois salles.

La grande chapelle transformée en salle de sports, classes et local d'informatique



Les débuts de l'enseignement secondaire

Introduite par les Sœurs en 1936, la demande d'ouverture d'une école ménagère agricole fut acceptée par l'Etat ; elle s'ouvrira à la rentrée avec une cinquantaine d'élèves. L'école fut reconnue dès le 1^{er} janvier 1937. D'autres cours à finalité commerciale furent également ouverts à partir de 1940. On donna aussi des cours supérieurs permettant d'obtenir un diplôme de secrétaire commerciale, de comptable, de sténodactylo. Ils furent supprimés en 1956.

*Une classe de
l'école moyenne
ménagère
agricole*



La guerre 40-45 ne se passa pas sans mal avec, notamment, l'occupation répétée des bâtiments scolaires. L'offensive des Ardennes y amena, le 10 janvier 1945, des étudiantes et des Sœurs en provenance de l'École normale de Bastogne. C'est dans les murs de Gembloux que les cours de cette Ecole normale dirigée par la même congrégation se donnèrent jusqu'à la fin de l'année scolaire 1944-1945.

En 1952, le cycle inférieur des Humanités modernes fut ouvert et, avec lui, un 2^{ème} Institut Notre-Dame dont la direction fut confiée à Sœur Alice-Marie (Augusta Van Ruyskensvelde) qui, jusque-là, avait été directrice de l'école primaire. L'année suivante voit la suppression de l'internat qui avait accueilli des pensionnaires depuis la création de l'école primaire en 1813.

*Le 3 juillet 1955,
inauguration du
sanctuaire à Notre-
Dame de Beauraing
situé devant le
bâtiment principal,
place Saint-Guibert*



Le développement du quartier de la gare amène les Sœurs à acheter en 1959 un terrain pour y édifier la même année une petite implantation comportant deux classes gardiennes. Elle deviendra une école fondamentale complète à partir de 2004 en développant l'immersion en néerlandais dès la 3^{ème} gardienne.

Pour remplacer l'atelier d'apprentissage qui ferma en 1961 et qui, après l'expropriation de ses locaux, avait dû trouver refuge à la place Saint-Guibert, une section professionnelle familiale sera ouverte cette même année.

En 1977, Evelyne Leplang-Pierlot remplace à la direction de l'Institut Notre-Dame organisant le cycle inférieur des modernes, Sœur Alice-Marie ; au départ de la directrice de l'autre Institut Notre-Dame en 1981, Sœur Christine-Marie (Marie-Christine Bultot), les deux écoles Notre-Dame fusionnèrent sous la houlette d'Evelyne Leplang. Entretemps, le rénové avait été introduit en 1978, ce qui permit l'ouverture en 1981 d'une 4^{ème} année d'Humanités mais qui ne sera pas prolongée par un 3^{ème} degré de transition. La mixité démarrera dès 1981 dans le secondaire. En 1987, une 5^{ème} technique comptabilité verra le jour dans l'établissement., Evelyne Leplang céda en 1988 le relais à Bernard Etienne qui sera remplacé au poste de directeur par Philippe Englebert en 1992.

En 1988, la Communauté ne comptait plus que six Sœurs, dont une seule encore en fonction dans les écoles. Le besoin de locaux entraîna en 1989 le déménagement des Sœurs vers une maison achetée à la rue des Combattants.



*Vue aérienne du
site de Notre-Dame*

Les Instituts Saint-Guibert

L'école primaire d'abord communale

Pour les Frères des Ecoles chrétiennes, l'histoire démarre 27 ans après celle des Sœurs de Notre-Dame : c'est en effet le 8 novembre 1840 que trois Frères arrivent à Gembloux pour prendre en charge dès le lendemain l'école communale des garçons de la localité. L'enseignement communal était jusqu'à cette date tenu par des laïcs mais, depuis plusieurs années, des tractations avaient eu lieu avec la congrégation pour qu'elle s'investisse à Gembloux. La première implantation de l'école se situait face à l'église, mais était fort petite et avec une cour de récréation insuffisante pour le nombre d'élèves (109 repris sur la liste des inscriptions en 1843-1844). En 1847, il s'imposa d'ouvrir une 3^{ème} classe mais, comme l'argent manquait pour les travaux, des particuliers souscrivirent des actions sans intérêt que la commune s'engagea à rembourser.



A gauche, le bâtiment qui fut occupé par l'école communale des Frères de 1840 à 1859 sur l'« aire » située devant l'église décanale

En 1857, un premier conflit opposa les Frères et l'Administration communale à tendance libérale sur la gratuité de l'enseignement : respectant la législation, la commune exigeait que les élèves solvables paient leur écot, ce qui indignait le Frère Supérieur Général qui écrivait au bourgmestre le 27 novembre 57 : « Nos statuts et nos usages s'opposent formellement à ce que les enfants qui fréquentent nos écoles paient une rétribution quelconque, quel que soit le mode de perception employé. Je me vois obligé d'opérer le retrait des Frères pour le 1^{er} janvier prochain » Un arrangement put être trouvé grâce au remboursement par des « âmes charitables » des sommes payées par les élèves solvables.

L'année suivante, nouveau conflit entre la Congrégation et la commune, cette fois sur la volonté de l'Administration de nommer les Frères instituteurs et d'ainsi diminuer l'autorité du Frère Supérieur. Le refus de celui-ci poussa la commune à retirer l'adoption de l'école des Frères comme école communale, ce qu'elle obtint par un arrêté royal du 13 avril 1859.

L'école primaire libre

Une partie de la population ne voulut pas voir partir les Frères. Une maison fut acquise, rue des Remparts, aujourd'hui rue Pierquin : le montant de l'achat fut entièrement couvert par la participation financière de l'évêque de Namur, Monseigneur Dehesselle, et du doyen Lebrun ; le mobilier et les travaux d'aménagement furent pris en charge par des notables de Gembloux. Le traitement des Frères fut couvert par des bonnes volontés locales et par le même prélat. Un comité scolaire prit en charge les destinées et le soutien à l'école devenue libre. A la rentrée, le nombre d'élèves était de 172, un beau succès par rapport aux 208 élèves scolarisés l'année précédente dans l'école communale tenue par les Frères.

En 1906, un 4^{ème} degré est ouvert : on compte cette année-là 6 classes et 221 élèves dont 18 au 4^{ème} degré ; pour l'année scolaire 1913-1914, ce sont 7 classes avec 325 élèves dont 52 au 4^{ème} degré.

Déménagement en mai 1914 vers le site de la place de l'Orneau qui est toujours celui du Collège Saint-Guibert aujourd'hui : la maison d'habitation existante servira à la communauté alors que les classes furent construites dans le jardin. En 1919, le doyen Sorée décida de faire édifier une grande salle des fêtes sur un terrain acquis l'année précédente et contigu à l'école : c'est le début de l'extension du site.

*L'entrée de l'école
sur la place de
l'Orneau au début
du XX^{ème} siècle
avec un jardinet
devant la maison des
Frères*



*Document
distribué
pendant les
grandes
vacances de
1927 et
présentant
l'offre
d'enseignement
à l'Institut
Saint-Guibert*

L. S. J. C.
INSTITUT SAINT-GUIBERT
DIRIGÉ PAR LES
FRÈRES DES ÉCOLES CHRÉTIENNES
20, Place de l'Orneau GEMBLoux

L'Institut Saint-Guibert comprend deux sections :

I. Section Primaire

Quatre degrés ; huit années d'études. L'École adopte et amplifie le programme officiel. Les enfants sont reçus vers l'âge de six ans.

2. Section Spéciale

Deux années. Y sont admis les élèves qui ont terminé avec succès le 4^e degré primaire ou qui ont fait des études équivalentes.

Cette section ouvre aux jeunes gens l'entrée des différentes carrières industrielles, commerciales et administratives. Après la deuxième année, les bons élèves peuvent subir les examens suivants ou d'autres analogues :

Géomètre-Arporteur.
Commis technique.
Commis aux écritures.
Commis et surveillants aux ponts et chaussées.
Dessinateur-expéditionnaire, etc.

En outre, ils peuvent se présenter aux Etablissements supérieurs ci-après :

Ecoles normales primaires.
Ecoles normales moyennes : Régent d'École moyenne.
Navire-Ecole à Anvers : Officiers de Marine.
Université Coloniale à Anvers : Fonctionnaires.
Université de Louvain : Licenciés en Sciences Commerciales et Consulaires ;
Section agronomique.
Institut agronomique de l'État à Gembloux.

La deuxième année de la Section spéciale est ouverte à partir de **Septembre 1927.**

Dès la rentrée, les élèves font connaître l'examen qu'ils désirent préparer, ils reçoivent alors les soins particuliers que réclame leur situation.

Le 4^{ème} degré prit progressivement de l'importance : des 18 élèves de 1906, on passa à 119 en 1937-38. En 1916, on créa une 3^{ème} moyenne et, en 1927, une 10^{ème} année, une classe qui ne fut pas organisée chaque année. Ces 9^{ème} et 10^{ème} années formaient la section spéciale réservée aux élèves ayant terminé avec succès le 4^{ème} degré primaire ; elles ouvraient aux jeunes l'entrée dans différentes carrières industrielles, commerciales et administratives.



*Dans les années 20,
les élèves devant le
bâtiment de l'école*

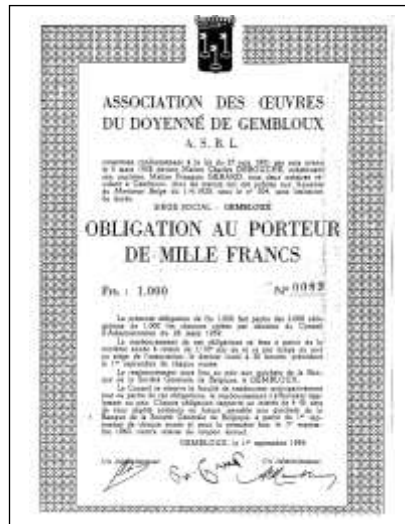
Le secondaire

A la rentrée 1947, le cycle inférieur des Humanités modernes fut ouvert par transformation progressive du 4^{ème} degré primaire dont les débuts remontent à 1906 et qui sera fermé en 1953. En 1947, 32 élèves fréquentent le secondaire. Au terme des 3 années du cycle inférieur, le comité scolaire envisage l'ouverture d'une 3^{ème} moderne, mais cela ne se réalisera pas et c'est le début de longues tergiversations qui n'aboutiront qu'en 1961 avec l'ouverture du cycle supérieur. En 1954, le Frère directeur annonce aux parents la création à la rentrée de 1956 d'une 3^{ème} moderne, mais il faudra déchanter car ce Frère est déplacé ; ce report aura des conséquences désastreuses au niveau des inscriptions : ainsi en 1953-1954, 93 élèves fréquentaient le cycle inférieur ; en 1954-1955, ils ne sont plus que 63 et 46 seulement en 1956-1957.

Le Frère Mansuet-Félix, redevenu directeur en 1956, va avec les doyens successifs et le comité scolaire donner une impulsion décisive au développement de l'institution : à la rentrée de 1959, l'école technique Saint-Guibert est ouverte et compte 34 élèves. Cette année-là aussi, il fut décidé de construire et il fallut donc trouver de l'argent : si une partie des fonds sera obtenue par un prêt hypothécaire, l'autre viendra du lancement de 2 000 obligations de 1 000 francs. Au 1^{er} septembre 1960, les nouveaux bâtiments seront opérationnels.

L'année 1961 sera importante tout d'abord par l'ouverture du cycle supérieur. De nombreuses lettres montrent la volonté du Frère directeur et du doyen d'ouvrir le cycle supérieur et d'essayer de convaincre le Frère Supérieur d'en donner l'autorisation. Le 3 mai encore, le conseil provincial de la congrégation refuse. Le 8 juin enfin, une lettre postée de Rome et adressée par le Frère Mémoire-Ernest, visiteur provincial, au doyen X. Lurkin débloque la situation : « Le conseil provincial maintient son refus d'ouvrir le cycle supérieur par manque de Frères pour assurer cet enseignement. Cependant, en considération des engagements qui ont été pris auprès des parents, nous ne nous opposons pas à ce que le comité scolaire prenne la responsabilité d'ouvrir cette section, mais sans compter sur le concours des frères professeurs ». Le cycle supérieur Scientifique A fut enfin ouvert en 1961 !

Autre sujet de débat cette année-là : effrayé par l'ampleur des engagements financiers, le comité scolaire propose aux Frères de reprendre gratuitement l'ensemble du complexe scolaire de la place de l'Orneau ainsi que les charges y afférentes : cette offre fut refusée par le conseil provincial réuni le 3 mai 1961, ce qui explique qu'une partie des bâtiments sont toujours la propriété des œuvres décanales.



Une obligation de 1 000 francs lancée pour permettre le financement des bâtiments inaugurés en 1960

PARENTS !
L'ENSEIGNEMENT LIBRE
DE GEMBOUX
met au service de vos enfants
DES ECOLES DE PREMIER CHOIX.

POUR LES BENJAMINS (garçons et filles) :
Jardin d'enfants chez les Sœurs de Notre-Dame.

POUR LES GARÇONS :
Ecole primaire de l'Institut St-Guibert (21, place de l'Orneau).

POUR LES FILLES :
Ecole primaire de l'Institut Notre-Dame (7 place St-Guibert).

POUR LES JEUNES GENS:
Humanités modernes (1er cycle) à l'Institut Saint-Guibert.

POUR LES JEUNES FILLES :
Ecoles commerciale et familiale \ à l'Institut Notre-Dame.
Humanités modernes (1er cycle) /
Ecole professionnelle formant tailleuses et lingères à l'Atelier
d'Apprentissage, (20, rue de la Poste).



**POUR EUX - JE VEUX
LE MIEUX .**

**ECOLE
CATHOLIQUE**

*Instruction soignée. — Formation de la conscience.
Education du caractère. Surveillance assurée.*

*Une publicité commune
des écoles libres de
Gembloux en 1955, bien
avant la fusion !*

A la rentrée de 1967, la section de qualification professionnelle en électromécanique est créée à l'Ecole technique et, en 1969, c'est le cycle supérieur Economique qui est ouvert ainsi que la mixité uniquement dans ce cycle pour y accueillir les filles de l'Institut Notre-Dame. En coordination avec celui-ci, c'est l'entrée en 1978 dans le rénové et l'introduction de la mixité à partir des premières en 1981.

Le nombre toujours croissant d'élèves dans le secondaire (106 en 1959-1960, 274 en 1969-1970, 359 en 1979-1980, 876 en 1989-1990 et 1067 en 1995-1996) nécessita l'agrandissement de l'espace disponible par l'achat de maisons et terrains et la construction des dizaines de nouvelles classes qu'il serait trop fastidieux d'énumérer. Le manque de place obligea même pendant quelques années à délocaliser certaines classes de l'enseignement primaire.

Le Frère Maxime-Lucien (Jean-Marie Verniers), le dernier Frère Directeur, prit sa retraite en 1989 tout en restant administrateur-délégué du PO jusqu'en 1996. Il fut remplacé par Jean-Claude Glibert, le premier laïc à occuper la fonction de direction ; il sera aidé dès 1991 par un sous-directeur. A l'Ecole technique, le passage du témoin de la direction aux laïcs eut lieu dès 1975.

Le collège d'enseignement catholique de Gembloux

Les nouvelles normes imposées par la Ministre Onkelinx pour la rentrée de 1996 mettaient deux des trois écoles secondaires libres gembloutoises en difficulté : l'Institut technique Saint-Guibert et l'Institut Notre-Dame. Le PO des Instituts Saint-Guibert et celui de l'Institut Notre-Dame secondaire (différent de celui de l'école primaire Notre-Dame) décidèrent de fusionner et de restructurer leurs écoles pour former le Collège d'enseignement catholique de Gembloux constitué d'un DOA dirigé par Philippe Englebert et d'un établissement 2^{ème} et 3^{ème} degrés dont la direction fut confiée à Jean-Claude Glibert. L'Institut 2^{ème} et 3^{ème} degrés, outre son enseignement de transition, comptait au 3^{ème} degré de l'enseignement technique la section « électro-mécanique » venant de Saint-Guibert ainsi que celles héritées de Notre-Dame « comptabilité et informatique de gestion » et « gestion informatique ». Toujours au 3^{ème} degré, l'enseignement professionnel était constitué de la section « électricité et équipements industriels » de Saint-Guibert et de « vente-étalage » et « auxiliaire familial et sanitaire » de Notre-Dame.

L'ensemble des élèves du secondaire furent regroupés sur le site du bas, celui de Saint-Guibert à la place de l'Orneau à l'exception d'une section, tandis que les élèves de l'école primaire Saint-Guibert et de l'école fondamentale Notre-Dame prirent leurs quartiers sur le site de Notre-Dame. L'année suivante, ce fut le tour du fondamental de fusionner et de se structurer en deux écoles mixtes, l'une 2 ½ - 8 et l'autre 9 - 12. En 1999, Véronique Henry remplaça Philippe Englebert à la direction du DOA.

Notons qu'avec la fusion, les deux instituts nouveaux prirent le nom de Collège. En 2001, le Collège d'enseignement catholique de Gembloux mua en Collège Saint-Guibert.

Si la population du secondaire connut un léger fléchissement dans les premières années après la fusion, la courbe redevint positive à partir de 2001 avec 1 385 élèves, 1 552 en 2005 et 1 874 à la rentrée de 2011. Afin de disposer de l'espace nécessaire, le PO réalisa en 2000 l'achat du magasin Nopri contigu à l'établissement et l'aménagea en classes, restaurant scolaire et grandes salles d'étude. L'accès de la cour de récréation vers ces nouveaux locaux fut inauguré en 2008.

A la rentrée 2011, l'immersion en Néerlandais débuta en première secondaire dans la continuité du projet d'immersion lancé en 2004 en 3^{ème} maternelle à l'école fondamentale de la gare dépendant du même PO.

Philippe MOTTEQUIN

Sources :

- Archives provinciales des Sœurs de Notre-Dame à Namur ; archives des Frères à Ciney ;
- PIROTTE M., *Guibert ou la naissance d'une ville*, Gembloux, n.d. ;
- TOUSSAINT J., *La paroisse de Gembloux*, Gembloux, 1982 ;
- VERNIERS J.-M., *Institut Saint-Guibert*, Gembloux, 1840-1996, Gembloux, 1997 ;
- *Vie de Julie Billiart ou les mémoires de Mère Saint-Joseph*, Rome, 1978 ;
- Différents témoignages.

Tiré de « Propositions », mars-avril 2012.



↑ *La rampe d'accès de la cour de
récréation vers l'ancien magasin
Nopri*

*Vue aérienne du centre de
Gembloux avec en plus foncé
l'ensemble du site du Collège
Saint-Guibert* ↓



L'Institut Notre-Dame à Bertrix

L'actuel Institut Notre-Dame est le résultat de différentes fusions entre les Instituts Notre-Dame du Sacré-Cœur tenus par les Sœurs de la Doctrine Chrétienne, dont l'origine remonte à 1851, et l'Institut Notre-Dame du Rosaire dirigé par les Frères des Ecoles Chrétiennes qui arrivèrent à Bertrix 35 ans plus tard.

L'Institut Notre-Dame du Sacré-Cœur ⁽¹⁾

(1) Malheureusement, faute d'archives, les informations obtenues sur l'action des Sœurs de la Doctrine Chrétienne à Bertrix sont assez lacunaires.



En 1851, Madame Pierlot-Gérard intervient auprès du conseil communal bertrigeois pour une réorganisation de l'école communale des filles : selon elle, en effet, l'école est tenue par une personne qui ne lui semble pas être à la hauteur de la tâche !

Sollicitée, la Congrégation des Sœurs de la Doctrine Chrétienne de Nancy répond favorablement et envoie, au début de l'hiver 1851, deux Religieuses à Bertrix : Sœur Christine, qui prend en charge les élèves les plus grandes jusqu'à 17 ans, et Sœur Flavie qui s'occupe des plus jeunes. Un rapport de la séance du conseil communal du 5 juillet 1851

(2) Cité d'après
*Histoire des Sœurs
de la Doctrine
chrétienne de
Nancy*, t. V, Nancy,
1999, p. 134.

nous apprend que les Religieuses en question recevront « annuellement 900 francs ainsi que le logement, le mobilier, les ustensiles pour le ménage et le bois de chauffage » (2). Elles s'installeront d'abord dans l'ancienne maison Roudget, près du vieux cimetière. Mais un autre bâtiment sur la Grand-Place est également loué pour y accueillir des élèves. Et très vite leur nombre obligera la commune à construire de nouveaux bâtiments.

Au départ, les Sœurs sont difficilement acceptées par l'inspection : leurs diplômes, français, apparaissent incompatibles avec la législation scolaire en vigueur en Belgique. Devant cet état de fait et le conflit ainsi créé, elles menacent assez rapidement de repartir à Nancy. L'action menée par le doyen de Bertrix, l'abbé Dufourny, sera en l'occurrence décisive.

L'augmentation croissante du nombre d'élèves continuera à révéler le problème de locaux : en 1852, on en dénombre quelque 200 ! La commune décide donc de construire à la rue de Burhaimont une nouvelle école qui sera terminée en 1860 : c'est le début de l'actuel complexe scolaire.

Sur cette photo, on distingue à gauche les bâtiments de l'école de 1860, à droite la maison notariale et, entre les deux, les bâtisses qui seront démolies en 1887 pour agrandir l'école



Cette école n'accueillait que des élèves en âge d'école primaire ; comme la commune, arguant de difficultés financières, refusait de

subsidier une classe gardienne, une Bertrigeoise, Célestine Gérard, s'engagea, en 1863, à prendre en charge les frais d'entretien d'une Religieuse qui s'occupa de cette classe supplémentaire.

L'année 1879 voit, comme un peu partout dans nos contrées, les effets de la loi dite « de malheur » : l'enseignement communal doit devenir laïc et neutre. Ainsi, les Sœurs sont-elles amenées à démissionner. Le doyen Jacob et les catholiques s'emploient à l'ouverture d'une école libre et à la construction de nouveaux locaux payés par la famille Pierlot. C'est ce qui explique que des bâtiments au style un peu particulier voient le jour avec deux ailes entourant une partie centrale surmontée d'un clocheton. Comme ce bâtiment ne sera terminé qu'en 1880, la commune autorisera les Sœurs à rester dans l'école communale jusqu'à cette date. C'est dans la nouvelle construction que les Sœurs accueilleront les filles ainsi que les garçons jusqu'à l'âge de 9 ans, alors qu'un instituteur laïc s'occupera des garçons plus âgés.

*Le bâtiment construit
d'abord pour servir d'école
pour les Sœurs et qui,
en 1886, deviendra l'école
des Frères*



Suite à la modification de la loi de 1879, le 3 septembre 1884, le conseil communal de Bertrix décide de réintégrer les Sœurs en tant qu'institutrices communales : elles retourneront donc enseigner dans l'école communale. Néanmoins, les enfants de l'école gardienne et les garçons jusqu'à 9 ans sous la houlette des Sœurs resteront dans les bâtiments de la famille Pierlot et ne réintégreront les bâtiments communaux qu'en 1887. Comme on le verra plus loin, les Frères ouvriront dès 1886 leur école dans les bâtiments construits à l'origine pour les Sœurs par la famille Pierlot.

En 1887, on décide d'agrandir l'école et on achète pour ce faire un terrain à Auguste Arnould-Lambermont et au forgeron Evrard.



L'école agrandie en 1887

Le 28 octobre 1898, le conseil communal demande l'ouverture d'une école ménagère et en confie la gestion aux Sœurs de la Doctrine Chrétienne. Elle accueille les filles âgées de 14 ans et qui ont terminé les cours de l'école primaire. A titre documentaire, voici les cours qui s'y donnent : « *Leçons théoriques et pratiques : cuisine, lavage et repassage du linge, couture et coupe, tricot, raccommodage et entretien du linge et des vêtements usuels, soins du ménage en général, économie et comptabilité domestique, jardinage et horticulture, notions d'hygiène et soins à donner aux enfants et aux malades.* » Tout un programme !

A côté de cette école, les huit classes primaires abriteront jusqu'à 400 enfants en 1911. En partie détruite durant la guerre de 14-18, l'école est reconstruite aussitôt après. A ce moment, en 1918, la communauté est forte de 21 Religieuses.

L'école ménagère quant à elle cesse de fonctionner en 1914, mais sera rouverte vingt ans plus tard, sous la direction de Sœur Joseph-Marie. En 1914, l'école fut la proie des flammes et dut être reconstruite.

En 1934, les Sœurs ouvrent une petite implantation maternelle dans la crypte de l'église des Pères franciscains près de la gare. En 1978, sur ce même site, un nouveau bâtiment accueillera trois classes maternelles et un premier degré primaire.



Le bâtiment actuel sur le site des Pères franciscains

En 1949, deux ans avant qu'on ne fête le centenaire de l'arrivée à Bertrix des Sœurs de la Doctrine Chrétienne, « l'école des Sœurs » compte près de 500 élèves avec 4 classes gardiennes, toutes les classes primaires y compris un 4^{ème} degré, et une section ménagère qui sera reconnue le 14 juillet 1951.

En 1950, on assiste à l'ouverture des Humanités inférieures et, dix ans plus tard, ce sera le tour du cycle supérieur avec la section économique. L'enseignement rénové y fera son apparition en 1971 et la mixité en 1973.

L'Institut Notre-Dame du Rosaire

La création de cet institut est intéressante tant par sa promotrice et le projet qu'elle porte que par les péripéties de sa mise en œuvre.

En 1879, pour contrer la « Loi de malheur », la famille Pierlot de Bertrix fait construire, comme nous l'avons déjà vu, un bâtiment au style assez particulier (voir la photo de la page 47) afin d'y installer une école libre tenue par les Sœurs de la Doctrine Chrétienne qui y accueillent les filles ainsi que les garçons jusqu'à l'âge de 9 ans. Un instituteur laïc y prend en charge les garçons plus âgés. En 1884, après l'abolition de cette loi, les Sœurs réintègrent les locaux communaux et les garçons retournent à l'école communale. Seuls restèrent dans les bâtiments de la famille Pierlot les enfants de l'école gardienne et les garçons jusqu'à 9 ans sous la houlette des Sœurs. En 1887, tout ce petit monde rejoint les bâtiments de la commune.



Les bâtiments construits par la famille Pierlot, qui ont d'abord accueilli la communauté des Sœurs, avec la cour de récréation

Léontine Pierlot (1745-1919), dans une longue lettre du 14 septembre 1885, ébauche un projet d'utilisation des constructions scolaires édifiées par sa famille et désormais sans objet : pour elle, se fait sentir à Bertrix le besoin d'« *instruction supérieure à l'enseignement primaire* », le « *besoin aussi pour les jeunes gens d'avoir un centre de*

réunion, centre comme association pieuse afin de les garder et de les rendre davantage pratiquants et pieux..., centre comme moyen honnête de récréation - musique, chants, cours spéciaux. Voilà (...) les raisons qui nous font désirer des Frères. J'y ajouterai un espoir : celui de voir à la disparition de nos instituteurs laïcs actuels, l'enseignement primaire confié également aux Frères. L'entier projet comprendrait donc 1/ Deux ou trois classes primaires, communales, gratuites (payées par la commune dont le conseil est catholique) prenant les garçons au sortir des mains de nos sœurs de la Doctrine chrétienne les tenant jusqu'à 7 ans environ (ce qui existe déjà). 2/ Une série de classes payantes comprenant les programmes des écoles moyennes. 3/Une société de chœurs – peut-être de fanfares – plus quelque autre chose à fonder d'après les ressources locales au fur et à mesure que cela deviendra possible (cercles, patronage, sociétés dramatiques, etc.). 4/Une association pieuse qu'elle s'appelle congrégation, apostolat de la prière ou autrement. » Elle veut aussi un frère « bon musicien » et un frère allemand : « je dis Allemand parce que nos cultivateurs font commerce de bestiaux avec l'Allemagne et que nous prévoyons faire des recrues d'élèves parmi la partie allemande de la province. » Elle détaille aussi dans cette lettre les moyens financiers pour réaliser son projet.



Léontine Pierlot (1845-1919), la fondatrice de l'Institut Notre-Dame du Rosaire

Léontine Pierlot va batailler ferme avec les Frères des Ecoles chrétiennes pour qu'ils acceptent de venir à Bertrix, rappelant d'ailleurs au passage que, dès 1880, on avait fait appel à eux sans succès. Elle se dira même prête à demander d'autres congrégations en insistant sur ce que « pourraient être les résultats du voisinage de Bertrix et du collège de Carlsbourg. S'ils acceptent, Bertrix leur sera une succursale ; s'ils refusent, il se pourrait que Bertrix réussisse assez bien que pour devenir une concurrence. » Elle réussira à convaincre les Frères des Ecoles chrétiennes de s'installer à Bertrix et se démènera pour répondre sur ses propres deniers à toutes leurs exigences, tant pour les locaux scolaires et de communauté que pour l'équipement et l'intendance.

Quel type d'école va-t-on ouvrir ? Certes, pas une école primaire au début pour ne pas créer de lutte avec l'école communale. Les Frères voudraient eux une école primaire supérieure, Léontine Pierlot, une école moyenne comme « intermédiaire entre le collège et l'école primaire ». On se mettra finalement d'accord sur une école moyenne en précisant bien qu'on n'y respectera pas le programme des écoles moyennes de l'Etat. D'autres débats eurent lieu entre la fondatrice et les Frères sur les cours spéciaux à donner, sur le montant du minerval, etc.

Mais le résultat fut atteint : le 13 octobre 1886, trois Frères venant de Carlsbourg arrivèrent à Bertrix et, le 15, après la messe du Saint-Esprit, les cours de ce qu'on appellera dès le début « Institut Notre-Dame du Rosaire » débutèrent avec 11 élèves. L'arrivée en cours d'année de nouveaux jeunes gens permit l'ouverture d'une 2^{ème} classe. En septembre 1887, ils étaient 48 et 65 en 1889, ce qui nécessita l'ouverture d'une 3^{ème} classe.

ECOLE MOYENNE
de Bertrix
sous la direction des
FRÈRES DES ÉCOLES CHRÉTIENNES.

—♦♦♦—
OUVERTURE LE 15 OCTOBRE 1886.

Les études seront spécialement dirigées vers les besoins de l'agriculture, du commerce, des arts et métiers.

Il y aura deux classes pour commencer; d'autres seront ajoutées plus tard.

PRIX DE FRÉQUENTATION :
40 fr. par an pour la classe inférieure.
60 fr. par an pour la classe suivante.

Cours spéciaux :
de Sciences agricoles,
d'Allemand,
de Dessin,
de Musique vocale.

—♦♦♦—
Pour tous autres renseignements, ainsi que pour les inscriptions, s'adresser au Cher Frère Directeur, à Bertrix.

Affiche diffusée en 1886 à Bertrix et dans les communes environnantes pour annoncer l'ouverture de l'école

Ainsi donc à Bertrix, chez les Frères, l'enseignement dit moyen, une sorte de 4^{ème} degré, précéda l'enseignement primaire ! Quand les Frères acceptèrent-ils des garçons en âge d'école primaire ? Sans doute très vite puisqu'un document nous dit qu'« à Pâques 1887, elle (l'école) en reçut quelques nouveaux, mais moins âgés que les précédents, la plupart aspirants à la première communion ». En 1896, le conseil communal décida l'adoption de deux classes primaires de l'Institut Notre-Dame du Rosaire. Pour les élèves de ces deux classes, l'enseignement devint gratuit.

Comme nous l'avons expliqué, le projet de Léontine Pierlot n'était pas que scolaire. Prenons-en deux exemples : un professeur de musique fut engagé durant l'année 1888-1889 afin de former des jeunes pour la future fanfare Saint-Joseph qui devait concurrencer la fanfare de l'école communale ; une « mutualité » scolaire appelée « Le Rosaire » fut créée en 1898.

Une vaste grotte, toujours en place, imitant celle de Lourdes, fut érigée en 1892 dans l'espace de l'école à l'initiative du Frère directeur Méthodien, avec l'aide de nombreux habitants de Bertrix.

En 1902, une école industrielle fut créée sous l'égide des Frères. Le registre de la 1^{ère} année indique 106 inscrits. Les cours se donnaient le soir des lundi, mardi et jeudi ainsi que le dimanche. La fréquentation insuffisante et des résultats non satisfaisants amenèrent la fermeture de l'école au terme de l'année scolaire 1905-1906. On tenta à plusieurs reprises de la rouvrir, notamment en 1908 et en 1913, mais sans beaucoup de succès. Après la guerre, des cours pour adultes furent de nouveau organisés.

En 1904, nouveau contrat d'adoption par le conseil communal cette fois des 6 classes de l'Institut, 4 gratuites suivant le programme officiel des écoles primaires et 2 classes primaires supérieures avec paiement d'un minerval. En 1916, un 4^{ème} degré fut officiellement ouvert.

Peu avant la guerre 14-18, la nécessité de nouveaux bâtiments s'imposa progressivement. Une maison (qui brûla au début de 1914) et un terrain contigus à l'école furent achetés en 1913 grâce à la générosité de la famille Pierlot ; un autre terrain, lui aussi contigu à

l'établissement, fut cédé par les mêmes donateurs. Si les premiers plans furent réalisés en 1920, l'entreprise ne se concrétisa qu'à partir de 1923, après de nombreuses tractations parfois difficiles avec le doyen et avec la commune. Un projet avait été échafaudé de remise du fonds à la commune qui aurait pris en charge la construction. Suite à l'échec de cette piste, la famille Pierlot de Cugnon décida de financer totalement la nouvelle école dont les bâtiments furent inaugurés le 30 août 1925 ; le mobilier et l'équipement didactique furent eux payés par la commune. Durant les travaux, les Frères s'installèrent dans la crypte de l'église paroissiale.



*La construction de la nouvelle école des Frères, avec
à l'arrière-plan à droite le bâtiment initial*

La guerre 40-45 laissa d'importantes traces : pillage de l'habitation des Frères par les Allemands en 1940, dont le coût fut pris en charge par l'autorité allemande, occupation de l'école à plusieurs reprises et enfin l'incendie dans la nuit du 7 au 8 février de l'école qui abritait des troupes américaines. Les élèves durent être répartis entre l'Institut Notre-Dame du Sacré-Cœur, la maison des Frères et divers locaux paroissiaux. A la rentrée de 1946, ils retrouvèrent leur école

reconstruite et augmentée d'un étage. La même année, les Humanités inférieures furent officiellement créées par la transformation de la 8^{ème} année du_ primaire en 5^{ème} moderne.

*A gauche
l'école des
Frères en 1925
et à droite la
même après sa
recons-truction
suite à
l'incendie de
1945*



En 1948, la commune de Bertrix confia aux Frères la direction de l'Ecole technique communale qu'elle voulait ouvrir. Une première demande avait déjà été faite en 1947 pour concurrencer la volonté de l'Etat de créer une école dans la localité. Pendant plusieurs années, l'Institut Notre-Dame du Rosaire et l'ETB (Ecole Technique de Bertrix) eurent une vie fort commune, se partageant même parfois le même directeur. Cette école dont l'histoire a été retracée dans « Propositions » de mars-avril 2011 fusionnera avec l'Institut Saint-Joseph de Libramont en 1996.

En 1963, le cycle supérieur avec les Scientifiques A fut ouvert à l'Institut Notre-Dame du Rosaire. Les filles furent admises à partir de 1969 dans le cycle supérieur dont on regroupa les classes dans un bâtiment appelé « La Retraite ». L'année 1971 vit l'arrivée du rénové ; c'est deux années plus tard que la mixité fut introduite au premier degré et que s'ouvrit au 2^{ème} degré du qualifiant, la section « activités tertiaires ».

La fusion

A la fin des années 1970, s'ouvrirent pour l'enseignement catholique de Bertrix les grandes manœuvres de rapprochement pour différentes raisons : l'ouverture de la mixité dans les Humanités fut le point de départ de la concurrence entre les deux établissements ; ils manquaient tous les deux de locaux, mais leur trop petite taille ne leur permettait pas d'obtenir des emprunts auprès du Fonds de garantie. L'incendie en 1980 du cinéma paroissial et des locaux adjacents de l'institut Notre-Dame du Rosaire accrut encore le problème de place. Les deux écoles primaires fusionnèrent en 1976 sous la direction du Frère Marc-Antonin (René Spoiden), tout en restant sur leur implantation ; un PO commun pour le fondamental fut alors constitué, devenu officiellement ASBL en 1984. En 1978, les deux premières années du primaire passèrent à la mixité et furent installées sur le site de l'Institut du Rosaire. L'année suivante vit le grand transfert : tout le primaire devint mixte et se retrouva à Bohémont, sur le site des Frères alors que le premier degré des Humanités et la section de qualification de l'Institut Notre-Dame du Rosaire migrèrent vers Burhaimont sur le site de l'école des Sœurs. C'est à la rentrée de 1981 que la fusion dans le secondaire est réalisée sous la houlette d'un nouveau PO propre au secondaire: l'Institut Notre-Dame regroupe toute la transition et la qualification technique sous la direction du Frère Madir-Alphonse (Roger Zévenne). Par contre, l'Institut Notre-Dame du Sacré-Cœur organisant l'enseignement professionnel ainsi que la 1^{ère} B et la 2 P continuera sa vie autonome, dirigé par Marie-Louise Gangler.

*L'Institut
Notre-Dame
aujourd'hui*



1982 fut l'année du passage du flambeau de la direction aux laïcs dans les deux écoles fusionnées : au fondamental, Henri Henrard remplaça le Frère Spoiden et au secondaire, Désiré Vanlanduyt, le Frère Zévenne. Les Frères quittèrent Bertrix pour Beauraing en janvier 1985.

En 1984, l'Institut Notre-Dame et l'Institut Notre-Dame du Sacré-Cœur se restructurent, avec la création d'un DOA dirigé par l'ancienne directrice de l'école professionnelle, Marie-Louise Gangler, et d'une école 2^{ème} et 3^{ème} degrés sous la direction de Désiré Vanlanduyt.

En 1985, suite à la vente par la paroisse à la commune de Bertrix des bâtiments dits de la Retraite occupés par des élèves du cycle supérieur et qui comptaient des classes, des laboratoires et divers autres locaux, l'espace disponible à l'Institut Notre-Dame s'avéra insuffisant. Il fut décidé de réhabiliter en classes l'ancienne habitation des Frères et d'y

transférer les classes maternelles encore sur l'ancien site des Sœurs et donc de regrouper enfin tout le fondamental sur Bohémont et le tout le secondaire sur Burhaimont.

A cause des mesures Di Rupo, les deux Instituts Notre-Dame, le DOA et celui organisant les 2^{ème} et 3^{ème} degrés, doivent fusionner en 1993 en un seul établissement scolaire.

Suite à la fusion entre l'Ecole technique communale, qui avait été créée par les Frères des Ecoles Chrétiennes, et l'Institut Saint-Joseph de Libramont et pour éviter toute concurrence entre les écoles de Libramont et de Bertrix, le PO libre du Centre Ardennes est constitué le 19 août 1996 pour prendre en charge à la fois le nouvel Institut Libramont-Bertrix et l'Institut Notre-Dame. La reprise des 2 écoles par le nouveau PO ne sera effective qu'au 1^{er} janvier 1997 lorsque différents problèmes suscités par la fusion Libramont-Bertrix auront été aplanis.

L'option « aide-soignante » s'installe dans un bâtiment acquis en 2007, situé en face de l'Institut et qui était une maison de soins et de repos pour les Religieuses de la Doctrine Chrétienne.

*L'ancienne
maison de repos
et de soins des
Sœurs de la
Doctrina
chrétienne*



Créée en septembre 2011 à la demande du centre de la Croix-Rouge d'Herbeumont, une classe-passerelle accueille les jeunes primo-arrivants installés dans ce centre mais aussi ceux du centre de Sugny (Fédasil). Ainsi, pour l'année scolaire 2011-2012, quelque 50 demandeurs d'asile ont-ils été scolarisés, à un moment ou à un autre, à l'Institut Notre-Dame.

*Philippe MOTTEQUIN
Christian ROBINET*

Sources

- Archives des Frères des Ecoles Chrétiennes à Ciney ;
- *Histoire des Sœurs de la Doctrine Chrétienne des Nancy*, t.V, Nancy, 1999, pp.132-138 ;
- *Bertrix, Institut Notre-Dame du Rosaire, historique école* (document dactylographié), n.d.;
- Différents témoignages.

Tiré de « Propositions », mai-juin 2012.

L'Institut Notre-Dame de Beauraing

Les débuts de l'enseignement libre pour garçons sont à Beauraing assez différents de ce qu'on connaît dans d'autres localités : en 1949, les six années primaires ainsi que la première année des Humanités furent créées en même temps. Il faut dire que, jusqu'à cette date, il n'existait pas d'école libre pour les garçons à Beauraing qui fréquentaient l'école primaire des Sœurs de la Doctrine Chrétienne jusqu'à la 2^{ème} primaire et poursuivaient ensuite dans l'enseignement communal.

Un comité local présidé par l'abbé Raymond Lafontaine, doyen de Beauraing, demanda à la Congrégation des Frères des Ecoles chrétiennes de lui fournir du personnel enseignant et prit en charge leur installation. Il s'occupa également des locaux scolaires et de leur mobilier. A la rentrée de 1949, trois classes primaires, chacune tenue par un Frère, furent ouvertes avec 97 élèves ainsi qu'une première moyenne comptant 31 garçons avec comme professeurs un laïc et le Frère Mares Marie (Chrétien Vrijens) qui était aussi le directeur de cette école naissante. En 1951-1952, le nombre d'élèves des trois moyennes est passé à 71 alors que l'école primaire en comptait 161 selon le rapport du Frère Visiteur.

Au début, les classes sont réparties dans des locaux provisoires et les Frères installent leur communauté chez une demoiselle de la localité qui, d'après les rapports du Frère Visiteur, leur prépare une cuisine « trop bourgeoise » !

*Une fancy-fair
dans les années
cinquante*



La construction de l'école à la rue de Givet débute en 1950 et se fera en plusieurs étapes qu'il serait trop long d'énumérer. Le doyen Lafontaine qui, selon le contrat passé avec les Frères, en assume la charge financière précise, dans une lettre du 27 février 1951 qu'il tient fortement à l'aspect esthétique des bâtiments : *« J'estime que c'est un élément de joie pour ceux qui l'habitent et une fonction d'éducation pour les élèves. Que la note de beauté ne soit pas absente, tout en restant dans la simplicité. C'est pour des générations. Ce n'est certes pas dans mon intérêt.... On pourrait bien sûr bâtir en blocs de béton, mais je désire que dans 25 ans, on n'en soit pas fatigué et que l'œuvre soit toujours belle. »* Un vrai programme ! Dès la rentrée de 1950, six classes sont prêtes ; fin 1952, les bâtiments de la Communauté sont terminés.



Quelques exemples du remarquable travail de la brique qui illustrent bien le souci du doyen Lafontaine, le fondateur de l'école, de faire construire de « beaux » bâtiments

En 1954, on va aménager dans les combles au-dessus des classes primaires et dans le grenier de l'habitation des Frères, un centre de retraite destiné aux élèves des écoles lassaliennes venant se ressourcer dans la cité mariale. Equipé aux frais de la Congrégation, il pouvait accueillir 40 jeunes. En septembre 1956, elle décida d'y transférer son petit noviciat : le maintien de celui-ci au Mont de la Salle à Ciney n'était plus possible principalement à cause du nombre peu élevé de ces petits novices. Pour les encadrer, la communauté des Frères de Beauraing fut renforcée et compta jusqu'à 9 membres. A la rentrée de 1956, ces petits novices internes sont 25 et l'année suivante, 24. Il ne nous a pas été possible de connaître la date exacte de la fermeture de ce petit noviciat à Beauraing, mais elle doit être antérieure à 1960.

*Le dortoir du
centre de
retraite qui
servit aussi
au petit
noviciat*



En 1952, on ouvre un quatrième degré primaire, point de départ d'une section professionnelle qui comptera 4 années en 1955 avec des options « bois » et « fer ». Elle deviendra école autonome à la rentrée scolaire de 1957, mais avec la même direction que l'école moyenne. Elle sera agréée par le Ministère en mai 1958.

Malgré les difficultés financières du comité dirigé par le doyen Lafontaine, de nouveaux bâtiments pour les moyennes seront opérationnels au début de 1955. A la fin de cette même année, ceux de la section technique seront en voie d'achèvement.

Le 20 juin 1962, un violent incendie détruisit le toit et les combles situés au-dessus des classes primaires. Le doyen Lafontaine, fidèle à son soutien à l'œuvre scolaire, décida la reconstruction immédiate. Pour pouvoir aménager les combles en locaux scolaires, la Congrégation s'engagea à ne plus organiser à Beauraing de retraites réservées aux élèves des écoles lassaliennes pour lesquelles les combles avaient été aménagés en dortoir pour 40 retraits aux frais de la Congrégation. L'espace libéré permit l'installation de 12 classes et d'une salle des profs. Pour améliorer les abords de l'école, une vieille maison située à rue fut démolie en 1962 et permit ainsi de mieux dégager l'entrée.



Les ravages de l'incendie et le bâtiment reconstruit



C'est en 1963 que s'ouvre le cycle supérieur des Humanités avec 14 élèves en scientifique A.

En octobre 1965, les Humanités comptaient 118 élèves avec l'achèvement du cycle supérieur et l'école technique 126. La mixité fut introduite en 1976 dans l'enseignement secondaire qui entra dans le rénové trois ans plus tard. En 1981, les deux Instituts Notre-Dame école générale et école technique se restructurèrent en un DOA et une école 2^{ème} et 3^{ème} degrés.

Avec le rénové, l'offre de formation va s'amplifier : au 2^{ème} degré, outre l'enseignement général, on trouvera de la transition technique Electromécanique, de la qualification technique Mécanique et Bois-menuiserie et de la qualification professionnelle Mécanique générale et Menuiserie. Au 3^{ème} degré, on créera des techniques de qualification Electromécanique et en professionnel, Mécanique d'entretien et Menuiserie. En 1989, une première 7^{ème} professionnelle Constructions mécaniques et métalliques est ouverte.

Parmi les nouvelles constructions, retenons, en 1977, la première salle des sports et, en 1990, le restaurant scolaire avec à l'étage une 2^{ème} salle de sports.



Le hall des sports et le restaurant scolaire sur lequel a été apposée une plaque rappelant le fondateur de l'école

Les Frères vont peu à peu céder le relais aux laïcs : en 1984, le dernier Frère, directeur de l'Institut 2^{ème} et 3^{ème} degrés, le Frère Joseph Bosquée, quitte ce poste où il sera remplacé par Joseph Goffaux ; un dernier Frère enseignera jusqu'en juin 1985. Au début de l'année 1985, les Frères s'installent dans une maison de la rue Genette à Beauraing et y créent « Le foyer lassalien » qui existe toujours. Leur départ de l'école permit l'aménagement de locaux scolaires supplémentaires.

Les nouvelles normes imposées par le Ministère en 1996 ne sont atteintes par aucun des deux Instituts Notre-Dame de Beauraing : il faudra donc entrer dans un processus de fusion !

La fusion avec Gedinne

Les nouvelles normes de maintien d'établissements décidées en 1996 firent mal dans le CES Notre-Dame de Beauraing. Les deux écoles de Frères, l'Institut Notre-Dame 1^{er} degré et celui du même nom organisant les 2^{ème} et 3^{ème} degrés, durent fusionner en 1996 comme le firent aussi les deux écoles secondaires des Sœurs, les Instituts Notre-Dame du Sacré-Cœur de Beauraing. Ce ne fut pas fini pour autant : comme l'Institut Notre-Dame de Gedinne n'atteignait pas pendant l'année scolaire 1996-1997 la norme requise et que le nouvel Institut Notre-Dame de Beauraing avait des difficultés avec la norme de son 3^{ème} degré de transition générale, de nombreuses réunions rassemblèrent les trois P.O. qui organisaient les trois écoles du CES ; plusieurs pistes furent explorées, mais elles n'aboutiront pas à une restructuration globale dans le CES. La fusion égalitaire de deux écoles pour la rentrée 1997 fut alors décidée : l'école des Frères, l'Institut Notre-Dame de Beauraing et l'Institut Notre-Dame de Gedinne formèrent le nouvel Institut Notre-Dame, Beauraing-Gedinne. Le nombre d'élèves permettant la création d'un poste de sous-directeur, la direction du nouvel établissement réparti sur deux implantations distantes de 20 kilomètres fut confiée à Joseph Goffaux, le directeur de l'Institut Notre-Dame, 2^{ème} et 3^{ème} degrés de Beauraing et celui de sous-directeur à Philippe Dubois, le directeur de l'Institut Notre-Dame de Gedinne. Pour la composition du nouveau P.O., il fut décidé une répartition de 2/3 de membres issus de l'ancien P.O. de Beauraing et d'1/3 de membres issus de celui de Gedinne.



Avec la fusion, un nouveau logo

*La façade du site
de Beauraing*



Durant l'année scolaire 2000-2001, l'espace Gillissen, un planétarium, fut aménagé dans les locaux du site gedinnois : tout le matériel en avait été cédé à l'ASBL Œuvres régionales d'éducation par le fils d'Albert Gillissen, un astronome amateur de la région, décédé en 1999. Cet espace est encore accessible aujourd'hui malgré la fermeture de l'implantation.

La structure de l'Institut composé de deux implantations distantes de 20 kilomètres était difficilement tenable, d'autant que le nombre d'élèves fréquentant le site de Gedinne diminuait. Malgré une aide importante et récurrente en heures NTPP venant du Conseil de Zone de Namur, il fallut se résoudre à la fermeture du site de Gedinne : à la rentrée de 2008, les 2^{ème} et 3^{ème} degrés étaient fermés ; en septembre 2010, la 1^{ère} année ne fut pas ouverte et ne restèrent sur le site pendant l'année scolaire 2010-2011 que les élèves de 2^{ème} année. Les bâtiments scolaires furent repris par leur propriétaire, les œuvres du doyenné, qui les céda par bail emphytéotique à la commune pour des activités sociales.



Une plaque commémorative des 25 ans de l'Institut Notre-Dame de Gedinne est le seul rappel sur le site de son activité scolaire passée. Il faut noter que sur cette plaque, c'est la date de 1960 qui est renseignée comme début de l'école qui a pourtant été créée en 1959

L'offre d'enseignement va s'élargir et se diversifier: outre, bien sûr, les transformations liées aux travaux de la CCPQ, une 3^{ème} professionnelle « construction gros œuvre » s'ouvrit en 2004 suivie d'un 3^{ème} degré « ouvrier qualifié en construction gros œuvre ». Un autre créneau vit le jour en 2006 avec les « techniques artistiques » au 2^{ème} degré et, en 2008, « infographie » au 3^{ème}. En 2010, une nouvelle création, « vente » au 2^{ème} degré et sa suite logique, « vendeur » au 3^{ème} degré en 2012. La collaboration avec le CEFA de Dinant permet aussi d'offrir aux élèves des possibilités d'alternance.



Une vue aérienne du site de Beauraing en 1990

L'histoire de l'école fusionnée avec l'Institut Notre-Dame de Beauraing

L'Institut Notre-Dame, Gedinne

D'abord une école primaire

En 1902, la commune de Gedinne fit appel à la congrégation des Filles de Marie de Pesche pour prendre en charge son école communale des filles qui comptera cette année-là trois classes (deux primaires et une gardienne) avec 98 élèves. La première directrice religieuse de cette école qui restera communale fut Sœur Anne de Jésus (Léontine Lallemand). Cette nouvelle maison reçut le vocable de « Sacré-Cœur de Jésus ». L'enseignement primaire fut complété quelques années plus tard par un quatrième degré.

L'enseignement secondaire

Soucieux de doter la région d'une école secondaire libre pour les filles, l'abbé Pierre Poncelet, doyen de Gedinne, réussit à mobiliser ses confrères et à les faire participer financièrement pour mener à bien la création, en septembre 1959, de l'Institut Notre-Dame avec une section coupe-couture. La direction en fut confiée à la congrégation des Filles de Marie de Pesche qui organisait déjà l'enseignement primaire pour filles à Gedinne. C'est dans les bâtiments communaux contigus à la maison de fonction des Religieuses que les 30 premières élèves firent leur rentrée en septembre 1959.

En 1961, un bâtiment préfabriqué fut construit sur un terrain acquis en 1955 par les œuvres paroissiales de doyenné de Gedinne à la rue de Robio. Différents dons ainsi que la générosité des paroissiens du doyenné permirent cette réalisation. Les élèves du secondaire vont ainsi pouvoir quitter les bâtiments communaux alors que les Sœurs, dont certaines enseignent toujours à l'école communale, continuent à occuper une habitation mise à leur disposition par les autorités communales.

*Le premier
bâtiment de
l'Institut le long
de la rue de
Robio*



En 1964, un bâtiment en dur cette fois, payé en grande partie par la congrégation et contigu au préfabriqué existant, regroupa le logement des Sœurs, un réfectoire et des cuisines modernes. L'augmentation du nombre d'élèves conduisit à la construction d'un troisième bâtiment qui sera achevé en 1967 et qui abritera notamment une salle de gymnastique, des classes et 36 chambrettes pour les internes. Au début de l'école, certaines élèves étaient logées au presbytère. En 1970, cet internat comptait près de 40 pensionnaires, soit plus du quart de la population scolaire. Il restera ouvert jusqu'en 1995.



*Une fancy-fair dans
les années 80 ; le
bâtiment en pierre à
droite était
l'habitation des
Soeurs*

En 1972, le visage de l'Institut Notre-Dame va changer complètement avec l'introduction de la mixité et de l'enseignement rénové qui, en 1974, débouchera après le premier degré sur de la transition avec les options « sciences économiques » et « sciences sociales » et sur de la qualification avec « activités tertiaires », la « coupe-couture » d'origine ayant été fermée. Sœur Eugénie (Simone Maindiaux), la première directrice du secondaire va, à sa mise à la retraite en 1974, céder le flambeau à une laïque, Anne-Marie Chalon, qui sera remplacée en 1975 par Philippe Dubois. C'est aussi cette année-là que les religieuses quittèrent Gedinne.

*Une photo de 1963
avec la directrice,
Sœur Eugénie et à sa
gauche Sœur
Marcelle*



L'année 1978 voit les premiers rhétoriciens obtenir leur diplôme d'Humanités. Le manque de locaux amena toujours en 1978 la transformation d'une partie de l'internat en classes et, en 1980, la construction d'un nouveau bloc de six classes. En 1981, un 3^{ème} degré de qualification technique sera ouvert avec l'option « administration et organisation », transformée par la suite en « comptabilité et informatique de gestion » et prolongeant le 2^{ème} degré « secrétariat » qui avait remplacé « activités tertiaires ».

Le P.O. qui était composé uniquement de Sœurs des Filles de Marie va, en 1985, s'ouvrir à d'autres congrégations et à des forces vives de la région. L'introduction en 1992 dans l'enseignement francophone de la répartition des écoles en zones, système basé en province de Namur sur la coïncidence avec le territoire provincial, va obliger l'Institut Notre-Dame à changer de CES : en effet, depuis la création de ceux-ci, l'Institut faisait partie du CES luxembourgeois Bocage avec les écoles de Carlsbourg et de Bouillon ; il rejoignit alors le CES namurois Notre-Dame de Beauraing.

La population scolaire de l'année 1995-96 de l'Institut étant inférieure aux normes édictées par la Communauté Française, le P.O. demanda au Ministère une dérogation qui fut acceptée pour un an. Malheureusement, la norme de 200 élèves ne fut pas atteinte l'année suivante et le P.O. se vit contraint à entrer en contact avec les autres écoles du CES pour envisager une fusion.



Une vue d'ensemble de l'Institut Notre-Dame de Gedinne

Philippe MOTTEQUIN

Sources :

- Archives des Filles de Marie à Pesche ; archives des Frères des Ecoles chrétiennes à Ciney ;
- *1835-2010, 175^{ème} anniversaire « Filles de Marie de Pesche »*, s.l., s.d. ;
- Nicolas R., *L'Institut Notre-Dame, Gedinne*, Cercle d'études historiques de Gedinne, revue n° 10, juin 2006, pp. 151-180 ;
- Différents témoignages.

Tiré de « Propositions », septembre-octobre 2012.

L'Institut des Arts et des Techniques Artisanales, Namur

L'Ecole moyenne artisanale

Le 15 septembre 1941, l'Ecole moyenne artisanale accueillait ses premiers élèves : c'était l'aboutissement d'un projet porté par Marcel Lattaque qui en sera d'ailleurs le premier directeur. La guerre et les restrictions qu'elle engendrait imposaient le développement de l'artisanat pour l'entretien, la réparation et la fabrication du matériel indispensable, si difficile à trouver en ces temps troublés. La formation des artisans se faisait à l'époque essentiellement sur le tas, sans l'apport d'une formation générale, commerciale et comptable. Après bien des hésitations, le conseil d'administration de l'Union des Classes Moyennes de Namur, dont Marcel Lattaque était membre, décida, sans doute aussi poussé par la crainte du travail obligatoire en Allemagne pour les jeunes, d'ouvrir l'école avec quatre sections : horlogerie, imprimerie, cordonnerie, coupe et confection. Ce conseil forma le pouvoir organisateur de l'école et, la première année, assura toutes les charges de l'école. L'abbé Philippot (1906-1992), aumônier des Classes Moyennes et membre de leur conseil d'administration, prit en charge l'animation spirituelle de l'école et différents cours, notamment celui de religion. L'Evêché de Namur manifesta son soutien au nouvel établissement d'enseignement et lui accorda subsides et prêt.

L'école, qui accueillit la première année une septantaine d'élèves dont la majorité en section « cordonnerie » et en « coupe et confection », s'installa à l'avenue Reine Astrid à Namur dans les bâtiments de l'ancien Internat Saint-Georges, une maison tenue par les Jésuites qui accueillirent à Namur de 1923 à 1940, avant de partir en France, des enfants de Russes réfugiés à Constantinople, la future Istanbul, après la défaite des Blancs. Cet internat avait été créé dans la ville turque en 1921. (1) Après la guerre, les Jésuites, propriétaires de l'immeuble de l'avenue Reine Astrid, souhaitèrent le récupérer.

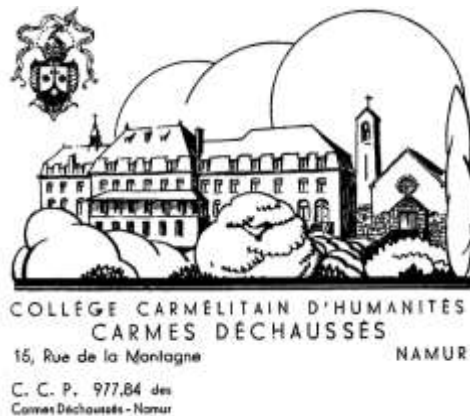
(1) Pour en savoir plus sur cet internat Saint-Georges, voir *Un Collège Jésuite pour les Russes, Saint-Georges, de Constantinople à Meudon, 1921-1992*, Bibliothèque slave de Paris, Collection Simvol, n°4, La Chapelle-Montligeon, 1993.



*Dessin du bâtiment qui
abrita de 1923 à 1940
l'internat Saint-Georges
et de 1941 à 1947,
l'Ecole Moyenne
Artisanale. La partie
centrale a été démolie et
fait place aujourd'hui au
centre sportif des
Facultés et à un parking*

La centaine d'élèves que comptait l'école déménagèrent donc à la rue de la Montagne à Pâques 1947 dans le couvent des Pères Carmes, leur ancien juvénat en terre namuroise. Ceux-ci conservèrent la partie droite du bâtiment et la chapelle alors que la gauche fut louée à l'Ecole moyenne artisanale.

*Le papier à lettre de ce
Juvénat des Carmes à
Namur*



L'évolution de la vie économique d'après-guerre, avec le retour d'une certaine abondance et le changement des modes de consommation, mit progressivement à mal le projet initial, ce qui provoqua une baisse très sensible du recrutement : le nombre d'élèves passa de 150 au début des années 1950 à 49 à la rentrée de 1958. De plus, l'organisation de l'enseignement technique prévoyait l'accueil des élèves dès leur sortie

de l'école primaire alors que, jusqu'à ce moment, ceux-ci n'entraient à l'Ecole moyenne artisanale qu'après leur obligation scolaire. A ces difficultés, s'ajouta le décès dramatique du directeur, Marcel Lattaque, en janvier 1959.



Les pages consacrées à l'Ecole moyenne artisanale dans un livret datant de 1949-1950 intitulé « L'Union des Classes Moyennes présente ses services... »

Un nouveau départ

Il reviendra au nouveau directeur, le chanoine Philippot, de faire face aux nouveaux défis. Plusieurs pistes furent envisagées : fermeture pure et simple, fusion totale ou partielle pour les premières années avec l'ITN ou adaptation du projet avec l'ouverture aux jeunes dès la

sortie du primaire avec comme corollaire un changement notable du public. C'est cette dernière solution qui fut retenue, mais il fallait encore trouver ce public. Une dérogation aux normes de maintien fut accordée par le Ministère pour un an. Une vaste campagne de recrutement fut lancée à partir d'avril 1959 et mit sur les routes l'ensemble du corps professoral. Avec succès puisqu'en septembre de la même année, l'école comptait 114 élèves et était ainsi sauvée. Une nouvelle campagne de recrutement ainsi que l'organisation d'une 4^{ème} année permirent d'atteindre 162 élèves à la rentrée de 1960.



*Les professeurs et les élèves devant la partie gauche du couvent
des Carmes vers 1959-1960*

Pour permettre à l'UCM de se dégager des charges et des risques d'une fermeture éventuelle, une ASBL autonome « Ecole moyenne artisanale de Namur » fut constituée le 10 septembre 1960, mais avec toujours des liens très étroits avec l'UCM dont les membres du conseil d'administration formaient celui de la nouvelle ASBL.

Avec l'augmentation du nombre d'élèves et l'évolution des techniques, se posa le problème de l'équipement qui amena le

chanoine Philippot à créer des liens étroits avec les firmes et les associations professionnelles. La section confection ne suivit pas le mouvement de redressement de l'école et fut fermée au début des années 1960.



Un groupe de professeurs entourant le chanoine Philippot durant l'année scolaire 1960-1961

La fusion avec l'Ecole des Métiers d'art de Maredsous et la naissance de l'IATA

Le chapitre de l'abbaye de Maredsous prit, le 29 mai 1962, la décision de supprimer son Ecole des Métiers d'art. (2) Dès le 4 juin 1962, des premiers contacts furent pris avec le chanoine Philippot pour envisager les possibilités de reprise de l'école. L'accord de fusion avec l'Ecole moyenne artisanale fut scellé le 30 avril 1963 et allait permettre d'ouvrir d'autres perspectives de développement à la nouvelle école, notamment dans le domaine artistique.

(2) On trouvera une présentation succincte de cette Ecole des Métiers d'art après les pages consacrées à l'IATA.

A la rentrée de 1963, l'Ecole des Métiers d'art de Maredsous, maintenue pendant un an sur son site, fut reprise par le P.O. namurois dans lequel entrèrent pour deux ans deux Pères de Maredsous. En septembre 1964, le transfert vers Namur fut réalisé. Il fallut donc construire de nouveaux bâtiments, les premiers d'une longue série, sur le site de la rue de la Montagne. Or, l'Ecole moyenne artisanale n'était que locataire d'une partie du couvent des Carmes. Un verger contigu à la propriété des Carmes fut acheté par l'ASBL IPROMA (Institut pour la promotion artisanale), spécialement constituée à cette occasion. La construction de ce bâtiment appelé Saint-Benoît, qui abrita notamment les ateliers de l'ancienne école des Métiers d'art, fut en partie financée par l'abbaye de Maredsous.



*Page de
couverture du
dépliant
présentant la
naissance de
l'IATA*

La fusion amena le P.O. à changer, à partir du 1^{er} septembre 1963, le nom de l'établissement en IATA, Institut des Arts et Techniques Artisanales, signifiant ainsi la double vocation, artistique et artisanale, du nouvel institut.

Comme nous l'avons déjà dit, l'IATA était locataire de la partie gauche du couvent des Carmes. Souhaitant réaliser leurs biens, ceux-ci avaient envisagé d'en vendre l'entièreté à un promoteur. L'intervention de Monseigneur Charue mit un terme à cette éventualité. Le chanoine Philippot fit plusieurs propositions, acceptées par les Pères, pour acheter le couvent, mais elles furent refusées par le conseil d'administration de l'école. Les relations allant de mal en pis, les Pères décidèrent de ne pas renouveler le bail, lequel prit fin le 31 décembre 1965. L'accord fut cependant donné pour que l'école puisse continuer à occuper la partie gauche du couvent jusqu'en juillet 1966. Elle dut alors se replier vers ses bâtiments propres dont la « tour » Saint-Luc nouvellement construite. Réuni en octobre 1969, le conseil provincial des Carmes décida de fermer sa maison de Namur : elle sera alors relouée par l'IATA et occupée complètement en 1971 et achetée par après par IPROMA.

L'option « cordonnerie » transformée en « cordonnerie-orthopédie » s'ouvrira également en cours du soir qui continueront à être dispensés, malgré la suppression des cours du jour, jusque vers 1973.

En décembre 1965, l'Institut Reine Astrid de Mons décida de fermer sa section « horlogerie » qui fut reprise par l'IATA où se retrouvèrent professeurs et élèves montois. L'IATA accueillera ses premières filles à la rentrée de 1966.

En 1969, le nombre d'élèves ayant dépassé les 600, un poste de sous-directeur fut créé officiellement et confié à Robert Mine qui remplacera en 1973 comme directeur le chanoine Philippot admis à la retraite.

Le rénové

Avec le collège de Godinne comme partenaire, l'IATA entra en 1970 dans le rénové avec le premier train des écoles catholiques, bien avant ses consœurs namuroises. Le rénové va élargir la palette de formation avec des sections comme latin-langues et arts-latin, fermées

progressivement avec l'entrée des écoles « générales » dans le rénové, et avec d'autres comme « administration et organisation », « tourisme », « sciences appliquées », « travaux publics ».

Dans le cadre du rénové, le système de parrainage fut introduit dans l'établissement et y est toujours en vigueur : au début de l'année scolaire, chaque élève se choisit un de ses professeurs comme parrain. Il sera le professeur référent de l'élève, celui qui lui remettra son bulletin, celui qui recevra les parents, celui auprès de qui l'élève trouvera toujours une oreille attentive quelles que soient ses difficultés, tout cela à côté du titulaire qui prend en charge les problèmes du groupe.

Des relations très étroites s'établirent avec le Conservatoire de Namur et débouchèrent sur la création des Humanités musicales avec des options comme instruments à cordes, instruments à vent, chant et une option théâtre qui prit plus tard l'appellation de « français parlé ». Seule cette dernière existe toujours.

Des cours du soir de photographie seront ouverts en 1970 dans le cadre de l'enseignement de promotion sociale ; depuis 1987, ils font partie de l'offre de formation de l'ILFOP. A partir de 1984, cette section sera aussi organisée en cours du jour.

La spécificité et la rareté des options de l'IATA lui amenèrent un public venant parfois de très loin et même des pays limitrophes. Il importait donc d'offrir à ces élèves la possibilité d'être internes. L'accueil en famille, souvent chez des professeurs, fut développé, mais s'avéra insuffisant. L'ASBL Internat IATA-Ilon-Saint-Jacques disposa de plusieurs implantations puisqu'il fallait tenir compte du sexe et de l'âge des internes. Ainsi, certains furent logés au début des années 1970 dans le couvent des Pères de Scheut à Jambes avant qu'il ne soit acquis par l'Etat pour en faire un internat autonome. En 1972, l'ASBL IPROMA acheta l'abbaye de Marche-les-Dames, un bâtiment classé, et y installa jusqu'en 1980 son internat pour garçons avant de devoir s'en retirer à cause d'un coût d'entretien du bâtiment trop élevé. Notons que l'ASBL est toujours propriétaire de l'abbaye qu'elle a cédée par bail emphytéotique aux « Amis de l'abbaye Notre-Dame

du Vivier ». L'internat fut aussi localisé en partie dans d'autres implantations, notamment chez les Pères Augustins à Sainte-Rita à Bouge, dans un bâtiment du boulevard Cauchy pour les plus jeunes, ainsi qu'à l'Institut Saint-Berthuin à Malonne. En 1992, une convention fut signée avec l'internat d'Asty-Moulin où une centaine de chambres sont désormais dévolues à l'internat de l'IATA : elle mit fin à la recherche difficile de lieux d'hébergement pour les internes.

En 1972, le P.O. de l'IATA reprit l'Institut Saint-Jacques qui fusionnera en 1982 avec l'Institut Ilon pour former l'Institut Ilon-Saint-Jacques. L'Ecole Saint-Jacques des Bateliers qui, de 1908 à 1980, prenait en charge les enfants de bateliers sera également reprise en 1980 par le même P.O. Situé rue Saintraint à Namur, le bâtiment actuellement en cours de restauration est appelé à accueillir un pôle muséal avec notamment le musée archéologique de Namur. Un projet de formation de batelier avait été élaboré à l'IATA, mais ne fut pas concrétisé.

L'incendie

Au cours de l'année 1980, l'IATA va connaître deux incendies : un premier en mai, qui heureusement ne toucha que le local à archives ; par contre, celui de décembre, beaucoup plus grave et criminel, détruisit l'ensemble du bâtiment Saint-Benoît abritant les ateliers d'ébénisterie, d'orfèvrerie, d'imprimerie et de photographie. En attendant les nouveaux bâtiments qui furent inaugurés en juin 1984, les cours pratiques se donnèrent dans l'ancienne implantation de la RTT à la rue Léanne.

En 1981, fut créé un premier degré autonome (DOA) dont la direction fut confiée d'abord à Jean-Marie Lefèvre jusqu'en 1992, puis à Willy Schatas. Les nouvelles normes d'existence des DOA imposées en 1993 par la Communauté française n'entraînèrent pas la première année la disparition de celui de l'IATA car il profita de normes préférentielles comme seul DOA du réseau libre de la commune de Namur, les autres DOA namurois fermant. Malheureusement, l'année suivante, n'atteignant pas la norme, il fut contraint de fusionner avec les 2^{ème} et 3^{ème} degrés.

Jean-Claude François, qui avait déjà exercé à titre temporaire la fonction de directeur de l'IATA pendant le passage de Robert Mine au cabinet du Ministre Hansenne, devint directeur en titre en 1985 alors que Robert Mine prenait les mêmes fonctions à l'Institut Ilon-Saint-Jacques à Namur. Léon Dachelet succéda en 1998 à Jean-Claude François admis à la retraite.



La photo du corps professoral à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'IATA en 1991

Il serait trop fastidieux d'énumérer les différentes constructions qui ont été progressivement érigées sur le site de 2 hectares sur les hauteurs de Namur alliant l'ancien avec le couvent des Carmes, totalement rénové, sa chapelle devenue salle de sports, et le moderne. En 2008, fut acquis un vaste terrain de 3 hectares jouxtant les bâtiments.

La vente de l'église Saint-Jacques, propriété de l'ASBL IPROMA, entraîna en 2012 la scission du P.O. en deux : l'un prenant en charge l'IATA et l'autre l'Institut Ilon-Saint Jacques. Les propriétés concernant l'IATA furent transférées à son P.O. ; l'ASBL IPROMA conserva pour sa part la propriété de l'Ilon-Saint-Jacques et des bâtiments annexes ainsi que celle de l'abbaye Notre-Dame du Vivier de Marche-les-Dames.

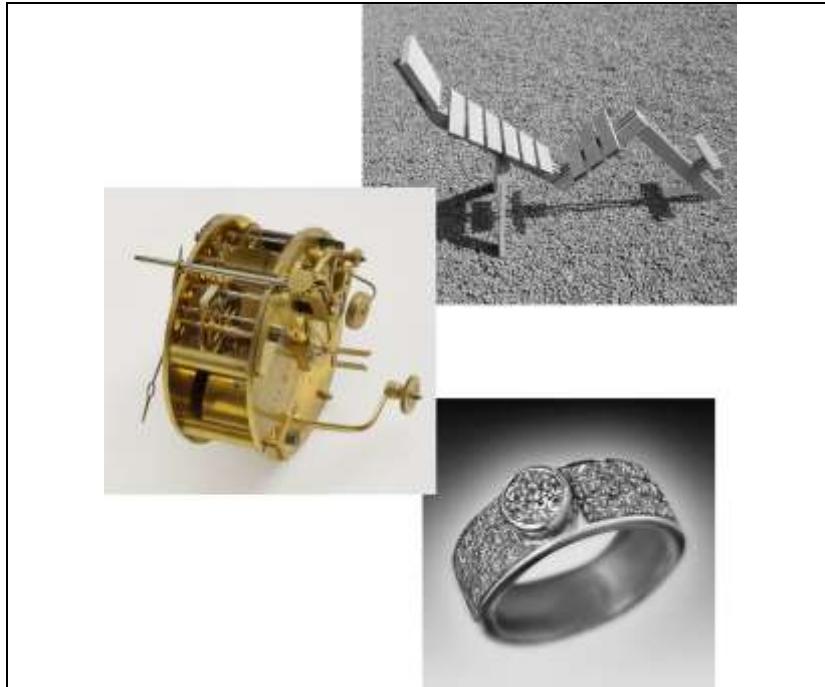


Une vue de l'école

Le rayonnement de l'IATA

L'offre d'enseignement est très large, allant de la transition à la qualification professionnelle et s'articulant sur différents axes : l'art, la publicité, les techniques de communication, le travail du bois, les techniques de précision. Elle est aussi très spécifique avec des options qu'on ne retrouve pas dans d'autres écoles de l'enseignement secondaire libre en Communauté française comme « bijoutier-joaillier » et « horloger » ou d'autres qui n'existent qu'à un très petit nombre d'exemplaires comme au 3^{ème} degré « technicien en microtechnique » et « technicien en industrie graphique » et, en 7^{ème}, « technicien en image de synthèse » et « cuisiniste ». Ces 4 options montrent bien le souhait d'avoir, dans chaque discipline artisanale développée à l'IATA, une option de haute technologie.

Depuis plusieurs années, le nombre d'élèves progresse de façon importante, ce qui a permis en septembre 2010 de créer un deuxième poste de sous-directeur. Avec plus de 1600 élèves à la rentrée 2012, l'IATA est la deuxième école secondaire en nombre d'élèves du réseau libre en Communauté française.



*Des travaux
d'élèves...*

(3) Cette exposition a été présentée en 2011 à Baccarat et proposait notamment le travail d'anciens élèves de l'Ecole des métiers d'art de Maredsous et de l'IATA ; son catalogue *Fusion Namur-Baccarat*, Namur, 2011 donne un bon aperçu de l'évolution artistique des deux écoles dans le domaine de la bijouterie.

Par la spécificité de certaines options, l'IATA a établi de nombreux contacts privilégiés avec des écoles des pays limitrophes ayant les mêmes disciplines ou avec les firmes très spécialisées ; cette dynamique d'ouverture a entraîné dans son sillage d'autres options de l'établissement. L'école fait notamment partie avec 14 autres établissements scolaires de pays de la Communauté européenne du Parlement lycéen européen de la bijouterie-joaillerie. Dans le domaine artistique, l'héritage de l'Ecole des Métiers d'art de Maredsous, spécialement dans le domaine de la bijouterie-joaillerie, continue à insuffler dans l'école cette volonté d'ouverture et de liberté si nécessaire à la créativité ; l'exposition « Fusion Namur-Baccarat » de 2011 en est une preuve tangible. (3)

Philippe MOTTEQUIN

Sources :

- Archives de l'Evêché de Namur ; archives de l'abbaye de Maredsous ;
- IATA, 25^{ème} anniversaire, s.l., n.d. ;
- IATA, 50 ans, Namur, 1991 ;
- PHILIPPOT R., *Quelques souvenirs sur l'histoire de l'IATA* (document dactylographié) ;
- Différents témoignages.



Une vue aérienne des bâtiments avec à l'arrière-plan le terrain de 3 hectares acquis en 2008

Tiré de « Propositions », novembre-décembre 2012.

Histoire d'une école fusionnée avec l'IATA : l'Ecole des Métiers d'art de Maredsous

L'Ecole des Métiers d'art de Maredsous, dédiée à Saint-Joseph, ouvrit ses portes le 15 octobre 1903 : elle réalisait le vœu de l'abbé Hildebrand de Hemptinne qui, quelques semaines après son élection abbatiale, annonçait à sa communauté le 30 novembre 1890 son engagement de créer en l'honneur de saint Joseph « un établissement consacré à l'éducation des enfants pauvres ». Notons que, depuis 1881, une première école, le futur collège Saint-Benoît, avait été ouverte par l'abbaye de Maredsous (1).

Dès 1900, débutèrent les travaux de construction des bâtiments qui allaient abriter cette Ecole Saint-Joseph. Situé à droite de l'abbaye, largement inspiré par les manoirs anglais du XV^{ème} siècle, l'édifice fut terminé en 1903. Il fut doté de deux ailes en 1907-1908. Il abrite depuis 1996 le centre d'accueil Saint-Joseph.

(1) Pour l'histoire de cette école, voir l'article de DEWANDRE E, *Le collège Saint-Benoît à Maredsous*, dans *Histoire des écoles secondaires libres du diocèse de Namur-Luxembourg*, t.I, juin 2008, pp. 83-88.



Le bâtiment de l'école avec les deux ailes déjà construites ; il deviendra en 1996 le centre d'accueil de l'abbaye de Maredsous

Les spécialisations étaient en relation avec les besoins de la liturgie de l'époque : l'orfèvrerie, la menuiserie-ébénisterie, la sculpture, la broderie, la reliure. Le nombre des élèves, tous internes, de 9 à la rentrée de 1903, ne dépassa pas la quarantaine. De nombreux moines furent chargés d'enseignement.

Avec la guerre 14-18, l'école fut fermée et ne fut rouverte qu'en 1922. Son coût pour l'abbaye faillit entraîner sa fermeture pure et simple. Pour trouver des ressources, il fut décidé d'ouvrir en 1919 des ateliers avec des anciens élèves de l'école. Les commandes nombreuses permirent la réouverture de l'établissement. Des domaines comme la broderie et la reliure furent supprimés ; par contre, les formations, tout en s'efforçant de former au mieux des artisans de qualité capables d'exécuter des modèles d'artistes, ne se limitèrent plus au domaine religieux.



Les moines et les jeunes au travail dans l'atelier de dessin

LA SECOLE DE METIERS D'ART DE L'ABBAYE DE PUBMAREDSOUS

Le but de cette Ecole est de procurer l'éducation chrétienne et professionnelle à des jeunes gens ayant des aptitudes pour l'exercice d'un métier d'art. :- Les matières enseignées sont: l'Orfèvrerie (et les spécialités annexes: la ciselure, la gravure, l'émaillerie, la fonderie d'art, la galvanoplastie, etc.) et le Travail du bois. (Montage de mobilier, sculpture ornementale, copie de statues, incrustations, placage et marqueterie). :- Les enfants admis à l'âge indiqué ci-dessous, reçoivent pendant deux ans dans la section préparatoire une instruction primaire supérieure. Ils suivent surtout des cours de Dessin, de Modelage et de Géométrie, exigés par l'orientation spéciale des métiers enseignés.

Les enfants sont reçus à l'âge de 12 à 13 ans; ils doivent avoir les connaissances que procure une solide instruction primaire et fournir des indices sérieux ou des preuves de dispositions particulières pour le dessin. A cet effet, les candidats enverront

*La première page d'un
fascicule de
présentation de l'école*

Après la guerre 40-45, suite à la demande des anciens élèves, on orienta plus la formation vers la création artistique qui apporta à l'école une large renommée. De nouvelles sections comme la céramique et la photographie furent ouvertes.

Les normes et les changements de réglementation imposés par le Ministère de l'enseignement ainsi que l'engagement de l'abbaye en Afrique avec la fondation en 1958 du monastère Saints-Pierre-et-Paul à Gihindamuyaga au Rwanda amenèrent le chapitre à décider, le 29 mai 1962, d'arrêter l'école. Les négociations avec l'Ecole Moyenne Artisanale de Namur permirent la fusion des deux établissements en

deux étapes : en 1963, reprise de l'Ecole des Métiers d'art par le PO namurois tout en la maintenant sur le site de l'abbaye et, en 1964, transfert des professeurs et des élèves vers Namur ainsi que le déménagement des ateliers.

Outre l'aide financière de l'abbaye pour ce transfert et pour de nouvelles constructions à Namur, des moines participèrent pendant deux ans au PO du nouvel établissement fusionné qui prit le nom d'IATA, Institut des Arts et des Techniques Artisanales ; le Père Grégoire Watelet continua à donner cours d'histoire de l'art à Namur jusqu'en 1966.

Philippe MOTTEQUIN

Sources :

- Archives de l'Abbaye de Maredsous ;
- MISONNE D., *En parcourant l'histoire de Maredsous*, Denée, 2005 ;
- MICHIELS A., *Ecole des Métiers d'Art (1903-1964), Historique et caractérisation de la production*, 2 tomes, mémoire de Licence UCL, année académique 2003-2004.



*Un atelier de
dorure*

Tiré de « Propositions », novembre-décembre 2012.



Les Collèges Saint-André, Auvelais

Deux établissements scolaires d'Auvelais portent aujourd'hui le nom de « Collège Saint-André », l'un organisant l'enseignement général, l'autre l'enseignement technique et professionnel. Leur adresse officielle est le 22, rue des Auges, mais avec plusieurs implantations à Auvelais même et une à Fosses.

Les origines

A la création du collège Saint-André en 1962, le paysage scolaire de l'enseignement secondaire libre de la Basse-Sambre était bien plus complexe qu'aujourd'hui et comptait, outre le nouvel arrivé, quatre établissements : trois pour les filles étaient tenus par les Sœurs de la Providence de Champion à savoir l'Institut Sainte-Catherine et l'Institut Sainte-Marie (appelé aussi à partir de 1969 « Institut libre d'enseignement technique des Alloux ») situés tous les deux à Tamines ainsi que l'Institut Notre-Dame à Auvelais, tandis que l'Institut Saint-Jean-Baptiste à Tamines, dirigé par les Frères des Ecoles chrétiennes, était le seul avant la création du Collège Saint-André à accueillir des garçons dans la Basse-Sambre. Notons aussi qu'aucune de ces quatre écoles n'organisait de cycle supérieur avant 1962. Il faut ajouter à ces cinq établissements cités, l'Institut Sainte-Marie de Fosses, tenu par les Sœurs Sainte-Marie de Namur, et l'Ecole ménagère agréée de Wanfercée-Baulet, un institut paroissial situé dans le Hainaut, qui prendra le nom d'Institut Sainte-Anne : ils seront repris plus tard pour le premier par le collège Saint-André et pour l'autre par l'Institut Saint-Jean-Baptiste.

Au niveau de l'organisation communale, les localités d'Auvelais et Tamines n'étaient pas encore regroupées dans la grande commune de Sambreville et nourrissaient certaines rivalités.

Dès le début des années 1950, l'intérêt d'un établissement secondaire libre à Auvelais pour les garçons comme élément d'une pastorale paroissiale faisait partie des échanges du samedi soir qui

rassemblaient le clergé d'Auvélais autour du doyen Bagnée, au sein duquel on comptait notamment l'abbé Meunier, un des vicaires et futur vicaire général du diocèse de Namur de 1974 à 1991, et l'abbé Woitrin, vicaire dominical, à l'époque professeur à Floreffe et futur directeur du collège. Le rapport de la Mission régionale qui se déroula de 1957 à 1961 dans le doyenné d'Auvélais explicitait la nécessité de développer dans la région l'enseignement secondaire libre en ouvrant pour les garçons du professionnel, du technique et des Humanités anciennes. Nombre de parents de la région ne souhaitant pas envoyer leurs garçons vers Charleroi ou Namur, ni les mettre en internat, étaient aussi fort demandeurs.

Le projet était donc dans l'air et les idées ne manquaient pas pour le réaliser : on imagina, un temps, de développer l'enseignement pour les garçons sur Tamines et de regrouper les écoles de filles à Auvélais, mais cela allait supprimer des « points de présence » comme le disait Monseigneur Blaimont, vicaire général du diocèse de Namur de 1943 à 1974, chargé notamment de l'enseignement. Les hésitations sur le choix de la formule étaient encore amplifiées par les attachements locaux de deux prélats namurois qui faisaient écho aux rivalités communales évoquées plus haut : Monseigneur Charue (évêque du diocèse de Namur de 1941 à 1974), ayant habité à Auvélais, et Monseigneur Blaimont, ancien vicaire aux Alloux à Tamines !

L'abbé Meunier et Monseigneur Musty, qui pressentaient le départ prochain du doyen Bagnée et donc un éventuel report du projet, poussèrent l'Evêché à prendre enfin une décision qui fut communiquée le 22 juin 1961 : un collège épiscopal serait créé en septembre 1962 à Auvélais et on y organiserait les Humanités anciennes ainsi que les Modernes transférées de l'Institut Saint-Jean-Baptiste de Tamines où on ouvrirait de l'enseignement technique et professionnel, inexistant à l'époque dans cette région à vocation industrielle. Cette décision permettait de faire de l'Institut Saint-Jean-Baptiste de Tamines un pôle de l'enseignement qualifiant car ses locaux abritaient déjà une école de promotion sociale, l'Ecole industrielle, commerciale et de sauvetage. Cette décision suscita bien des remous et fut, au fil du temps, amendée : l'Institut Saint-Jean-Baptiste de Tamines, qui n'avait que le cycle inférieur des Modernes,

fut autorisé en 1962 à ouvrir le supérieur alors que le collège Saint-André organiserait lui les latines ainsi que du technique.

Le choix de l'implantation du nouveau collège ne fut pas simple non plus : dans un premier temps, on avait imaginé de l'installer à la rue du Voisin en transférant l'Institut Notre-Dame vers la rue du Pont-à-Biesmes où existait déjà une école fondamentale pour les filles, tenue aussi par les Sœurs de la Providence de Champion, mais le coût de l'opération, estimé à plus de 30 millions de francs, et l'impossibilité d'être prêt pour septembre 1962 firent rejeter le projet. Après beaucoup de recherches, un terrain de 3 hectares fut retenu à la rue des Auges, celle-là même où avait vécu Monseigneur Charue. Si le propriétaire était d'accord de vendre, il exigeait de dédommager l'agriculteur qui occupait le terrain en lui proposant d'autres terres. Il fallut plus de quatre ans pour régler le problème qui impliquait l'échange de parcelles entre l'Evêché de Liège et celui de Namur. Mais, comme le temps pressait, le propriétaire accepta en mars 1962 que des constructions s'élèvent sur son terrain non encore vendu à la condition qu'il en approuve les plans. Il était temps pour ouvrir l'école en septembre 1962 !



La future entrée de l'école au début des travaux en avril 1962

Dès le 29 octobre 1961, l'Evêché avait désigné les prêtres qui devraient mener le projet : le directeur, l'abbé Jacques Woitrin (1908-1998), ancien vicaire dominical d'Auvelais et qui était à cette époque aumônier principal de l'Institut Saint-Berthuin à Malonne ; son adjoint, l'abbé Albert Arnould, professeur à l'ITN, qui prendra la responsabilité de la future section technique. Dès décembre 1961, l'abbé Woitrin loua une maison à la rue des Auges en face du terrain où allait s'édifier le collège.

Le problème financier ne fut pas le moindre à résoudre : l'Evêché interviendra largement pour permettre le démarrage de ce collège épiscopal mais il fallut aussi compter sur l'aide de généreux donateurs et d'entreprises de la région. Des emprunts obligataires furent aussi lancés en 1962 et en 1967.

Une publicité pour le premier emprunt obligataire

ASSOCIATION DES ŒUVRES PAROISSIALES
CATHOLIQUES DU DOYENNE D'AUVELAIS
A.S.B.L. — AUVELAIS
COLLEGE SAINT-ANDRE
AUVELAIS

**Emprunt Obligataire
de 10.000.000 de Francs**
en 4 tranches de 2.500.000 francs
au fur et à mesure des nécessités

BUT : Construction du Collège Episcopal Saint-André à Auvelais.

PRIX D'EMISSION : Au pair, c'est-à-dire Frs 1.000,— pour un capital nominal de mille francs.

INTERETS : 4,50 pour cent l'an, net d'impôts, coupon payable annuellement, au siège du Collège et à la Banque de la Société Générale de Belgique.

DUREE DE L'EMPRUNT : 12 ans.

REMBOURSEMENT : Au pair, à partir de la troisième année, par tirage au sort, pour la première fois le 1er janvier 1966 et pour la dernière fois le 1er janvier 1978.

SOUSCRIPTION : Sans frais :

- 1) au Siège du Collège à Auvelais ;
- 2) auprès de tous les responsables paroissiaux du Doyenné d'Auvelais ;
- 3) au compte no 62.209 chez la Banque de la Société Générale de Belgique ;
- 4) au C.C.P. 944229, Comité pour l'érection du Collège St-André, Auvelais.

COUPURES : Obligations de Frs 1.000,— au porteur.

Les débuts du collège

Le 3 septembre 1962 enfin, la 6^{ème} latine est ouverte : 37 garçons font leur entrée dans le premier bâtiment tout neuf du nouveau collège Saint-André, nom donné en hommage à Monseigneur André-Marie Charue qui, comme nous l'avons déjà dit, avait beaucoup d'attaches avec Auvelais et s'était fort investi dans ce projet.



⇨ Lors de l'inauguration du premier bâtiment en 1962, Monseigneur Charue avec à sa droite l'abbé Woitrin

Une vue du premier bâtiment du collège prise lors du début des travaux de la construction du deuxième bloc ⇨



Il est intéressant de noter que, dans l'environnement proche du collège, deux autres établissements scolaires avaient vu le jour un an plus tôt : l'athénée de Jemeppe-sur-Sambre et le collège Saint-Pie X à Châtelineau, un collège épiscopal initié par l'Evêché de Tournai.

L'offre va s'étoffer dès septembre 1963 pour les 106 élèves avec une 5^{ème} latin-grec et une 5^{ème} latin-math, mais aussi avec le deuxième volet du projet initial, l'ouverture d'une section technique, électromécanique, dont l'abbé Arnould sera le responsable. Cette cohabitation soulèvera beaucoup de questions et sera un véritable défi à relever. La première partie du deuxième bâtiment avec l'aile pour les appartements des abbés put être terminée in extremis pour cette rentrée.

*Le grand
bâtiment
construit en
deux étapes de
1963 à 1965*

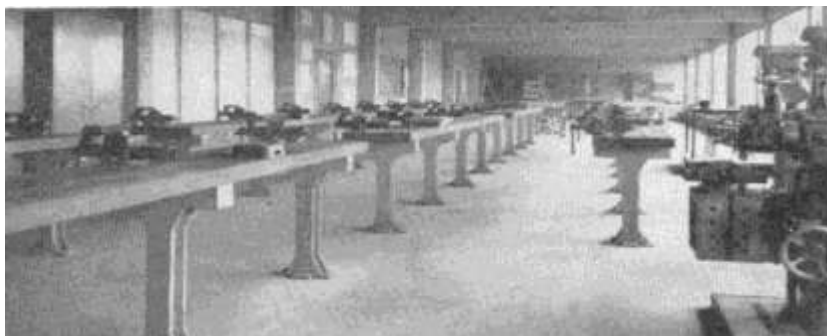


En 1965, la deuxième partie de ce grand bâtiment est achevée ; l'école compte 220 élèves et cinq prêtres forment la communauté. L'année suivante verra le départ pour des raisons de santé de l'abbé Woitrin, le premier directeur qui, malgré tous les aléas, a véritablement porté le projet. Il sera remplacé à ce poste par l'abbé Jacques Detienne. En 1966, le collège compte 301 élèves : 139 dans les Humanités anciennes et 162 dans la section technique. La même année aussi, commença l'emménagement progressif de l'école primaire des garçons Saint-Joseph d'Auvelais sur le site du collège : il fut complet en 1967, lorsque la construction du troisième bloc abritant des ateliers et des laboratoires fut achevée et permit ainsi de disposer de locaux supplémentaires. Ce sont ainsi 605 élèves, primaires et secondaires réunis, qui fréquentaient à la rentrée de 1967 le site de la rue des Auges.



*Le troisième
bâtiment
construit en
1967*

L'école technique, devenue autonome au plus tard en 1965 sous la direction de l'abbé Arnould, va ouvrir en 1967 le cycle supérieur électromécanique et, en 1970, une première section professionnelle électromécanique qui sera scindée en 1974 en électricité et en mécanique ; en 1976, une section menuiserie sera aussi créée.



L'atelier d'ajustage dans le bloc C construit en 1967

Deux traditions commencèrent très tôt : tout d'abord, la publication régulière du « Courrier Saint-André », un petit journal destiné aux amis de l'école et aux parents. S'il ne parut pas pendant quelques années, il a repris vie en 2007. La première édition de la « Joyeuse Saint-André », la fête de l'école, eut lieu le 28 novembre 1964 ; si elle fut supprimée après une vingtaine d'années, son nom a été donné à une ASBL « La Joyeuse » qui alimente la caisse sociale de l'école.

En 1972, alors qu'on fête le dixième anniversaire du collège, les établissements scolaires libres de la Basse-Sambre entrent de concert dans le rénové. Par contre, la mixité posa problème et, en 1972, elle ne fut autorisée par exemple au collège Saint-André qu'au cycle supérieur et seulement pour les options latin-grec et latin-math : 4 filles en profitèrent la première année ! Il faudra attendre l'année scolaire 1974-1975 pour que la mixité entre au 2^{ème} degré et encore bien plus tard, en 1978-1979, pour que le premier degré puisse accueillir des filles : c'est dire la frilosité et la méfiance entre écoles dans la Basse-Sambre à l'époque !

Le collège fut amené à louer des locaux à l'École industrielle toute proche vu le manque de place ; pour pallier ce problème, les deux écoles primaire et fondamentale libres d'Auvélais fusionnèrent en 1977 et constituèrent l'école mixte Saint-François pour laquelle on édifia en 1977 de nouveaux bâtiments sur le site de l'école fondamentale des filles à la rue du Pont-à-Biesmes, là où on avait imaginé de déménager l'Institut Notre-Dame lors de la création du collège ; les garçons de l'école primaire Saint-Joseph quittèrent cette année-là le site du collège et libérèrent ainsi de l'espace pour le secondaire.

En 1983, le premier directeur de l'école technique Saint-André, l'abbé Arnould, prit sa retraite pour devenir inspecteur principal du diocèse de Namur pour l'enseignement secondaire jusqu'à son décès en 1989. Il sera remplacé comme directeur à Auvélais par Joseph Depaille. La même année, on inaugura le quatrième bâtiment qui abritera des ateliers et un hall de sports : le plan initial d'occupation du site fut ainsi terminé. On acheva aussi la restauration des premières constructions. L'ASBL Sportsa (sport Saint-André) fut constituée pour ouvrir ces installations sportives vers l'extérieur et contribuer ainsi à leur entretien.



Le quatrième bâtiment édifié en 1983 avec notamment le hall des sports. Sur la droite, on découvre le troisième bloc

Une première fusion

L'année 1984 est marquée d'abord par le départ à la retraite comme directeur de l'abbé Detienne, remplacé par Michel Devillers, mais qui restera président du Pouvoir Organisateur. Un premier degré autonome fut créé, la direction en étant confiée à Gilbert Meurisse.

Après l'échec des tractations de fusion avec le Petit Séminaire de Floreffe, refusée par l'Evêché, l'Institut Sainte-Marie de Fosses (1) se tourna vers le Collège Saint-André. La fusion reprise fut approuvée par l'assemblée générale de l'Institut Sainte-Marie le 17 mai 1984 au vote secret par 18 voix pour et 2 contre.

(1) Voir l'historique de cet Institut Sainte-Marie aux pages 102 à 107.

Gilbert Meurisse, récemment promu directeur du DOA, prit en charge le site de Fosses où de grands travaux de rénovation furent entrepris pour donner un coup de jeune à l'implantation ; ils durèrent quatre ans. Un 3^{ème} degré fut ouvert ainsi qu'en 1986, une option garage en professionnelle pour laquelle un hall industriel fut construit. L'année suivante, l'offre d'enseignement s'élargit à Fosses avec l'option travaux de bureau en professionnel. En 1990, l'implantation de Fosses avait retrouvé des couleurs et comptait 217 élèves.

En 1994, avec le départ à la retraite de Joseph Depaille, Gilbert Meurisse prit la direction de l'école technique et fut remplacé sur le site de Fosses par Daniel Coppin, nouveau directeur du DOA. Les normes imposées en 1996 par le Ministère entraînèrent la fusion des deux écoles 2^{ème} et 3^{ème} degrés, le Collège technique et le Collège général. Deux ans plus tard, c'est le DOA se situant sous les normes qui dut fusionner avec le Collège 2^{ème} et 3^{ème} degrés. En 1999, José Matte remplaça à la direction Michel Devillers. Il passa le relais à Damien Avet en 2005. La même année, Etienne Drèze prit la relève de Daniel Coppin, le sous-directeur en charge du site de Fosses.

Une restructuration

Au 1^{er} octobre 2005, la population scolaire de l'Institut Notre-Dame (2) d'Auvelais passa sous la norme des 400 élèves, une situation que l'on craignait depuis plusieurs années. L'Institut obtint une dérogation pour l'année 2006-2007, mais la rentrée de cette année ne fut pas meilleure. Des discussions furent entamées avec les différentes

(2) Voir l'historique de cet Institut Notre-Dame aux pages 108 à 116.

écoles secondaires libres de la Basse-Sambre et aboutirent à la fusion du PO de Notre-Dame avec celui du Collège Saint-André et une restructuration des deux établissements pour septembre 2007.

Avec la restructuration de 2007 du Collège Saint-André et de l'Institut Notre-Dame, les élèves furent répartis entre deux établissements appelés tous les deux « Collège Saint-André », l'un d'enseignement général, implanté au début sur le site de la rue des Auges et sur Fosses, et l'autre d'enseignement technique et professionnel, localisé sur les deux mêmes sites plus celui du Voisin.

Les deux établissements qui comptaient ensemble 1265 élèves au 15 janvier de l'année scolaire 2007-2008, celle de la restructuration, en totalisent 1436 au 15 janvier 2013. Leur répartition entre les deux écoles donna la possibilité d'obtenir pour chacune un poste de directeur et un de sous-directeur : en 2013, pour le Collège Saint-André, enseignement général, Damien Avet, chargé du site des Auges, avec Etienne Drèze, responsable de la gestion ; pour le collège Saint-André, enseignement technique et professionnel, Stéphane de Vos, en charge du site de Fosses, avec Françoise Carbonnelle, pour celui du Voisin. Les deux établissements offrent en plus de la transition, une large palette d'options en technique et professionnel couvrant 6 secteurs : l'industrie, la construction, l'hôtellerie, les arts, l'économie et les services aux personnes. Plusieurs 7^{ème} professionnelles terminent également les secteurs cités.



*L'Abbé Detienne et
des élèves soufflent les
bougies d'un gâteau
du 40^{ème} anniversaire*

Fêter les anniversaires est une tradition bien ancrée au Collège Saint-André : chaque décennie ainsi que le quart de siècle ont donné l'occasion de retrouvailles et de rappels de l'histoire du Collège. Ce sera encore le cas en 2012-2013 avec, cette fois, la célébration d'un demi-siècle d'existence !



*L'ensemble du site
lors du 40^{ème}
anniversaire de
l'école*

L'histoire des écoles fusionnées avec le Collège Saint-André

I. L'Institut Sainte-Marie à Fosses-la-Ville

D'abord une école primaire

C'est en octobre 1838 que des Religieuses de la Congrégation des Sœurs de Sainte-Marie de Namur ouvrirent une école à Fosses-la-Ville à la demande du doyen J.-J. Letor. (3) Cette congrégation fut fondée en 1819 par l'abbé Nicolas-Joseph Minsart (1769-1837), à l'époque curé de Saint-Loup à Namur. Fosses était la quatrième fondation de cette congrégation. Le doyen avait souhaité créer plus tôt cette école mais, faute de locaux, il a dû reporter son projet jusqu'en 1838. Deux classes furent ouvertes : une gratuite pour les filles pauvres et une autre pour les externes payantes. On accueillit ensuite des élèves internes payantes. Cette organisation était habituellement pratiquée par la Congrégation des Sœurs de Sainte-Marie qui finançait les classes pour élèves pauvres en ouvrant un pensionnat et un externat payants afin de préserver ainsi son autonomie économique. En 1839, la congrégation acheta la maison des dames Pircard sur la place du Chapitre près de la collégiale : c'est autour de ce noyau que se développera l'établissement.

(3) Orthographe utilisée dans *l'Annuaire du clergé catholique du royaume de Belgique*, 2^{ème} année, 1838, p. 103 alors que d'autres documents écrivent « Letors ».



1910



Deux cartes postales de 1910 avec les
deux bâtiments bordant la cour

La règle de la congrégation prescrivait aussi que chaque maison devait compter au moins 5 à 6 religieuses ; à titre d'exemple, elles étaient 8 en 1848, 11 en 1858, 15 en 1900 et 20 en 1906. L'école compte quatre classes en 1846 : deux pour les externes payantes, une pour les indigentes et une pour les internes ; en 1858, cinq classes dont deux pour les élèves pauvres ; six classes en 1862-63. Le nombre de classes va évoluer à la hausse ou à la baisse suivant la population scolaire. A partir de septembre 1867, deux religieuses sont renseignées dans un registre du personnel couvrant la période 1846 à 1972 comme institutrices communales et deux classes sont donc adoptées par la commune tandis que les autres classes dépendent exclusivement de la communauté (4). Avec la loi

(4) ROMAIN J., 77
rues de Fosses-la-
Ville, s.l., n.d. donne
1863 comme date
d'adoption de classes
des Sœurs par la
commune.

dite « de malheur », les Sœurs se retirèrent de la tutelle communale en 1880. Elles créèrent aussi cette année-là une première classe gardienne.

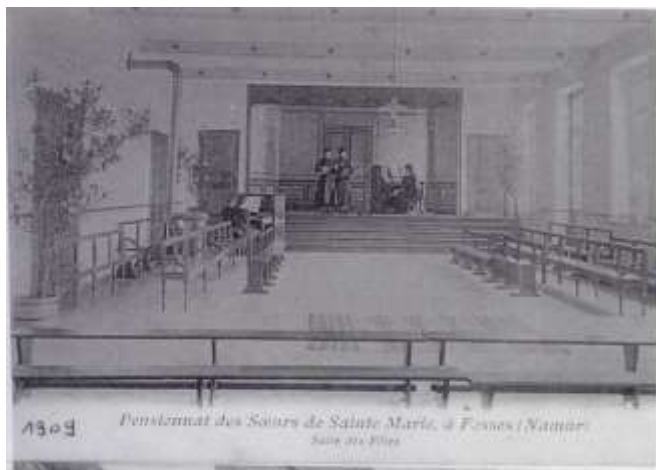
L'internat se développa de façon importante au début du XXème siècle : en 1900, il comptait 20 pensionnaires et 50 en 1906. D'importants travaux d'agrandissement des bâtiments existants et de nouvelles constructions notamment en 1893 et en 1899, l'achat d'un terrain en 1903 pour y édifier une salle, trois classes et un dortoir montrent l'extension de l'école.

*Un dortoir en
1907*



Une école moyenne

Le 3 novembre 1911, des cours ménagers furent ouverts, mais on n'en retrouve plus trace à la rentrée de 1914. Une école dominicale existait aussi certainement avant 1909. En 1915, une première moyenne fut créée.



*La salle des
fêtes*

Après la deuxième guerre mondiale, une première tentative d'ouverture d'une section familiale échoua après un an d'existence durant l'année scolaire 1956-1957. Le deuxième essai en 1964 fut le bon et, en septembre, 18 élèves entrèrent dans cette section. Cette même année, les moyennes étaient fréquentées par 67 filles. Ces deux sections se muèrent avant 1969 en deux écoles distinctes, un temps dirigées par la même directrice, Sœur Marie-Etienne. A partir de 1975, elles eurent chacune la leur, Sœur Luc pour l'école professionnelle qui comptait cette année-là 51 élèves et Sœur Marie-Etienne pour l'école moyenne et ses 78 filles. En 1969, l'école occupa la maison Martin qu'elle avait acquise et qui abritait le bureau des contributions.

L'année 1974 fut celle des grandes manœuvres dans l'enseignement libre de Fosses-la-Ville. Les deux écoles primaires, dont celle des filles dépendant des Sœurs de Sainte-Marie, fusionnèrent sous l'égide d'un P.O. paroissial et formèrent la nouvelle école fondamentale Saint-Feuillien se répartissant sur deux sites : le primaire dans les bâtiments de la place du Chapitre, contigus à ceux de l'enseignement secondaire, et le maternel dans ceux de l'école des garçons à la rue des Zolos. Le secondaire suivit le mouvement et passa aussi en 1974 à la mixité.

En 1977, la directrice des moyennes, Sœur Marie-Etienne, céda le relais à un laïc, Jean-Claude Englebert. Au départ de Sœur Jacques-Marie, la directrice de l'école professionnelle, en 1978, les deux établissements fusionnèrent et Jean-Claude Englebert en prendra la direction jusqu'en 1981. Elle sera ensuite assumée jusqu'à la fusion de l'école en 1984 par trois directeurs différents, notamment à cause de la réaffectation pour le troisième. En 1977, dans le mouvement de recherche d'insertion de petites communautés religieuses, comme le souhaitait la Congrégation des Sœurs de Sainte-Marie pour vivre de l'esprit de Vatican II et aussi dans la recherche d'une vie distincte des établissements scolaires, la communauté qui comptait sept religieuses, s'installa à la rue des Zolos, les Sœurs se rendant à l'école ou assumant différents services paroissiaux. La construction d'un bâtiment pour l'école fondamentale en 1978 donna la possibilité au secondaire de disposer de plus de place. Le rénové fut introduit la même année, ce qui permit à l'école de débiter le cycle supérieur en septembre 1981.

L'année 1979 vit la création d'un pouvoir organisateur spécifique pour l'Institut Sainte-Marie selon les modalités habituelles pour les écoles de la Congrégation avec quatre composantes : des représentants des parents, des enseignants, de la congrégation et du monde extérieur.



L'entrée actuelle le long de la collégiale

Les dernières années furent assez difficiles avec un nombre d'élèves en baisse continue (122 élèves pour l'année scolaire 1982-1983 ; 70 pour 1983-1984), ce qui entraîna des décisions douloureuses : en 1982, non-ouverture d'un 3^{ème} degré et, en 1983, fermeture de l'internat. Dès octobre 1983, des pourparlers pour une fusion furent entamés avec le Petit Séminaire de Floreffe qui faisait partie du CES de la Marlagne comme l'Institut Sainte-Marie. Ils ne purent aboutir par décision en mars 1984 de l'Evêché arguant d'une introduction trop rapide de la mixité et d'un élargissement trop important du recrutement des externes. Le PO se tourna alors vers le Collège Saint-André d'Auvélais : la fusion reprise fut entérinée par son assemblée générale par 18 oui contre 2 non lors de sa réunion du 15 mai 1984.



Vue aérienne des bâtiments de l'école contigus à la collégiale

2. L'Institut Notre-Dame à Auvelais

Les débuts de l'enseignement pour les filles à Auvelais ne furent pas faciles si l'on en croit les Annales des Sœurs de la Providence et de l'Immaculée Conception de Champion. Les cours débutèrent le 27 décembre 1836, donnés par deux Religieuses de cette congrégation, appelées par l'abbé Pierre-Joseph Sablon, curé d'Auvelais, qui était parvenu à convaincre la commune le « leur fournir un logement avec jardin et deux cents francs de rétribution annuelle », les autres besoins étant couverts par les écolages des élèves et par la paroisse.

Leur première implantation à Auvelais, composée de deux locaux pour l'usage des Religieuses et de deux classes qui accueillirent dès l'ouverture une centaine de fillettes, se situait dans une maison habitée aussi par le propriétaire qui ne supportait pas le bruit des enfants et qui fit aux Religieuses les pires ennuis ! Ensuite, et ce ne fut pas mieux, on installa l'école dans la maison communale qui « était fort délabrée et où l'on n'était guère en sûreté, aucune porte ne fermait. Il ne s'y trouvait pas d'eau potable... »

Heureusement, au fil du temps et de déménagements successifs, leur situation matérielle s'améliora, allant de pair avec la considération grandissante qui leur fut accordée. En 1863, deux Sœurs furent nommées par la commune et, en 1866, on ouvrit deux classes gardiennes. En 1874, deux nouvelles classes primaires furent ajoutées. Les Religieuses avaient aussi créé, à la demande de certaines familles, une classe payante pour les enfants de la bourgeoisie, appelée « pensionnat ».

En 1879, avec la loi dite de « malheur » par les catholiques, l'école quitta le giron de la commune et devint libre. Pour trouver des locaux, la congrégation put compter sur le dévouement exceptionnel de Marie-Euphrosine Dupont, la fille de Ferdinand Dupont, bourgmestre d'Auvélais de 1830 à 1866. Elle habitait, à la rue du Pont-à-Biesmes à Auvélais, une vaste demeure construite au XVIIIème siècle et dans laquelle elle avait déjà ouvert en 1871 un hospice pour vieillards. Elle y accueillit l'école des filles et, pour lui donner suffisamment d'espace, elle ferma cet hospice. C'est sur ce site qu'est toujours installée l'école fondamentale Saint-François dont nous avons déjà parlé. En 1891, une année avant sa mort, Marie Dupont créa aussi dans son château un orphelinat qui fut également pris en charge par les Sœurs de Champion ; il fut fermé en 1903 pour répondre aux besoins de locaux scolaires supplémentaires.



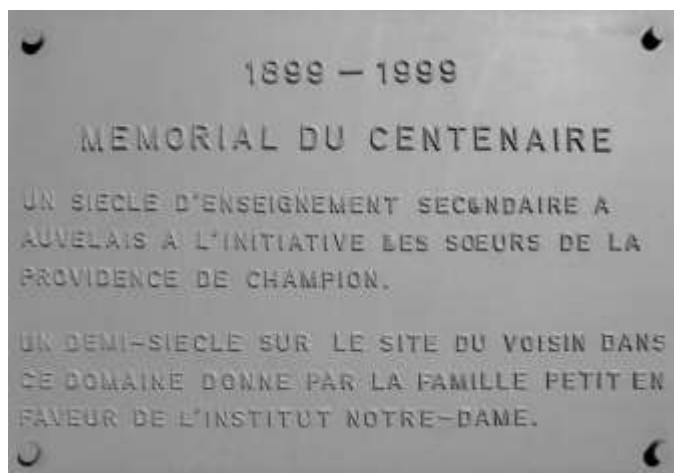
*Une vue des bâtiments de l'implantation
de la rue du Pont-à-Biesmes*

Les débuts de l'enseignement secondaire

Il n'est pas facile de déterminer la date exacte de la fondation du secondaire car les informations manquent de clarté et ne sont pas d'accord entre elles. Une source intéressante est le *Liber memorialis* de la paroisse Saint-Victor d'Auvelais, commencé par l'abbé Léopold Gosset, curé de 1888 à 1921 : on y lit pour le mois d'octobre 1889 : « Tout autre a été la destinée de l'école ménagère. Depuis 15 ans, elle ne fait que grandir et prospérer. Elle a remplacé une classe de couture suivie par quelques filles pauvres de la localité ». Faut-il en conclure que l'école a été créée en 1875 ou qu'en rédigeant plus tard ce *Liber memorialis*, l'abbé Gosset se rappelle ainsi le chemin parcouru par cette école fondée alors en 1889 ? Cette dernière hypothèse correspondrait bien avec ce qu'on trouve dans le *Messenger de la Providence* qui nous dit, dans un article consacré à l'histoire de l'établissement d'Auvelais, en parlant d'événements de 1888 « ... et bientôt après on crée l'Ecole ménagère ». Par contre, l'Institut Notre-Dame a fêté en 1999 son centième anniversaire, mais il ne nous a pas été possible de déterminer sur quel critère cette date a été retenue par l'Institut.

Quoi qu'il en soit, on peut affirmer qu'à la fin du XIX^{ème} siècle, il existe bien à Auvelais un enseignement libre post-primaire pour les filles.

Le fonctionnement de cette école ménagère est bien décrit par l'abbé Gosset : « Elle vit des subsides de l'Etat et de la Province, sous le contrôle des inspecteurs de l'Enseignement professionnel. Pour le surplus, elle est à la charge exclusive du curé. ... Elle prend les élèves à 13 ans et leur délivre des diplômes après deux années d'études suivies avec fruit. ... L'Ecole ménagère est fréquentée, surtout l'hiver,



La plaque du centième anniversaire apposée sur la façade de l'Institut à la rue du Voisin



La chapelle attenante à l'école des Sœurs à la rue du Pont-à-Biesmes. Sur cette carte postale, figure l'appellation un peu trompeuse « pensionnat » alors que l'école n'a pas eu d'internat, mais bien des classes primaires payantes portant ce nom !

par 30 ou 40 élèves sous la direction d'une maîtresse de couture et de coupe, et d'une maîtresse de cours ménagers théoriques et pratiques. Les étrangères y sont admises moyennant une légère rémunération, sur un certificat délivré par le curé de la paroisse, par les religieuses de la localité. Elles doivent présenter, chaque mois, une attestation de fréquentation des sacrements. Les Ecoles ménagères sont appelées à produire le plus grand bien dans les paroisses industrielles : si les mères le comprenaient bien, elles seraient plus ardentes pour y envoyer leurs mazettes ». Pendant la première guerre mondiale, un 4^{ème} degré primaire sera créé, ce qui, d'après l'abbé Gosset « nuit considérablement au recrutement de l'école ménagère, où les filles étaient admises à l'âge de 13 ans ». Cette école ménagère libre d'Auvélais sera notamment reconnue par l'arrêté royal du 20 août 1934. Elle comptait cette année-là trois années d'études et 31 élèves.

Vers 1925, les Sœurs vont ouvrir aussi à Auvélais une école professionnelle du degré moyen, d'abord à orientation commerciale, qui sera agréée par l'Etat par l'arrêté royal du 21 août 1934. Son offre s'élargira par la suite avec une section coupe-couture. On a donc sur le site de la rue du Pont-à-Biesmes, outre l'école fondamentale, deux écoles secondaires dirigées chacune par une Religieuse. L'évolution de ces deux écoles a, au fil du temps, rendu difficile leur cohabitation : dans une lettre du 12 juillet 1947, sœur Béatrix-Marie écrit : « ... l'école ménagère (...) change peu à peu d'aspect et devient école d'apprentissage ou plutôt école de coupe ce qui ne devrait pas exister dans la même maison qu'une école professionnelle ; (...) ces cours surrogatoires nuisent à l'école professionnelle, d'autant plus que la

jeunesse recherche maintenant le plus facile et aussi la discipline la moins sévère, sans compter les avantages matériels dont on y jouit ! » En 1950, l'école ménagère ne suivra pas l'école professionnelle lors de son transfert au château du Voisin.

Le déménagement vers la rue du Voisin

Le manque de locaux se faisant sentir, un projet de construction sur le site de la rue du Pont-à-Biesmes fut élaboré en 1940, mais n'aboutit pas. Dès 1948, la famille Petit, en froid avec les œuvres paroissiales catholiques du doyenné de Fosses, proposa à la Congrégation de Champion de lui offrir son château du Voisin, mais, malgré l'insistance de Monseigneur Charue, les Sœurs refusèrent, expliquant que ce n'était pas dans leurs traditions de prendre en charge des bâtiments. L'année suivante, faisant fi de son différend avec les œuvres décanales, la famille Petit accepta de leur donner son château du Voisin, édifié au XVIIIème siècle, ainsi qu'une partie du parc. Après plus d'une année de travaux pour adapter cette belle demeure à sa nouvelle fonction, l'école moyenne professionnelle, qui comptait 150 élèves en 1949, emménagea au château le 30 mai 1950. Par contre, l'Ecole ménagère, forte elle de 89 élèves en 1949, resta à la rue du Pont-à-Biesmes avec l'école fondamentale. C'est là aussi que la communauté des Sœurs continua d'habiter, celles chargées de cours à l'école professionnelle faisant la navette chaque jour.



Les transformations de la façade du château le long de la rue du Voisin

Que comporte pour les JEUNES FILLES
l'Établissement des Sœurs de la Providence
à AUVELAIS ?

1. UNE SECTION PRÉPARATOIRE
Rue du Voisin AGRÉE PAR L'ÉTAT

- ouverte aux élèves qui ont terminé la 6^e primaire.
- prépare les élèves à l'admission à la Section Professionnelle ou à la Section Commerciale ou à l'École Ménagère.

ETUDES GRATUITES

2. L'ÉCOLE MOYENNE PROFESSIONNELLE & COMMERCIALE
Rue du Voisin

A. Section de Coupe et Confection (3 années) AGRÉE PAR L'ÉTAT

permettant l'accès aux écoles sociales, d'infirmières, normales professionnelles, normales ménagères.

Cours généraux - Cours de coupe, confection, dessin, cours ménagers.

B. Section Commerciale (3 années) AGRÉE PAR L'ÉTAT

formant des secrétaires et comptables commerciales, permettant l'accès aux écoles sociales, d'infirmières, normales commerciales, normales primaires et moyennes.

Cours généraux - Cours de commerce, langues, sténo, dactylographie.

3. L'ÉCOLE MÉNAGÈRE (3 années) AGRÉE PAR L'ÉTAT

35, rue du Pont-à-Biesmes

formant de bonnes ménagères.

Cours généraux - Cours ménagers, de coupe, confection.

Pour renseignements et inscriptions, s'adresser à la Direction.
ÉCOLE DES SŒURS DE LA PROVIDENCE, 35, rue du Pont-à-Biesmes, AUVELAIS
RENTRÉE LE 1^{er} SEPTEMBRE

Des écoles chrétiennes pour les jeunes filles chrétiennes
Directrice, sœur Marie

*Publicité pour
les écoles
secondaires de
filles
d'Auvélais au
début des
années 1950*

En 1956, l'École ménagère, dont le nombre d'élèves diminuait, fut transférée au Voisin et fusionna avec l'école professionnelle où on supprima la section technique coupe-couture. Comme nous l'avons vu lors de la création du Collège Saint-André, de nombreux plans furent élaborés pour développer, mais aussi rationaliser, l'enseignement catholique dans la Basse-Sambre où, rappelons-le, existaient au début des années 1960, trois écoles pour filles, toutes trois dirigées par la Congrégation des Sœurs de la Providence et de l'Immaculée

Conception de Champion. Monseigneur Blaimont envisagea un temps de supprimer l'école professionnelle d'Auvélais pour n'y garder que l'école ménagère. Les Auvélaisiens prônaient, eux, en 1952 et en 1955, un grand établissement pour garçons à Tamines et son pendant pour filles à Auvélais. On se souvient aussi des discussions pour la création du Collège Saint-André qu'on avait d'ailleurs un temps imaginé occuper le site du Voisin en faisant redéménager l'école professionnelle vers la rue du Pont-à-Biesmes. Tous ces essais de rationalisation étaient sans doute trop en avance et ne tenaient pas assez compte des oppositions déjà évoquées entre les deux communes.



Carte postale très intéressante (vers 1957) illustrant l'enseignement catholique à Auvélais : à droite en haut l'école Notre-Dame, au centre l'école primaire Saint-Joseph pour les garçons et en bas à droite l'école primaire des filles de la rue du Pont-à-Biesmes

C'est aussi en 1956 que l'école prit le nom de Notre-Dame en l'honneur de Notre-Dame de Beauraing dont la statue trône au-dessus de la porte d'entrée de l'établissement. Ce n'est qu'un peu plus tard

qu'on donnera à l'école le titre d'Institut. A cette époque, elle ne compte que deux sections : l'économie ménagère en professionnelle et le commerce en technique. Une 2^{ème} section technique chimie sera ouverte en 1968 ; les garçons pourront la fréquenter dès 1970, bien avant l'introduction de la mixité dans la Basse-Sambre. C'est avec l'introduction du rénové en 1972 que l'offre d'enseignement de l'Institut Notre-Dame va s'accroître : ainsi, en 1988 par exemple, elle couvre la transition avec des options comme sciences sociales et sciences économiques appliquées, la qualification technique avec chimie appliquée, sciences sociales appliquées et secrétariat ainsi que la qualification professionnelle avec arts décoratifs, hôtellerie et auxiliaires familiales et sanitaires. L'introduction de la mixité posa problème en Basse-Sambre et ne fut mise en oeuvre qu'en commençant par les aînés et ce n'est qu'en 1978-1979 que le premier degré pourra accueillir des garçons à l'Institut !

A la rentrée de 1984, on ouvrit un DOA dont la direction fut confiée à André-Marie Lacour ; en 1993, se situant en dessous des nouvelles normes, il fusionna avec l'Institut 2^{ème} et 3^{ème} degrés, tout en gardant sa propre direction jusqu'en 2006. Pour ce premier degré, un nouveau bâtiment, le Pavillon, avait été construit au fond du parc en 1979.

L'évolution positive du nombre d'élèves amena le P.O. – qui fut dirigé de 1983 à 1999 par l'abbé Louis Latour – à acquérir vers 1984, hors du parc, un ancien bâtiment industriel, la Bachée, situé pratiquement en face de l'école et affecté au début aux ateliers de l'option aménagement du bâtiment et aux 1^{ère}B et 2P. En 1989, c'est un ancien complexe de tennis qui fut acheté et transformé en un vaste hall des sports.

En 1984, la dernière directrice religieuse, Sœur Simone (Carmen Dejaifve) passa le flambeau à Yvon Petit qui occupera la fonction jusqu'à son remplacement en 1992 par Jacques Latour, lui-même suivi par Jean-Marie Beaufays en 1998.

Le PO de Notre-Dame reprit en 1987 l'école de promotion sociale implantée dans l'école Saint-Joseph de Moignelée ; cela permit d'ouvrir, sur le site du Voisin, des cours de promotion sociale d'informatique, cours qui continueront après la fusion en 1991, hors de la région, avec l'école de promotion sociale de l'ITN de Namur.

Autour du château du Voisin et à l'instigation de membres de l'Institut, une vie associative s'est développée : citons par exemple le Groupe théâtral du Voisin (le G.T.V.), créé en 1986, et la confrérie du Château du Voisin, fondée en 1985, qui regroupe des amateurs producteurs de vins de fruits et dont l'action philanthropique contribue à l'aide sociale aux élèves.

Pour développer la section restauration, une convention fut signée en 1989 avec l'Unerg qui confia à l'école la prise en charge de son restaurant d'entreprise.

La lente érosion du nombre d'élèves devint critique en 2005 lorsqu'au 1^{er} octobre, l'Institut ne comptait plus que 374 élèves. S'il obtint une dérogation pour l'année scolaire suivante, celle-ci fut mise à profit pour élaborer une restructuration avec le Collège Saint-André d'Auvelais qui fut mise en place à la rentrée 2007.



Vue aérienne du site du Voisin, avec à l'avant-plan à gauche les toits de la Bachée et au fond du parc, le Pavillon

*Philippe MOTTEQUIN
avec la collaboration d'André-
Marie LACOUR pour l'histoire de
l'Institut Notre-Dame d'Auvelais*

Sources :

- Archives de l'Evêché de Namur, des Sœurs de Sainte-Marie de Namur, des Sœurs de la Providence de Champion, du Collège Saint-André ;
- ANGOT R., *Historique de l'école Saint-Feuillien à Fosses-la-Ville, 1979-1880 - 1979-1980*, s.l., n.d. ;
- CABUS-MALOTEAUX J., *Le couvent des sœurs de la Providence et de l'Immaculée conception à Auvelais, 2002-2003*, travail dactylographié pour le cours d'architecture des Temps modernes du professeur Ph. Bragard, UCL ;
- *Le Messenger de la Providence, revue périodique à l'usage exclusif des Sœurs de la Providence et de l'Immaculée conception*, différents numéros ;
- *Liber memorialis* de la paroisse Saint-Victor d'Auvelais (document manuscrit couvrant les années 1888 à 1988) ;
- MASCAUX J., *La première école des Filles à Auvelais*, dans *Mémoires de la Basse-Sambre*, cahier n°1, novembre 1983, pp.53-61 ;
- *Nicolas-Joseph Minsart, Dom Jérôme*, Namur, 1909 ;
- ROMAIN J., *77 rues de Fosses-la-Ville*, s.l., n.d. ;
- *Vie de la vénérable mère Marie-Claire de Jésus, co-fondatrice et 2^{ème} supérieure de l'Institut des Sœurs de Sainte-Marie*, Namur, 1895 ;
- WYNANTS P. et PARET M., *Sur les traces de Nicolas Minsart, Les Sœurs de Sainte-Marie de Namur (1819 à nos jours)*, Namur, 1995 ;
- WYNANTS P., *Les sœurs de la Providence de Champion et leurs écoles (1833-1914)*, Namur, 1984 ;
- Différents témoignages.

Tiré de « Propositions », janvier 2013 et mars-avril 2013.

La Communauté scolaire Saint-Benoît à Habay-la-Neuve

En 1988, les deux écoles secondaires libres d'Habay-la-Neuve, l'Institut de la Sainte-Famille pour les garçons et l'Institut de l'Immaculée Conception pour les filles, se restructurèrent pour former la Communauté scolaire Saint-Benoît composée de deux établissements dépendant d'un même P.O. : un DOA et un Institut 2^{ème} et 3^{ème} degrés.

L'Institut de l'Immaculée Conception

D'abord une école primaire

Dans une lettre du 9 avril 1872, l'abbé Eppe, curé d'Habay-la-Neuve, demande à la Mère supérieure de la Congrégation de la Doctrine Chrétienne de Nancy de lui envoyer des religieuses pour créer une école libre. Il explique dans cette missive que de nombreux paroissiens « avaient adressé une pétition au conseil communal pour avoir des religieuses comme successeurs de l'institutrice laïque démissionnaire. Leur demande n'ayant pas été accueillie, ils viennent de se cotiser pour créer une école conforme à leur volonté chrétienne ». La demande fut acceptée et deux religieuses, dont Sœur Augusta Claude, la première supérieure, furent envoyées en 1872 (1) à Habay-la-Neuve pour prendre en charge une classe primaire et une classe gardienne.

Le fondateur de cette Congrégation de la Doctrine Chrétienne, Jean-Baptiste Vatelot (1688-1748), chanoine à Toul, donna comme mission à ses Sœurs l'éducation des filles à la campagne par la création de petites écoles. En 1844, cette Congrégation dont les Religieuses étaient appelées aussi les « Sœurs Vatelottes », est officiellement reconnue par l'évêque de Nancy. Leur arrivée dans la future Belgique remonte à 1779 à Bouillon, mais les conditions politiques provoquèrent leur départ du pays à plusieurs reprises (2).

(1) De nombreux documents sur l'histoire de l'école donnent à tort la date de 1868 comme début de celle-ci. Dans l'ouvrage *Histoire des Sœurs de la Doctrine Chrétienne de Nancy*, t.V, *L'Expansion en Belgique et France*, on précise bien la date de 1872 dans les Annexes aux pages 188, 193 et 197. Par contre, dans le même ouvrage aux pages 170 à 172 précisément consacrées à l'histoire du Pensionnat de l'Immaculée Conception à Habay-la-Neuve, on indique « vers les années 1868-1869 ».

(2) Voir sur l'histoire de l'école de Bouillon : *Histoire des écoles secondaires libres du diocèse de Namur-Luxembourg*, t. II, 2009, pp. 53-57.

A Habay-la-Neuve, les Sœurs s'installèrent dans une petite maison en face de l'église qui leur servit d'habitation et de locaux scolaires. Très vite, elles accueillirent aussi quelques élèves internes. Se posa rapidement le problème du manque de place : après avoir une première fois déménagé, elles s'établirent en 1875 définitivement au centre de la localité dans les bâtiments d'un ancien café. Entre 1875 et 1884, des travaux d'agrandissement furent entrepris avec la construction d'une première aile comportant un réfectoire et une salle de piano au rez-de-chaussée et des classes et dortoirs aux 1^{er} et 2^{me} étages.



Une vue d'ensemble des bâtiments au début du XX^{ème} siècle

Le maintien de l'internat fut à plusieurs reprises posé vu le peu d'élèves qui le fréquentaient. En 1884, l'arrivée de pensionnaires suite à la fermeture de l'internat d'Houffalize, tenu aussi par les Sœurs de la Doctrine chrétienne, sauva la mise. L'aide financière de la Congrégation permit d'agrandir le bâtiment et d'augmenter ainsi sa capacité d'accueil. En 1903, l'arrivée de Religieuses et d'élèves françaises donna à l'internat une meilleure assise et nécessita d'autres constructions. En 1921, un bâtiment situé à l'angle de l'avenue de la Gare et de la rue de Luxembourg sera acheté. On édifiera en 1924 une nouvelle école primaire et gardienne car entretemps l'école secondaire avait vu le jour.

A côté des classes primaires et gardiennes, les Sœurs vont également créer un ouvroir pour jeunes filles : selon certaines sources, ses débuts remonteraient entre 1884 et 1900, sans plus de précisions. Par contre, en 1901, on connaît le nom de la maîtresse de l'ouvroir, Soeur Alexis Werworth, l'une des neuf Religieuses que compte cette année-là la communauté d'Habay. En 1912, l'Evêque de Namur, Monseigneur Heylen, appuie la demande de la baronne de Pitteurs d'en ouvrir un dans la localité, le premier ayant sans doute été fermé ; cette demande aboutit en 1913.

L'enseignement secondaire

Une première école secondaire pour les filles sera créée en 1922 sous la direction de Sœur Saint-Joseph Glouden. Cette école ménagère et professionnelle fonctionnera, semble-t-il, d'abord de manière privée. Pour permettre son développement, une nouvelle aile sera construite en 1925-1926 avec un parloir, une salle d'étude et des classes. La chapelle sera transférée dans ce bâtiment. Le 30 septembre 1930, l'école ménagère sera constituée officiellement et soumise au contrôle de l'Etat qui l'agréera le 20 août 1934. A cette rentrée de 1930, elle compte 28 élèves, 23 en première et 5 en deuxième pour les cours d'économie et de coupe. En 1935, le nombre d'élèves est passé à 82 et, trois ans plus tard, une 3^{ème} professionnelle sera ouverte.



*Une classe de
couture dans
les années
1930*



La salle d'étude vers 1935

En 1934, une grotte de Lourdes sera édiflée dans le jardin et, fidèle au message de la Vierge lors de ses apparitions, l'école prendra le nom de Pensionnat de l'Immaculée Conception. Après la guerre, en 1947, les classes professionnelles seront installées dans la maison Nieves, nouvellement acquise et contigüe aux autres bâtiments ; elle deviendra par la suite, et jusqu'au départ des Sœurs d'Habay-la-Neuve en 2006, la maison de la Communauté.

L'année 1952 voit la fondation d'une deuxième école secondaire sur le site, dirigée jusqu'en 1977 par Sœur Saint-Léon Dislaire et organisant le cycle inférieur des modernes. Elle gardera le nom de Pensionnat de l'Immaculée Conception alors que l'école ménagère prendra celui d'Institut de l'Immaculée Conception.

En 1962, cet Institut va modifier son offre et ouvrir les « Familiales » en lieu et place de l'économie ménagère pour ensuite remplacer, dès 1969, cette section par « Habillement ». En 1975-1976, le Pensionnat compte 90 élèves et l'Institut 65. Les deux écoles secondaires passent au rénové en 1976. L'Institut élargira son offre en 1978 avec l'option

« Arts décoratifs-arts plastiques » et, plus tard, avec deux cinquièmes « Arts visuels » et « Coupe-vente-retouche ». Avec le rénové, la mixité va s'installer dans les faits : comme le Pensionnat n'organisera pas de 3^{ème} degré, les demoiselles iront le suivre à l'Institut de la Sainte-Famille. Il en sera de même pour l'option sciences du 2^{ème} degré ouverte uniquement dans le même Institut de la Sainte-Famille.

Pour faire face à l'augmentation de la population scolaire, une nouvelle aile sera construite en 1978 avec classes, laboratoire de sciences, cuisine ainsi qu'une nouvelle chapelle.

En 1981, les deux écoles secondaires de l'Immaculée Conception fusionnèrent en un seul Institut, dirigé par Sœur Germaine (Josette Noël), la dernière directrice religieuse. En 1986, l'internat des Sœurs ne comptant plus suffisamment d'élèves fusionna avec celui de la Sainte-Famille pour éviter une fermeture, tout en restant sur son implantation jusqu'en 2003. Avant la restructuration de septembre 1988, 188 élèves fréquentaient l'Institut de l'Immaculée Conception.



Les bâtiments aujourd'hui le long de la rue de Luxembourg

L'Institut de la Sainte-Famille

L'installation des Pères à Habay-la-Neuve

L'École secondaire des garçons doit son origine aux Missionnaires de la Sainte-Famille. Fondateur de cette congrégation, le Père Berthier (1840-1908) entra dans l'ordre des Missionnaires de Notre-Dame de la Salette où il dirigea notamment le premier séminaire de cet Institut. Il s'en sépara cependant car il était opposé à la conception selon laquelle seuls ceux qui pouvaient payer leurs études et qui n'avaient pas plus de 10 ans pouvaient entrer au petit séminaire de la Salette. En 1895, il fonda sa propre congrégation, les Missionnaires de la Sainte-Famille, et installa à Grave aux Pays-Bas sa première maison, les rapports entre l'Eglise et l'Etat étant fort tendus à cette période en France. Dans un article de présentation de 1895, on peut lire : « *Sans nuire aux séminaires ni aux autres écoles apostoliques où sont admis des enfants, cette œuvre de vocations tardives fournira aux jeunes gens même pauvres des diverses nationalités catholiques, un moyen d'arriver au sacerdoce et à la vie apostolique* ». (3)

(3) BROLLES L.-M.,
A tout mon peuple.
La vie et l'œuvre du
père Jean Berthier,
Thionville, 1988, p.
116.

En Belgique, la congrégation ouvrit une école apostolique en 1910 à Wakken (commune de Dentergem) en Flandre occidentale, qu'elle quitta en 1912 pour s'installer à Surice en province de Namur dans des bâtiments loués qu'elle aménagea. Lors de l'offensive allemande le 25 août 1914, ils furent détruits ainsi que les trois quarts de la localité qui fut déclarée village martyr. Quelques années plus tard, en 1926, les Pères de la Sainte-Famille firent l'acquisition d'une maison à l'avenue de la Gare à Habay-la-Neuve. Celle-ci avait été achetée en 1909 par les Sœurs Maristes qui l'avaient agrandie et y avaient installé leur maison-mère et leur noviciat. La guerre et ses vicissitudes amenèrent les Sœurs à trouver d'autres lieux d'accueil ; les dernières Religieuses quittèrent la maison le 24 juin 1919 pour rejoindre Martelange où la congrégation avait la charge d'une école fondamentale. A partir d'avril 1920, l'immeuble fut loué par le Haut-Commissariat à la reconstruction de la province de Luxembourg avant d'être acheté par les Pères de la Sainte-Famille en partie avec l'argent qu'ils avaient obtenu comme dommages de guerre pour la

destruction en 1914 du mobilier de la maison qu'ils occupaient à Surice, et qui devait impérativement être réinvesti en Belgique.

En 1926, cette congrégation prit ses quartiers à Habay-la-Neuve dans le but d'ouvrir une école apostolique ou petit séminaire, mais il faudra attendre six ans pour que cela se réalise. Ce temps fut mis à profit pour asseoir en terre luxembourgeoise la communauté qui comptait à la fin de 1926 deux Pères et deux Frères avec le Père Pierre Juge comme premier supérieur. Il fallait aussi assurer les finances et développer la notoriété de l'œuvre. Une revue mensuelle, *Le Messager de la Sainte-Famille*, va y contribuer. Une édition belge, publiée à partir du 15 octobre 1930 à Habay-la-Neuve, prendra le relais de la revue créée en 1904. (4) Comme le dit l'éditorial du premier numéro belge, « *le Messager servira aussi d'agent de liaison entre les Missionnaires de la Sainte-Famille et les personnes qui s'intéressent à leurs œuvres et qui les soutiennent par leur sympathie, leurs prières et leurs aumônes* ». En 1932, la revue comptait 5 000 abonnés.

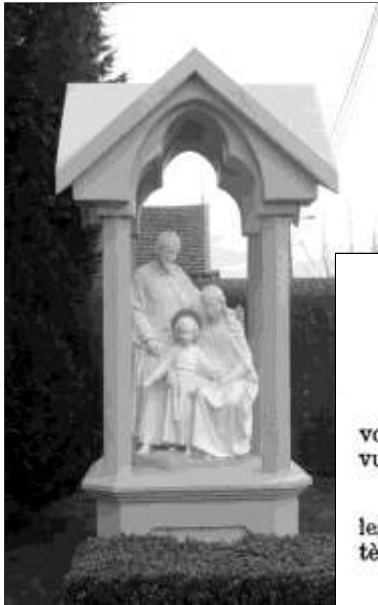
(4) Sur cette revue, voir MOTTEQUIN Ph., *Répertoire de la presse de la province de Luxembourg (1760-1940)*, Louvain-Paris, 1978, pp. 230-231.



La première maison dans laquelle se sont installés en 1926 les Pères à Habay et, sur la gauche, le bâtiment (bloc II) construit entre 1936 et 1938

Les débuts de l'école

Les premiers élèves furent accueillis en 1932; leur nombre jamais fort élevé avant la guerre – une quarantaine en 1937, une cinquantaine à la veille des hostilités – imposa néanmoins en 1936 la construction d'un nouveau bâtiment qui ne fut achevé qu'en 1938 (bloc II), mais dont le rez-de-chaussée servit de salle d'étude dès septembre 1936. C'est aussi la même année que fut installée la statue de la Sainte-Famille qui se trouve toujours devant la façade du premier bâtiment. Avant la deuxième guerre mondiale, l'établissement portait le nom d'Ecole apostolique Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus ou Thersianum en référence à la patronne des missions.



La statue de la Sainte-Famille placée en 1936 devant le premier bâtiment occupé par les Pères de la Sainte-Famille à Habay

Une présentation de l'école dans le Messager de la Sainte-Famille d'avril 1937, p. 103

Ecole Apostolique Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus

BUT DE L'ECOLE: Fournir aux jeunes gens qui se sentent la vocation missionnaire, le moyen de faire leurs classes d'humanités en vue de leur admission au Noviciat et au Grand Séminaire de l'Institut.

CONDITION D'ADMISSION: Sincère désir de servir Dieu dans les œuvres des missions — Bonnes mœurs, santé robuste, bon caractère, intelligence au-dessus de la moyenne, amour du travail.

FRAIS D'EDUCATION: La pension est de 2.000 francs par an. La Direction consent les remises et les arrangements exigés par l'état de fortune des parents.

VACANCES: Les élèves peuvent retourner dans leur famille environ six semaines par an: huit jours à Noël et à Pâques et un mois aux grandes vacances.

Pour tous renseignements, demandes d'admission, offrande, etc. s'adresser à

*Monsieur le Supérieur,
44, rue de la Gare, Habay-la-Neuve,*

Pour la France: Abbé X. Vincent, Hôtel Terminus, Longwy-Bas (M. et Moselle).

La période 1939-1945 fut très troublée pour l'école : avec le début de la guerre entre la France et l'Allemagne en septembre 1939, trois Pères français furent mobilisés et l'école ferma ses portes, la maison étant confiée à des Religieux hollandais. En 1942, quelques élèves furent de nouveau admis : au nombre de 6 (3 en primaires et 3 en classe latine), ils étaient encadrés par un licencié et un instituteur d'après les statistiques établies par l'Evêché de Namur. Les bâtiments abritèrent aussi pendant la guerre des enfants namurois pour des séjours en colonie d'une durée de trois mois. A la rentrée de 1945, l'école, qu'on appellera « Ecole missionnaire de la Sainte-Famille », comptait 22 jeunes.

Pendant 20 ans, l'école connaîtra des hauts et des bas avec un nombre variable d'élèves, essentiellement français. Elle s'appellera indifféremment « Ecole missionnaire de la Sainte-Famille » ou « Juvénat Sainte-Thérèse ». En 1959, une demande fut introduite auprès de l'Evêché de Namur pour la transformation de l'école en une maison affectée à la préparation des vocations tardives aux études philosophiques et théologiques. Si l'Evêché marqua son accord pour l'accueil des vocations tardives venant de France, il estima que le diocèse disposait d'assez de structures pour prendre en charge les vocations issues du diocèse.

L'école va progressivement prendre son envol à partir du milieu des années 1960 : en 1964, elle est reconnue par l'Etat et atteint en 1966 les normes pour être subsidiée. C'est cette année-là que les premiers professeurs laïcs sont engagés. Elle porte dorénavant le nom d'Institut de la Sainte-Famille et organise le cycle inférieur des gréco-latines pour un public masculin d'internes et d'externes.

Deux nouveaux bâtiments seront nécessaires pour assurer le développement de l'Institut : en 1967-1968, le bloc III avec un préau, une salle de jeux, une salle de sports, un dortoir et une salle d'étude pour le primaire ; en 1973, le bloc IV limité pour des raisons budgétaires au rez-de-chaussée avec une salle de fêtes et 5 classes. Deux ans plus tard, on lui ajoutera un étage avec 2 salles d'étude et 6 classes.

A la rentrée de 1974, l'Institut, fort de 137 élèves, entre dans le renové. L'offre d'enseignement va alors s'élargir tout en se

cantonnant dans l'enseignement de transition général et technique et en déployant progressivement les humanités complètes. En 1981, le Père Louis-Michel Brolles, directeur depuis 1972 est remplacé par un laïc, Henri Mathurin, qui restera à ce poste jusqu'en 2010. En 1987-1988, l'année qui précède la restructuration, l'Institut comptait 298 élèves.

Notons que sur le même site existe aussi une école primaire dépendant du même PO que le secondaire qui, à l'origine, n'accueillait que des élèves de 5^{ème} et 6^{ème} le plus souvent internes. Depuis la fermeture de l'école Saint-Aubain d'Habay-la-Neuve en 1994, elle couvre les 6 années. Sa population de l'année scolaire 2012-2013 était de 82 élèves.



Les bâtiments actuels le long de l'avenue de la Gare

La Communauté scolaire Saint-Benoît

Depuis leur création, les écoles secondaires d'Habay-la-Neuve ainsi que les deux communautés avaient tissé de nombreux liens : on peut citer notamment l'aumônerie des Sœurs, à plusieurs reprises assumée par les Pères de la Sainte-Famille ; une offre d'enseignement complémentaire ; la création en 1982 d'un CES regroupant les deux écoles, la constitution en 1985 d'un P.O. commun, l'ASBL Pouvoir organisateur du Centre d'enseignement secondaire catholique d'Habay-la-Neuve, composé au départ de 3 membres de chacune des deux congrégations et de 2 laïcs et dirigé par le Père Avrillon ; un seul internat pour les deux instituts depuis 1986. C'est donc tout naturellement qu'en 1988, l'Institut de l'Immaculée Conception et l'Institut de la Sainte-Famille se restructurèrent en deux établissements formant la Communauté scolaire Saint-Benoît : un DOA dont la direction sera confiée à José Simon et un Institut 2^{ème} et 3^{ème} degrés avec Henri Mathurin comme directeur. Le cycle inférieur (DOA plus la 3^{ème} année) est localisé sur l'implantation de l'avenue de la Gare, le cycle supérieur sur celle de la rue de Luxembourg.



Le logo de la Communauté scolaire consacrée à Saint Benoît, patron de l'Europe et initiateur d'un grand mouvement monastique

élèves en 1988-1989, 409 en 1997-1998, 603 en 2012-2013, un nombre qui permettra d'ailleurs d'ouvrir un poste de sous-direction à la rentrée 2013. L'évolution positive et continue s'explique notamment par l'entrée dans les années 70 dans l'expérience du transport scolaire rationalisé qui a permis d'ouvrir huit lignes de bus de ramassage scolaire vers Habay, réseau aujourd'hui repris par le TEC.

Depuis la restructuration, la population scolaire a plus que doublé : pour l'année scolaire 1988-1989, le DOA recensait 240 élèves, en 1997-1998, 304 et en 2012-2013, 490. L'établissement 2^{ème} et 3^{ème} degrés quant à lui comptait 272

Pour faire face à cette augmentation du nombre d'élèves, à côté des travaux de modernisation et de rénovation des deux sites, plusieurs chantiers de construction ont été menés à bien et terminés en 1999 à l'avenue de la Gare avec le nouveau hall sportif et, après démolition d'un vieux bâtiment, le remplacement de celui-ci par un édifice comprenant restaurant, cuisine, ateliers et classes.



L'ensemble du site de l'avenue de la Gare avec les deux nouveaux bâtiments à l'avant-plan

L'offre d'enseignement a peu évolué : elle s'articule autour de trois axes : l'enseignement général, une option de transition technique au 3^{ème} degré « sciences économiques appliquées » et une option dans le professionnel, unique dans l'enseignement libre en province de Luxembourg, « arts appliqués » au 2^{ème} degré débouchant au 3^{ème} degré sur « assistant aux métiers de la publicité » et une 7^{ème} professionnelle « complément en techniques publicitaires ».



Une classe d'arts appliqués

L'internat, quant à lui, n'a pas suivi l'évolution positive de la population du secondaire : de plus de 150 internes au moment de la fusion entre les deux internats libres d'Habay, il est passé en 2012-2013 à 44 inscrits dont une proportion importante d'élèves de l'option « arts appliqués ».

En 2005, José Simon, directeur du DOA céda le relais à Jean-Marc Pémers ; c'est en 2010 qu'Henri Mathurin, directeur des 2^{ème} et 3^{ème} degrés prit sa retraite et fut remplacé par Marie-Isabelle Alloin qui sera secondée à la rentrée 2013 par Frédéric Bourguignon, désigné comme sous-directeur.

Philippe MOTTEQUIN



Vue aérienne du site de
l'avenue de la Gare

Sources :

- Archives de l'Evêché de Namur ; archives de la Congrégation des Sœurs de la Doctrine Chrétienne ;
- BROLLES L.-M., *A tout mon peuple. La vie et l'œuvre du père Jean Berthier*, Thionville, 1988 ;
- *Histoire des sœurs de la Doctrine Chrétienne de Nancy*, t. V, *L'expansion en Belgique, Italie et France*, Nancy, 1999 ;
- *1922-1997, du pensionnat de l'Immaculée Conception à la Communauté scolaire Saint-Benoît*, Habay, 1997 ;
- *1926-1976, 50 ans*, *Le messager de la Sainte-Famille*, mars 1976 ;
- *Le messager de la Sainte-Famille* (la revue des Pères de la Sainte-Famille), édition belge et édition française;
- Différents témoignages.

Tiré de « Propositions », août-septembre 2013.



La Communauté Educative Saint-Jean-Baptiste à Tamines

La Communauté Educative Saint-Jean-Baptiste à Tamines compte deux établissements scolaires : l'un à 6 années et l'autre organisant les 2^{ème} et 3^{ème} degrés.

Les débuts de l'école primaire des Frères

Avant 1879, Tamines comptait deux écoles primaires communales, une pour les garçons tenue par des professeurs laïcs et une pour les filles où enseignaient, depuis 1854, des Religieuses appartenant à la Congrégation des Sœurs de la Providence et de l'Immaculée Conception de Champion.

Le vote en 1879 de la loi sur l'enseignement dite « loi de malheur » par les catholiques allait mobiliser à Tamines comme ailleurs pour la création d'écoles « avec Dieu ». La famille Gochet va particulièrement s'investir dans ce projet : l'aîné, Louis Gochet (1834-1906), brasseur de son état et homme politique, fit construire dans son jardin et avec ses deniers l'école libre des garçons composée de quatre locaux scolaires, le tout surmonté d'un étage. Il fut aidé en cela par son frère Jean-Baptiste, en religion Frère Alexis-Marie (1835-1910) des Frères des Ecoles Chrétiennes. Ce distingué géographe de renommée internationale s'illustra notamment par la publication de la première carte hypsométrique de la France, de cartes murales pour l'enseignement et de nombreux manuels et atlas scolaires. La poste lui consacra un timbre en 1962 et, à Tamines, une rue porte son nom. Ensemble, ils obtinrent de la Congrégation lassalienne que des Frères prennent en charge la nouvelle école.

A gauche le Frère Alexis-Marie, à droite son frère, Louis Gochet : les deux premiers bienfaiteurs de l'école



Le 1^{er} octobre 1879, l'école s'ouvrait dans les magasins de la brasserie Gochet, les bâtiments scolaires n'étant pas terminés : plus de 120 élèves étaient présents, et leur nombre n'allait cesser de croître, alors que l'école communale n'en comptait que 17 ! La Communauté, forte de trois Frères, a comme premier directeur le Frère Mansuy-Joseph. Dès 1880, des Frères donnaient le soir des cours trois fois par semaine aux jeunes adultes dans les locaux de l'école. En octobre 1892, s'ouvrira une école industrielle qui remplacera celle du soir ; elle porte aujourd'hui le nom d'Ecole industrielle, commerciale et de sauvetage et dispense comme par le passé ses cours dans les bâtiments de la Communauté Educative Saint Jean-Baptiste.



La maison du brasseur Louis Gochet (disparue aujourd'hui) et la brasserie (aussi démolie après avoir été transformée en locaux scolaires). Dans le fond, juste avant les arbres, on découvre un bâtiment de l'école

Avec le vote de la nouvelle loi scolaire par la majorité catholique, l'école des Frères sera adoptée en 1885 par la commune comme celle des Sœurs. L'augmentation de la population scolaire nécessita de notables agrandissements des bâtiments initiaux.

Le 1^{er} mai 1886, la première pierre de la future église des Alloux à Tamines fut bénite : c'est le début d'un vaste projet pensé par Louis Gochet et son frère qui souhaitaient offrir aux habitants de ce quartier un environnement chrétien comme en disposait le centre de la localité. Il y fera construire l'année suivante la cure ainsi qu'une école primaire Sainte-Marie pour les filles qui sera confiée aux Sœurs de la Providence de Champion. Dix ans plus tard, une école primaire pour les garçons, l'école Saint-Louis, sera créée sur le site : les Frères qui s'en occuperont feront partie jusqu'en 1906 de la Communauté de Tamines-centre avant d'en former une autonome. L'ensemble de ce projet sera très largement payé par Louis Gochet qui prendra en charge, par exemple pour l'église, l'achat du terrain et les trois quarts du coût de la construction.

En 1889, la direction de l'école Saint-Jean-Baptiste sera confiée au Frère Maurice-Victor qui restera à ce poste pendant 35 ans avant d'occuper la même fonction de 1924 à 1931 à l'école Saint-Louis des Alloux à Tamines. Un mémorial lui sera élevé en 1963 en face de l'école.

En 1899, la famille Gochet fit don des bâtiments scolaires et de communauté aux Frères qui les cèderont en 1924 à l'ASBL « Comité des écoles catholiques de Tamines » nouvellement constituée. De plus, la famille Gochet s'engagea à mettre à la disposition des Frères un capital destiné à couvrir certains frais au cas où l'école se verrait privée des subsides de la commune.



Le bâtiment principal de l'école à la rue du Collège

La première guerre mondiale va frapper durement Tamines, spécialement lors des journées des 21 au 23 août 1914 : le nombre officiel des victimes civiles tuées s'élève à 384 ; près de 300 maisons furent incendiées. Les bâtiments de l'école ne furent pas touchés et abritèrent une antenne de la Croix-Rouge. Les cours reprirent à la rentrée d'octobre avec un retard de 15 jours.

Dès avant 1900, les classes primaires furent prolongées par des années supplémentaires, ébauche d'une école moyenne. En 1937, une dixième année, dont le programme pouvait correspondre à une 3^{ème} moyenne, fut créée avec 8 élèves. La population de ces années complémentaires était importante : ainsi en 1910, elles comptaient 135 élèves avec 3 classes pour atteindre un maximum en 1935 avec 172 inscrits. La population primaire va aussi bien progresser : 231 élèves en 1910 et un sommet en 1935 avec 317 élèves et 8 classes. Cette

augmentation nécessita plusieurs constructions et aménagements dont certains furent rendus possibles grâce notamment à l'aide de bienfaiteurs privés et à celle de charbonnages de la région : on peut citer entre autres l'agrandissement de la cour de récréation en 1924 par l'achat d'une propriété contiguë, la transformation en 1926 du rez-de-chaussée du bâtiment Sainte-Barbe, la construction en 1937 d'un bâtiment à rue avec un réfectoire et deux classes dont une sera réservée à l'Ecole industrielle. Cette même année, la communauté comptait 8 Frères.



*La tour « penchée »
construite avant la
deuxième guerre mondiale
avec l'aide des
charbonnages de Tamines.
Dès son achèvement, ce
bâtiment édifié sur un
terrain peu stable
s'inclina : un des murs dut
être doublé, ce qui permit
de stabiliser le bâtiment
qui est toujours utilisé
aujourd'hui*

Après 1935, la courbe positive de l'école va s'inverser de façon dramatique pour atteindre des minima historiques de 127 élèves en primaires en 1949 et de 49 en 1950 pour les années complémentaires. Il faut dire qu'à Tamines, en 1933, fut créée une école moyenne de l'Etat qui reprendra, l'année suivante, les écoles communales. Les archives de la Congrégation parlent de concurrence effrénée et qualifient la diminution de la population scolaire d'affligeante en l'expliquant aussi par « *un affaïssement de la discipline et du rendement des études* ».



*En haut à gauche, la cour
de récréation primaire
dans les années 1930.
A droite, la même après
les travaux de moder-
nisation de 1985*



L'abbé Auguste Pilois devint en 1951 le curé de Saint-Martin, la paroisse centrale de Tamines ; il va s'investir dans le développement de l'enseignement catholique de la localité où il restera en fonction jusqu'en 1978.

L'enseignement secondaire

Les premières années

(1) Certains documents parlent de 1952.

Comme nous l'avons déjà évoqué, l'école primaire avait développé depuis longtemps un 4^{ème} degré équivalant pratiquement à une école moyenne. A la rentrée de 1951 (1), ce 4^{ème} degré se transforma en un cycle inférieur des modernes avec les 3 années et 44 élèves : 22 en 6^{ème}, 13 en 5^{ème} et 9 en 4^{ème} : l'Institut Saint-Jean-Baptiste offrait donc à l'époque la seule possibilité pour les garçons de suivre dans

l'enseignement libre en Basse-Sambre les trois premières années des Humanités. Les débuts furent difficiles, d'abord pour des problèmes de reconnaissance et donc de subsides qui furent heureusement réglés en 1954. Le nombre d'élèves ne progressa pas vraiment avant 1959 : cette année-là, l'Institut comptait 81 élèves alors qu'en 1958, on n'en était encore qu'à 57.

En 1956, les Frères de la communauté des Alloux, qui étaient responsables de l'école primaire Saint-Louis, furent rattachés à celle de Saint-Jean-Baptiste tout en continuant jusqu'en 1958 à prendre en charge cette école.

La création du cycle supérieur ne se fit pas sans de nombreuses tribulations. Retenons d'abord celle de 1959, bien décrite dans une lettre du Frère visiteur Mémoire-Ernest à l'abbé Pilois, curé de Tamines. Celui-ci, dans sa volonté de soutenir l'enseignement catholique dans sa paroisse, veut aller de l'avant et décide d'ouvrir le cycle supérieur à la rentrée de 1959. Il obtient l'accord de la Fédération de l'Enseignement catholique qui estime justifiée cette ouverture à Tamines. Le curé s'engage à assurer la direction, la responsabilité et les charges financières de ce cycle supérieur. A la fancy-fair d'avril 1959, des prospectus sont distribués annonçant cette création ; des affiches présentant le projet sont apposées dans le porche de l'église. L'avis du conseil provincial des Frères est tout autre : il estime « *imprudent d'ouvrir actuellement la section scientifique, ... on restera dans l'expectative durant quelques années afin d'étudier l'évolution de l'école moyenne* ». Les Frères pensent aussi « *que cette grave décision, prise unilatéralement, risque de placer les Frères en infériorité devant le corps professoral et devant le public* ». Le Frère visiteur va même plus loin et écrit au curé que s'il ne revient pas sur sa décision d'ouvrir le cycle supérieur : « *je vais prier son Excellence Monseigneur l'Evêque de Namur de lever la Communauté des Frères de Tamines à la fin de la présente année scolaire* » ! Notons que l'intention de l'abbé Pilois était d'ouvrir ce cycle supérieur pour les garçons mais aussi pour les filles à l'Institut Sainte-Catherine. Ce n'est qu'à la veille des vacances, en juin 1959, qu'il acceptera de mauvaise grâce de reporter son projet qu'il réalisera néanmoins pour les filles en 1960, deux ans avant l'ouverture chez les Frères.

Deux ans plus tard, nouveau mélodrame dans la Basse-Sambre : l'Evêché de Namur, cette fois, souhaite développer l'enseignement secondaire libre pour les garçons dans la région ! Le 22 juin 1961, un plan est présenté avec le projet de création à Auvelais d'un établissement qui organiserait les Humanités anciennes ainsi que les modernes qui seraient transférées de Tamines à Auvelais. A l'Institut Saint-Jean-Baptiste, on ouvrirait de l'enseignement technique et professionnel, inexistant dans l'enseignement libre en Basse-Sambre ; cet institut deviendrait donc un pôle d'enseignement qualifiant avec l'établissement de promotion sociale qui s'est développé dans ses locaux depuis la fin du XIXème siècle, l'Ecole industrielle, commerciale et de sauvetage.

Si les Frères approuvent ce plan, ils ne souhaitent pas prendre en charge l'école technique à créer qu'ils estiment devoir être confiée à des laïcs. Quant à la Congrégation qui cherche une « *occasion favorable* » pour se retirer de Tamines comme l'écrivent les Frères visiteurs Mémoire et Martial, elle envisage de quitter Tamines dès la rentrée de 1961, ce à quoi s'oppose l'Evêque de Namur, Monseigneur Charue. Après plusieurs mois de discussions, l'Evêché décidera en avril 1962 d'ouvrir à Auvelais le Collège Saint-André avec les Humanités anciennes et une section technique, de maintenir à l'Institut Saint-Jean-Baptiste de Tamines le cycle inférieur des Humanités modernes et de demander à cet institut d'ouvrir le cycle supérieur Scientifique A. Ce sera chose faite à la rentrée de 1962 avec 13 élèves. Toutes ces tergiversations et incertitudes sur le sort des différentes écoles laisseront malheureusement en Basse-Sambre des traces difficiles à effacer !

La population scolaire va progressivement augmenter, passant de 195 élèves (44 pour le cycle inférieur des Humanités et 151 en primaires) en 1951 à 365 (121 pour les 6 ans d'Humanités et 241 en primaires) en 1964. L'achat d'une maison dite « Vieille brasserie » et d'un terrain permit la création de nouvelles classes et la réalisation d'une cour de récréation pour le secondaire. En 1967, par manque de place, on dut déménager trois classes vers la Maison des Œuvres.



Les bâtiments le long de la rue du Collège où l'on découvre que le vélo avait encore une place importante dans la mobilité des élèves

Coup de théâtre fin juin 1967 : le Frère directeur Henry de Wenckstern annonça le retrait des Frères qui formaient la Communauté de Tamines. Devant la mobilisation des forces vives taminoises que suscita cette décision, la Congrégation fit machine arrière. Si le manque de vocations fut largement évoqué pour justifier ce retrait, la situation matérielle de l'Institut ainsi que l'état et le manque de locaux durent sans doute entrer dans la réflexion des Frères. Leur départ possible fit l'effet d'un électrochoc qui déboucha sur l'achat dans les années suivantes de deux maisons, sur la construction d'une salle de gymnastique en 1969 et l'ouverture la même année de la section économique.

Pour l'introduction du rénové et de la mixité, il fallut mener la concertation entre les cinq écoles secondaires libres de la Basse-Sambre : deux masculines, l'Institut Saint-Jean-Baptiste de Tamines et le Collège Saint-André d'Auvelais, ainsi que trois féminines, toutes tenues par les Sœurs de la Providence et de l'Immaculée Conception de Champion, l'Institut Sainte-Catherine et l'Institut Libre d'Enseignement Technique des Alloux à Tamines et l'Institut Notre-

Dame d'Auvelais. Il fut décidé d'entrer de concert dans le rénové en 1972. La même année, la mixité fut introduite au cycle supérieur du Collège Saint-André et de l'Institut Saint-Jean-Baptiste dans certaines options, notamment pour y atteindre les normes. C'est en 1974-1975 qu'elle fut introduite au 2^{ème} degré et seulement en 1978-1979 au premier degré. Lors du passage du 3^{ème} degré dans le rénové, en 1977, l'option éducation physique et corporelle fut ouverte à Saint-Jean-Baptiste.

En juillet 1975, l'Institut reçut d'une généreuse donatrice un bloc de bâtiments situé à l'angle de la rue du Presbytère et du Collège. Après son aménagement, plusieurs classes furent installées dans ce qu'on appellera le « Nouveau quartier ». Aujourd'hui, pour des raisons de sécurité, ce bâtiment ne peut plus être utilisé et va être vendu. Au 1^{er} septembre 1980, Jean-Marie Demoustier remplaça le dernier directeur lassalien, le Frère Albert Quoidbach. Dans le primaire, le passage du relais de la direction entre les Frères et les laïcs eut lieu en 1989 lorsque Pierre Sprumont remplaça à la direction le Frère André Libert. La Communauté des Frères fut fermée le 30 juin 1991 après 112 ans de présence à Tamines.

Le « Nouveau quartier » situé à l'angle de la rue du Presbytère et du Collège sur lequel est apposée une plaque en souvenir de la donatrice



Une première fusion

Au début de l'année scolaire 1978-1979, le Ministère obligea l'Institut Libre d'Enseignement Technique des Alloux, qui ne comptait que 72 élèves, à fusionner année par année avec l'Institut Sainte-Catherine. Les Sœurs proposèrent à l'Institut Saint-Jean-Baptiste de former un P.O. commun pour renforcer l'enseignement libre à Tamines ; Sainte-Catherine comptait cette année-là, avant la fusion avec les Alloux, 234 élèves et l'Institut Saint-Jean-Baptiste, 206. Les Frères refusèrent l'offre qui leur semblait prématurée.

Quelques années plus tard, la donne avait changé : le 3^{ème} degré de l'Institut Sainte-Catherine était en difficulté, l'école ne comptait plus en 1982-1983 que 231 élèves malgré sa fusion avec les Alloux alors que l'Institut Saint-Jean-Baptiste en recensait 336. Après de multiples discussions pas toujours aisées, le PO de cet Institut reprit l'Institut Sainte-Catherine en 1984 dans le cadre d'une fusion-reprise. Les élèves furent répartis sur les deux implantations ; cette situation perdurera pendant une dizaine d'années. L'opportunité s'offrit grâce aux deux numéros matricules d'ouvrir un premier degré autonome dont la direction fut confiée à Simon Dierge et un établissement 2^{ème} et 3^{ème} degrés dirigé par Jean-Marie Demoustier.

La fusion-reprise de l'Institut Sainte-Catherine va entraîner des aménagements et des répartitions des locaux d'autant plus indispensables que Sainte-Catherine avait déjà des élèves sur deux sites, celui du centre et celui des Alloux. La reconstruction de l'aile centrale donnant sur les deux cours de récréation (2) et l'aménagement du bâtiment centenaire situé le long de la rue du Collège furent menés à bien et inaugurés en 1985. Quelques années plus tard, l'acquisition d'un ancien garage proche des écoles permit d'y installer le restaurant scolaire et les cuisines. Deux autres bâtiments de la rue du Collège furent également restaurés et l'ancienne brasserie Gochet contiguë à ceux-ci, qui abritait notamment le restaurant scolaire, fut démolie pour faire place à une nouvelle construction en 1990, ce qui acheva cette importante phase de rénovation.

(2) Voir la photo
de droite à la
page 140.



L'ancien garage Opel qui abrite le restaurant scolaire



Le nouveau bâtiment à gauche remplaçant l'ancienne brasserie

Dans le cadre de la collaboration « Ecole-Entreprise », une formation en alternance débouchant sur un CQ6 de technicien verrier fut ouverte en 1989 à Saint-Jean-Baptiste comme antenne du Cefa des Fagnes de Couvin, pour une quinzaine de jeunes de 18 à 25 ans travaillant à la Glacerie Saint-Roch d'Auvelais. En 1991, profitant de l'opportunité pour le réseau libre d'obtenir un 14^{ème} Cefa, Saint-Jean-Baptiste devint l'école siège du nouveau Cefa Basse-Sambre qui occupe aujourd'hui l'ancien bâtiment de l'enseignement secondaire de Sainte-Catherine. L'année 1994 vit un renouvellement complet de l'équipe de direction : Jean-Marie Demoustier appelé à la FESeC céda sa place de directeur de l'établissement 2^{ème} et 3^{ème} degrés à André Lefèvre. Simon Dierge, le directeur du DOA, fut remplacé à la fin de cette même année par Marianne Denis. De plus, comme l'établissement 2^{ème} et 3^{ème} degrés avait dépassé durant l'année scolaire 1993-1994 le nombre fatidique de 600 élèves, un poste de sous-directeur put être créé et confié à Jean Ghyssens jusqu'en 1997, date à laquelle il deviendra conseiller pédagogique principal du diocèse de Namur-Luxembourg.

Une deuxième fusion

Les nouvelles normes édictées par la ministre Onkelinx en 1996 imposaient à l'Institut Sainte-Anne de Wanfercée-Baulet de trouver une école partenaire. Les différents contacts avec les écoles du diocèse de Tournai qui l'entouraient n'ayant pas abouti, le PO de l'Institut Sainte-Anne se tourna vers des établissements proches situés dans le diocèse de Namur et donc aussi dans une autre zone. C'est finalement avec la Communauté Educative Saint-Jean-Baptiste que la fusion-reprise fut réalisée et l'Institut Sainte-Anne fut intégré au DOA qui devint ainsi une école à trois degrés. Daniel Durieu, le directeur de Wanfercée-Baulet, fut rappelé en activités de service comme sous-directeur, fonction qu'il exerça sur le site de Sainte-Anne jusqu'en 2001, année de sa désignation comme directeur à l'Institut Sainte-Marie de Fontaine-l'Évêque.

En 2000, le PO acquit des bâtiments industriels formant l'angle entre la rue du Collège et la rue Saint-Martin, idéalement situés dans la continuité de l'école et en face de son restaurant scolaire : c'était non seulement une belle opportunité, mais aussi une nécessité vu l'augmentation de la population scolaire qui avait atteint en 1997-1998 un maximum historique de 1 271 élèves pour l'ensemble des deux établissements formant la Communauté Educative, Cefa compris.

Après son maximum historique, la population scolaire va connaître une lente érosion. Suite au transfert de la section « vente » et du Cefa vers l'autre numéro matricule, l'établissement 2^{ème} et 3^{ème} degrés perdra son poste de sous-directeur et aura besoin de trois années de dérogation, étant sous la norme. Le nombre d'élèves à la rentrée 2013-2014 a heureusement levé l'hypothèque qui pesait sur son existence autonome.

Pendant trois années, la CESJB va connaître un renouvellement dans les équipes tant au niveau du PO qu'au niveau de l'équipe de direction. En 2006, vu son grand âge, le Frère Henry de Wenckstern, président de l'ASBL organisatrice de la CESJB, décida de se retirer et de passer la main à une nouvelle équipe pour animer l'organisation de la Communauté Educative. Avec le départ à la retraite de Marianne

Denis fin 2008, remplacée par Alain Derycke, et en 2009 d'André Lefèvre à qui succèdera Jean-Pierre Bierwart, l'équipe de direction fut renouvelée. A ces changements, il faut ajouter à la sous-direction l'arrivée de Cynthia Perpétuini en relais de Jean-Pierre Bierwart dans son poste antérieur.

Le développement de l'offre d'enseignement a contribué à endiguer la perte d'élèves et à redonner une impulsion positive : ainsi, en 2010, l'immersion en anglais et en néerlandais a été ouverte avec succès pour la langue de Shakespeare, mais avec plus de difficultés pour celle de Vondel, ce qui a amené à mettre fin au projet dans cette langue après deux ans. En septembre 2011, un 2^{ème} degré « Techniques artistiques » a été créé, débouchant sur « Arts plastiques infographie » au 3^{ème} degré en 2013. Sur le site de Wanfercée-Baulet, c'est la « Bio-esthétique » qui a débuté au 2^{ème} degré en septembre 2013.

Une nouvelle phase de rénovation et de construction est programmée et débutera en janvier 2014, notamment par le remplacement de la toiture des ateliers de gros œuvre à Wanfercée-Baulet.

Notons pour terminer cette évocation du passé de l'enseignement catholique de Tamines la volonté des 3 PO de la localité de faire redécouvrir aux enseignants les racines communes aux cinq établissements libres de Tamines (les deux écoles primaires, les deux secondaires regroupées dans la Communauté Educative Saint-Jean-Baptiste et l'institut de Promotion Sociale) pour mieux collaborer et envisager l'avenir. Cela a notamment débouché à ce jour sur la création d'un site Internet ENSCATAM (ENSseignement CATHolique de TAMines) (3) et deux journées pédagogiques communes.

(3) www.enscatam.be

L'histoire des écoles fusionnées avec la Communauté Educative Saint-Jean-Baptiste

I. L'Institut Sainte-Catherine à Tamines

D'abord une école primaire communale

En octobre 1853, l'Administration communale de Tamines demanda à la Congrégation de la Providence et de l'Immaculée Conception de Champion de prendre en charge son école communale pour filles. Ce n'est que le 11 octobre 1854 que les deux premières Religieuses, Soeurs Marie-Loyse et Aline, arrivèrent à Tamines où elles ouvrirent leurs deux classes dans un bâtiment situé près de l'église Saint-Martin dans la rue Sous-la-Ville. En 1870, une classe gardienne fut ajoutée et l'école déménagea dans des bâtiments communaux nouvellement construits à la rue des Alloux. Une deuxième classe gardienne fut ouverte en 1875.

Une école primaire libre



L'école en 1933

Avec la loi dite « de malheur » par les catholiques, les quatre Religieuses, institutrices communales, démissionnèrent de leur poste. Grâce à la famille Gochet que nous avons déjà présentée, une école libre pour les filles fut créée en 1879 et le premier bâtiment de l'école actuelle construit ; l'enseignement y fut assuré par les Sœurs démissionnaires. La nouvelle loi scolaire amena la commune à adopter en 1885 l'école des Sœurs dont la communauté comptait à ce moment-là six Religieuses.

En 1887, une nouvelle école libre fut ouverte pour les filles dans le quartier des Alloux, ici aussi grâce à l'appui financier de la famille Gochet ; deux Sœurs de la Communauté de Tamines centre furent détachées pour la prendre en charge tout en restant jusqu'en 1892 dépendantes de la Communauté de Sainte-Catherine.

Ainsi qu'ils le firent pour l'école Saint Jean-Baptiste, Louis Gochet et son frère donnèrent en 1899 à la Congrégation de Champion les bâtiments scolaires de l'école Sainte-Catherine. Ils s'engagèrent aussi, comme pour les Frères, à doter les Sœurs d'un capital devant assurer l'entretien des bâtiments et la survie de l'école au cas où elle ne serait plus subsidiée par la commune.

En 1902, on fêta en grande pompe le cinquantième anniversaire de vie religieuse de Sœur Marie-Loyse, la première directrice de l'école. Un grand bandeau de pierre à son nom orne toujours aujourd'hui la base du fronton du bâtiment situé à gauche de la cour de récréation.



Sœur Marie-Loyse, la première directrice

En 1902, l'école comptait 202 élèves en primaire réparties sur 3 classes et 242 en gardienne aussi, avec 3 classes. La même année, on créa une classe de couture pour les élèves ayant terminé leurs primaires. La population augmentant, les locaux ne suffisaient plus et on dut donner des cours dans l'ancienne école communale des garçons. Il fallait donc construire : dès 1902, débutent les travaux d'édification, à côté du bâtiment initial, d'un vaste bâtiment que certains jugeaient d'ailleurs trop important d'autant qu'il fallait trouver des fonds, avec classes, réfectoires tant pour les élèves que pour les Sœurs. En 1909, fut inaugurée une grande salle de fêtes.



Le bandeau de pierre qui rappelle son souvenir

Lors des évènements tragiques du mois d'août 1914, les bâtiments de l'école furent, comme ceux de l'établissement des Frères, transformés en hôpital. Un 4^{ème} degré fut ouvert en 1917, mais uniquement le volet théorique de la formation car l'école ne disposait pas d'assez de locaux pour les cours pratiques qui ne furent créés qu'en octobre 1920. Comme de nouveaux locaux étaient encore nécessaires et que les Sœurs voulaient sauvegarder leur jardin, elles firent l'acquisition en avril 1920 de deux maisons voisines de l'établissement avec un jardin attenant au leur. La Communauté comptait cette année-là onze Religieuses.



Les bâtiments de la Communauté formés par les deux maisons achetées en 1920 et modifiées pour n'en plus faire qu'une avec à gauche l'arrière de l'école

En 1922, l'école qui scolarisait près de 500 élèves, était composée de deux classes gardiennes, de six classes primaires et d'un 4^{ème} degré avec atelier de coupe et couture et cours ménagers. On ouvrit également celle année-là, patronnés par un comité, des cours théoriques et pratiques d'horticulture, d'agriculture et de fleuristerie pour les filles de 12 ans et au-delà et présentés comme idéaux pour la formation de la future ménagère.

La création de l'Ecole moyenne de l'Etat en 1933 va amener les Sœurs à développer, à côté du 4^{ème} degré, des cours professionnels qu'on appellera dans la publicité de l'école la section « Scolarité prolongée » et qui est en fait, selon la nomenclature de l'A.R. du 11 mars 1933, un « Atelier d'apprentissage ». Un prospectus de 1938 nous en donne le programme : « Après les études primaires et les cours du 4^{ème} degré commercial, la direction de l'Ecole Sainte-Catherine a organisé des cours professionnels où les enfants de 14 ans sont admises gratuitement et peuvent s'initier à tous les travaux féminins destinés à assurer leur bonheur futur : couture,

raccommodage, transformations, coupe et confection, travaux de lingerie, de broderie, de filet, de tricot d'art, etc., etc.... Le cours de coupe est donné par un professeur diplômé, de même que les cours généraux et le cours d'art qui permet aux élèves de joindre l'agréable à l'utile : peinture, pyrogravure, repoussage du cuir et du cuivre, etc., etc.... Ces cours se donnent chaque jour de la semaine de 8 à 16 heures, sauf le samedi après-midi, et sont gratuits. Les élèves qui se destinent au commerce, peuvent prendre le diplôme d'aide-comptable et le diplôme de sténographie et de dactylographie en suivant assidûment les cours spéciaux qui se donnent à l'établissement. »



Un cours de couture vers 1935

Une école secondaire

La création d'une école professionnelle avait été envisagée notamment en 1943, mais un inspecteur estima qu'il valait mieux attendre la fin de la guerre. Cette école moyenne ménagère professionnelle vit le jour en octobre 1945. La coexistence entre les trois écoles professionnelles féminines (Tamines, Les Alloux (4) et Auvelais (5), toutes dirigées par les Sœurs de la Providence de Champion, fut assez compliquée au point qu'en juillet 1953, Monseigneur Blaimont, vicaire épiscopal chargé de l'enseignement pour le diocèse de Namur, proposa même la fusion des trois établissements dans un « Institut d'enseignement secondaire féminin de la Basse Sambre » réparti sur les trois sites « pour éviter les concurrences mesquines et surtout pour assurer la viabilité des différentes écoles étant donné que les minima de population vont être relevés. »

Peu de renseignements nous sont parvenus sur cette section professionnelle à Sainte-Catherine qui fut supprimée en septembre 1953 quand une première moderne fut ouverte et accueillit ses 17 premières élèves. Cette école moyenne fut administrativement attachée à l'Institut Saint-Jean-Baptiste, tout en ayant sur le terrain une direction propre. Certains locaux de Saint-Jean-Baptiste furent utilisés aussi par les filles de Sainte-Catherine comme le laboratoire de physique, celui de chimie et le gymnase. En 1954, on fête en grande pompe avec Monseigneur Charue, le 100^{ème} anniversaire de l'arrivée des Sœurs à Tamines et de la création de l'école.

Le curé de Tamines, l'abbé Pilois, voulait, comme nous l'avons déjà évoqué, doter les deux écoles secondaires libres de Tamines d'un cycle supérieur. S'il s'est heurté à la volonté des Frères de différer cette ouverture, il parvint à convaincre les Sœurs d'entamer le cycle supérieur Scientifique B dès 1960, soit deux ans avant les Frères. Alors que les Religieuses souhaitaient que l'Institut Saint-Jean-Baptiste continue à assurer la direction administrative des Humanités de Sainte-Catherine, le Frère visiteur Mémoire (Ernest Gobaux) décida en 1960 la séparation administrative des deux établissements en raison du double risque à courir : « celui de la présentation à l'homologation des certificats des élèves en fin d'études scientifiques ; du financement de la nouvelle section, des traitements des professeurs licenciées que vous engagerez et des frais d'organisation des locaux

(4) Sur les Alloux, voir page 155.

(5) Sur l'histoire de l'Institut Notre-Dame d'Auvelais, voir p.108.

nécessaires. » Il permit cependant que l'Institut Sainte-Catherine continue provisoirement à utiliser les locaux déjà cités de l'Institut Saint-Jean-Baptiste.

L'Institut Sainte-Catherine va se développer avec l'ouverture en septembre 1964 d'une 6^{ème} latine débouchant sur les « Latin-Math » et, au cycle supérieur, les « Latin-Sciences ». La population scolaire progresse bien : en 1959, on comptait 77 élèves, 125 élèves pour l'année 1963-1964 et 219 pour 1975-1976. Le problème de locaux se pose donc avec de sérieuses difficultés de financement. Ainsi, le grand bâtiment des Humanités aujourd'hui occupé par le Cefa Basse Sambre sera construit en plusieurs étapes : en 1967, on reprendra la construction interrompue par manque de capitaux, mais on n'ira pas plus loin que le rez-de-chaussée inauguré en juin 1969. Ce n'est qu'en 1976 que l'on commencera à construire les deux étages de ce bâtiment qui sera inauguré en 1977.



*Le bâtiment inauguré en
1977 et aujourd'hui occupé
par le Cefa Basse Sambre*

Comme tous les établissements secondaires libres de la Basse-Sambre, l'Institut Sainte-Catherine entra dans le rénové en 1972. Pour la mixité et malgré de nombreuses concertations, les choses vont se faire plus lentement et à reculons : elle sera introduite en 1978-1979 au premier degré, mais déjà en 1974-1975 au 2^{ème} degré.

En 1977, la dernière Religieuse directrice, Sœur Germaine Detry, fut remplacée par un premier laïc, Monsieur Thomson (6) qui ne restera en poste que jusqu'en avril 1978 et qui sera remplacé par Yvon Petit.

(6) Nous n'avons pu retrouver son prénom.

Les fusions

Au début de l'année scolaire 1978-1979, le Ministère de l'Education obligea l'Institut Libre d'Enseignement Technique des Alloux, qui ne comptait que 72 élèves, à fusionner ou à disparaître : la fusion se fit année par année avec l'Institut Sainte-Catherine. Ces deux établissements étaient dirigés par la Congrégation des Sœurs de la Providence et de l'Immaculée Conception de Champion. Les Soeurs proposèrent alors à l'Institut Saint-Jean-Baptiste de former un P.O. commun pour renforcer l'enseignement libre à Tamines : Sainte-Catherine comptait cette année-là, avant la fusion avec les Alloux, 234 élèves et l'Institut Saint-Jean-Baptiste, 206. Les Frères refusèrent l'offre qui leur semblait prématurée. Quelques années plus tard, la donne avait changé : l'introduction de la mixité avait drainé un nombre important de filles vers des écoles à l'origine masculines ; le 3^{ème} degré de l'Institut Sainte-Catherine était en difficulté ; l'école ne comptait plus en 1982-1983 que 231 élèves malgré sa fusion avec les Alloux alors que l'Institut Saint-Jean-Baptiste en recensait 336. Les discussions ne furent pas faciles et durèrent plusieurs années. Elles aboutirent en 1984 à la fusion-reprise de Sainte-Catherine par l'Institut Saint-Jean-Baptiste. Aujourd'hui, l'école primaire Sainte-Catherine occupe toujours une partie du site.

2. L'Institut libre d'enseignement technique des Alloux à Tamines

Le quartier des Alloux à Tamines, situé à un bon kilomètre du centre de la localité, s'est développé de façon importante à la fin du XIX^{ème} siècle. En 1885, l'Administration communale reçut une pétition envoyée par les habitants de ce quartier lui demandant la construction d'une église vu la distance à parcourir pour se rendre à celle du centre, jugée d'ailleurs trop petite. C'est là qu'interviennent encore Léon Gochet et son frère Alexis dont nous avons déjà parlé et qui proposèrent à la commune de lui céder gratuitement un terrain pour construire l'église, de payer les trois quarts de la construction à la condition que le solde soit pris en charge par les pouvoirs publics et d'ouvrir de leurs deniers un chemin de 200 mètres pour relier deux rues contiguës à la future église. Le 20 août 1887 eut lieu la bénédiction de celle-ci et le 19 février 1888, la paroisse des Alloux fut officiellement reconnue.

L'Ecole primaire Sainte-Marie

Mais pouvait-on concevoir une paroisse sans école ? Les frères Gochet en firent construire une près de la nouvelle église, une école pour les filles mais pas pour les garçons dans un premier temps. Il ne fallait sans doute pas concurrencer l'école Saint-Jean-Baptiste et, de plus, la nouvelle école des filles allait compter une classe gardienne pour accueillir les plus jeunes et ainsi ne pas les obliger à de longs déplacements. En octobre 1887, l'école Sainte-Marie, confiée aux Sœurs de la Providence et de l'Immaculée Conception de Champion, ouvrit donc ses portes à près de 150 élèves répartis en deux classes, une gardienne et une primaire pour les filles du degré inférieur, les plus grandes continuant à fréquenter l'école Sainte-Catherine dans le centre de Tamines. Deux Sœurs détachées de la Communauté de Sainte-Catherine firent la route chaque jour jusqu'en octobre 1888, moment où elles s'établirent aux Alloux tout en continuant à dépendre de la supérieure de Sainte-Catherine.

Avec l'augmentation de la population scolaire, des locaux supplémentaires furent construits en 1892 grâce à l'intervention financière des frères Gochet : l'école organisa alors l'ensemble des années du primaire. La Communauté des Alloux, composée de trois Sœurs, devint cette année-là autonome.

Pour les garçons, il fallut attendre 10 ans après l'ouverture de l'école des filles : c'est en effet en 1897 que l'école primaire Saint-Louis fut fondée aussi grâce à la famille Gochet qui en fit ériger les bâtiments juste à côté de ceux de l'école des Soeurs. Deux Frères venant de Saint-Jean-Baptiste y assuraient l'enseignement. En 1906, la Communauté des Frères des Alloux devint indépendante de celle de Saint-Jean-Baptiste. L'école des garçons ne sera par contre jamais prolongée par du secondaire.

Revenons-en à l'école des filles. En 1902, à la demande de la Société des charbonnages de Tamines qui s'engagea à payer annuellement 450 francs pour la Religieuse qui y enseignera, une école de couture fut créée pour les élèves âgées de 13 ans et plus.

Différentes constructions vont être nécessaires pour suivre la courbe ascendante du nombre d'élèves : ainsi, en 1902, on édifia deux classes primaires qui seront rehaussées d'un étage en 1905. Entre-temps, l'ensemble des bâtiments avait été donné à la Congrégation de Champion par les frères Gochet comme ils l'avaient fait pour les deux écoles de Tamines centre.

Le charbonnage déjà cité prit à sa charge en 1906 la construction et l'ameublement d'une classe gardienne dans le quartier de la Praile pour éviter de trop grands déplacements aux tout jeunes enfants. Cette implantation, qui prendra de l'importance par la suite, fut attachée à l'école Sainte-Marie des Alloux.



↑ Deux photos de l'école
datant de 1935 ⇒

Sur cette photo de 1953, on
découvre que la partie centrale a
été remontée d'un étage et qu'on
a décoré les portes d'entrée. De
plus, la partie gauche du
bâtiment a été allongée ↓



L'enseignement secondaire

Nous n'avons malheureusement pu recueillir que des informations fragmentaires sur le développement de l'enseignement professionnel aux Alloux. Comme nous l'avons déjà dit, des cours de coupe sont organisés dès 1903 pour les élèves de plus de 13 ans. Par l'Arrêté royal du 31 mai 1934, des cours professionnels de coupe sont agréés par l'Etat dans la catégorie C4 (cours professionnels du soir et du dimanche). Une lettre du 10 septembre 1936 de la directrice, envoyée à sa Congrégation, nous apprend qu'à côté de l'école fondamentale qui scolarise 109 élèves pour les 3 degrés, 35 pour le 4^{ème} degré, 94 en gardienne dont 27 sur l'implantation de la Praile, les cours de coupe comptabilisent 75 filles réparties sur 3 niveaux plus 33 pour l'ouvrier, un atelier de production accessible dès 12 ans où les filles étaient rémunérées. Ce 4^{ème} degré avait en 1935 une orientation commerciale. Dans cette même lettre, la directrice se plaint de n'avoir encore rien reçu de la part du Ministère pour l'enseignement ménager que suivent normalement les élèves du cours de coupe. Une description de l'établissement en 1943 recense toujours une école de coupe avec 3 années, un enseignement ménager subsidié et annexé au cours de coupe mais aussi une école de commerce libre.



L'ouvrier en 1932-1933

Après la guerre 1940-1945, les différents documents retrouvés parlent d' « Atelier d'apprentissage des Alloux ». L'appellation « Ecole professionnelle » utilisée par l'école sur des affiches de propagande est d'ailleurs contestée par un établissement proche et concurrent : cela fait partie des difficultés de voisinage dans la Basse-Sambre déjà évoquées. L'atelier d'apprentissage, accessible à partir de 14 ans, ce qui justifie le maintien d'un 4^{ème} degré aux Alloux, donne une formation professionnelle sur 2 à 3 ans dans un domaine particulier, ainsi que des cours d'instruction générale (une à deux heures par jour) et permet aussi une valorisation financière des travaux des élèves. En 1957, on ne parlera plus d'atelier d'apprentissage mais d'Ecole professionnelle secondaire inférieure.

Celle-ci ne comporte que la section « Coupe-couture » qui sera prolongée par des 5^{ème} de spécialisation « Tailleur et flou » créées entre 1965 et 1969. Pour installer des ateliers de couture mécanisée, on construira un petit bâtiment prolongeant l'aile gauche le long de la rue de Velaine. L'école prendra en 1969 le nom d'Institut libre d'enseignement technique et ouvrira cette année-là une section « Vente ». On inaugurera aussi en 1969 une salle de gymnastique commune aux deux écoles primaires et à l'école secondaire.

Une vue de l'école le long de la rue de Velaine. On y voit notamment le petit bâtiment construit pour y donner les cours de couture mécanisée et l'église des Alloux construite par les frères Gochet



La dernière Religieuse, Sœur Anne de Jésus (Jeanne Geron), céda le relais à Lucienne Namur en 1971. L'école gardera la même offre jusqu'à l'année scolaire 1978-1979 et sa fusion progressive due au manque d'élèves – elle n'en comptait cette année-là plus que 72 – avec l'Institut Sainte-Catherine de Tamines. Les cours seront toujours donnés jusqu'à la fin de l'année scolaire 1985-1986 sur le site des Alloux.

Les deux écoles primaires des Alloux Saint-Louis pour les garçons et Sainte-Marie pour les filles fusionnèrent en 1972 sous le nom d'Ecole Saint-Louis-Sainte-Marie qui unira sa destinée en 2007 avec l'Institut Sainte-Catherine dont elle est devenue une implantation.

3. L'Institut Sainte-Anne à Wanfercée-Baulet

Wanfercée-Baulet, commune de Fleurus, province de Hainaut, diocèse de Tournai... et pourtant pour atteindre les normes imposées par la ministre Onkelinx, l'Institut Sainte-Anne ne trouvant pas de partenaire hennuyer fusionna en 1996 avec la Communauté Educative Saint-Jean-Baptiste de Tamines, une école namuroise !

Malheureusement peu de documents ont pu être retrouvés permettant de retracer les débuts de cet établissement.

L'origine de l'Institut Sainte-Anne remonterait à 1869 et à la prise en charge de l'école communale pour filles de Wanfercée-Baulet par les Soeurs de la Providence de Gosselies (7), une congrégation fondée dès 1688 par l'abbé Jean Herbert (1645-1718) et ayant essaimé surtout dans le Hainaut (8).

Avec la loi Van Humbeek, qualifiée de « Loi de malheur » par les catholiques, les Religieuses démissionnèrent en 1879 de leur poste d'institutrice communale et l'école libre pour filles vit le jour ; elle restera paroissiale tout en étant adoptée par la commune à plusieurs reprises.

On a peu d'informations sûres sur la première localisation de l'école. Des locaux toujours utilisés furent construits, semble-t-il, après 1879 à la rue des Dames, les Sœurs ayant leur logement à un autre endroit. En 1889, la baronne d'Udekem d'Acoz fit bâtir à côté des classes une maison pour les Religieuses pour laquelle elle perçut pendant un certain temps une location.

(7) Sur cette Congrégation, voir notamment *Jean Herbert et les miséricordes de la Providence*, Paris, 1984 ; *Un siècle d'enseignement libre*, Bruxelles, 1932, pp. 514-518 ; *Entrées libres, Ecrire et lire l'enseignement catholique*, n° 75, janvier 2013, pp. 14-15.

(8) Les Sœurs de la Providence de Gosselies ont tenu une école à Gembloux de 1731 à 1813 avant d'y être remplacées par les Sœurs de Notre-Dame de Namur. Voir l'histoire du Collège Saint-Guibert de Gembloux aux pages 29 à 43.



Les locaux de l'école primaire à la rue des Dames ; on y voit à gauche un bâtiment plus élevé qui était l'habitation des Sœurs sur lequel on trouve la date de 1889. Dans le fond de la cour, on construira vers 1930 des classes pour l'école ménagère du soir. Le bâtiment à l'avant-plan est toujours occupé par deux classes maternelles dépendant de l'Ecole fondamentale Saint-Pierre

Comme dans la plupart des écoles primaires, un 4^{ème} degré vit le jour. Une école ménagère du soir (catégorie C6) fut créée à sa suite vers 1930 et reconnue par l'Etat en 1934. Pour y donner les cours, on construisit en 1930-1931 un nouveau bâtiment dans le prolongement de la maison des Sœurs. Pendant la deuxième guerre à cause des difficultés d'occultation, l'école fut ouverte pendant la journée et continua à l'être après la fin de celle-ci. Une Religieuse, Sœur Hildegarde, y jouera un rôle moteur jusqu'en 1947, époque à laquelle la Congrégation quitta Wanfercée-Baulet.

L'enseignement secondaire

L'abbé Marcq, curé de la paroisse, se retrouva donc en 1947 avec une école du « soir » reconnue par l'Etat, mais aussi avec des cours du jour sans existence légale et fréquentés par une trentaine d'élèves essentiellement de la localité. L'école du « soir » fut confiée à Elise-Marie Hanon qui en sera la directrice jusqu'en 1960 ; ces cours de promotion sociale, dont la direction fut assumée de 1960 à 1987 par Georgette Deryck-Duchêne, furent repris en 1987 par l'Institut Notre-Dame de Fleurus dont les cours de promotion sociale fusionneront en 1991 avec les Cours professionnels pour adultes de Charleroi.

L'abbé Marcq confia l'école du jour à une jeune régente à peine sortie des études, Georgette Duchêne, future madame Deryck, avec la mission de la faire reconnaître par l'Etat, ce qui fut obtenu à la date du 27 janvier 1951 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1950. Il s'agissait d'une école ménagère avec cours de coupe et de couture et quelques cours généraux, ouverte aux filles à partir de 14 ans. C'est dans cette configuration que l'école restera jusqu'en 1958 avec une population scolaire oscillant entre 30 et 55 élèves.

A la rentrée de 1958, les filles furent admises dès 13 ans et en septembre 1960 dès 12 ans, ce qui amena quasi un triplement de la population scolaire. En 1961, la « Coiffure » fut ouverte et en 1965, la section « Travaux de bureau » : le nombre d'élèves passa à 200 à la rentrée de 1965. Entre-temps, en 1963, l'école prit le nom d'Institut Sainte-Anne.

Cette augmentation de population nécessita l'achat d'une vaste prairie contiguë à l'école primaire et la construction de nombreux locaux dont le financement ne fut possible que grâce à un investissement massif des enseignants dans de multiples activités (tombola, fancy-fair, etc.), mais aussi grâce à leur apport financier sous forme de prêts et de cotisation mensuelle. On eut aussi recours à l'émission d'obligations remboursables.

Les difficultés budgétaires se retrouvent aussi dans l'évolution du parc immobilier scolaire. Plusieurs bâtiments édifiés au début de l'école furent ensuite démolis pour faire place à de plus vastes s'inscrivant dans un plan d'ensemble plus cohérent, mais qui ne se réalisera qu'en plusieurs étapes. Le premier dans le style « Wanfercée-Baulet », sans couloir intérieur et accès dans les classes de l'étage par une « coursive », fut construit en 1967 sur le côté gauche au fond de la cour. La propriété des bâtiments et des terrains se partage entre deux ASBL « Amicale Sainte-Anne » et « Œuvres Scolaires et Postsecondaires de Wanfercée-Baulet » suivant les possibilités et les opportunités de leur construction ou de leur achat.



Des premiers bâtiments qui furent démolis par la suite

*Le premier bâtiment construit en 1967 dans le
style « Wanfercée-Baulet » situé à gauche
dans le fond de la cour*



C'est en 1975 que l'école s'ouvrit à la mixité. Avec l'introduction du rénové en 1977, l'Institut va se développer progressivement sur les 3 degrés tout en restant dans une offre d'enseignement professionnel ; on verra ainsi s'ouvrir en 1981 des 5^{ème} « Puériculture », « Coiffure », « Monitrice en techniques d'accueil », « Travaux de bureau » et « Couture artisanale » et puis, à partir de 1985, une première 7^{ème} en coiffure. Après la création en 1982 d'une 2P « Bois-Construction-Electricité-Métal », l'école entra dans le secteur de la construction avec une option « Peinture en bâtiment » qui deviendra plus tard « Parachèvement du bâtiment ». En septembre 1985, une 3^{ème} qualification technique « Technique commerciale » sera créée qui se prolongera en 1987 au 3^{ème} degré par une 5^{ème} « Secrétariat-bureautique ». Avec ce large panel d'options, l'école compta 457 élèves pendant l'année 1986-1987.

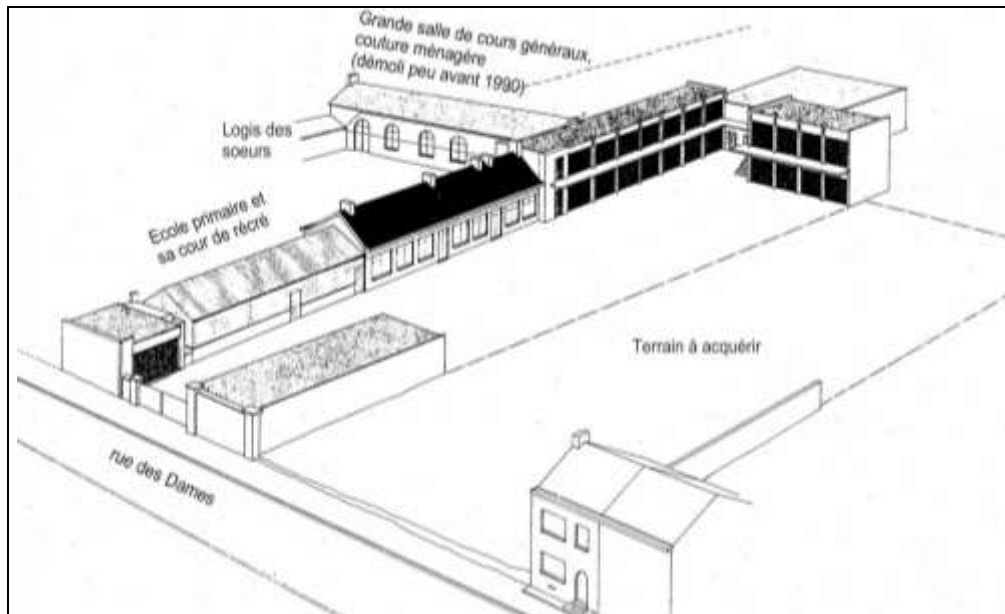
En 1983, un terrain permettant l'agrandissement de la cour de récréation fut acheté ; on construisit sur la partie à rue de celui-ci une salle de gymnastique inaugurée en 1985.

Daniel Durieu remplaça en janvier 1987 Georgette Deryck-Duchêne, la première directrice de l'école. Avant 1990, le premier bâtiment de l'Ecole ménagère fut démoli pour faire place à une construction dans le style de l'ensemble. On rehaussa aussi d'un étage le bâtiment situé à droite dans le fond de la cour de récréation.

A partir des années 1990, l'Institut n'offrant pratiquement que de l'enseignement professionnel fut fortement touché par la désaffection marquant ce type d'enseignement au point de ne plus compter en 1995-1996 que 230 élèves, en dessous donc des nouvelles normes imposées par la ministre Onkelinx : il fallait donc trouver une école partenaire. Des contacts furent entrepris avec plusieurs établissements du Hainaut, mais sans succès. Après une approche infructueuse avec un autre institut de la Basse-Sambre, un accord de fusion-reprise avec la Communauté Educative Saint-Jean-Baptiste de Tamines fut conclu en 1996 et l'Institut Sainte-Anne fut intégré dans l'établissement 1^{er} degré de la Communauté Educative.

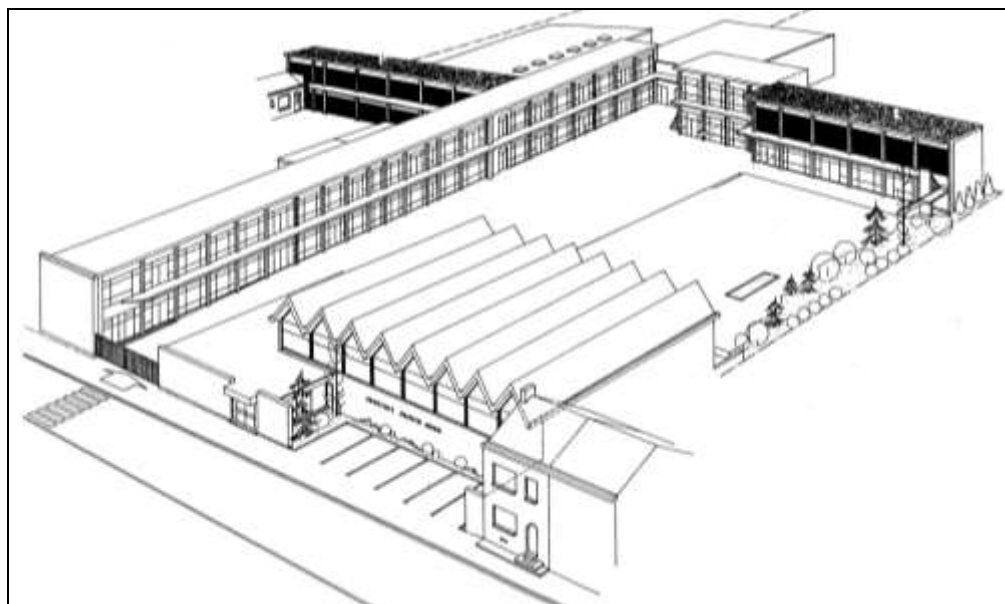
*Philippe MOTTEQUIN avec la collaboration
de Jean-Marie DEMOUSTIER pour l'histoire
de Saint-Jean-Baptiste*

Tiré de « Propositions », novembre-décembre 2013 et janvier-février 2014.



↑ *L'Institut Sainte-Anne vers 1980*

L'école dans sa configuration actuelle ↓



Sources

- Archives de l'Evêché à Namur, des Frères des Ecoles Chrétiennes à Leuven, des Sœurs de la Providence et de l'Immaculée Conception à Champion, de la Communauté des Sœurs de la Providence à Tamines ; de la Feptosoc au SeGEC à Bruxelles ;
- FICHEFET J., *Nouvelle histoire de Tamines*, Gembloux, 1963 ;
- Frère FRANCOIS-GERARD, *Journal de l'institut*, document dactylographiés, s.l., n.d. ;
- GOREUX N., *Dis...raconte-moi mon école...* , Wanfercée-Baulet, 2008 ;
- *Médaille Lasallien* dans *Bulletin de l'Institut des Frères des Ecoles chrétiennes*, Rome, n°109, avril 1947, pp. 141-148 ;
- Nombreux témoignages.

INDEX DES ECOLES

Andenne, Institut Sainte-Begge	tome II, page 80
Arlon, Institut Cardijn Lorraine	tome III, page 9
Arlon, Institut Sainte-Marie	tome II, page 74
Athus, Institut Cardijn Lorraine	tome II, page 9
Athus, Institut Marie-Médiatrice	tome II, page 9
Athus, Institut Sainte-Anne	tome II, page 10
Auvelais, Institut Notre-Dame	tome IV, page 110
Auvelais, les Collèges Saint-André	tome IV, page 93
Barvaux, Institut du Sacré-Cœur	tome II, page 33
Beauraing, Institut Notre-Dame	tome IV, page 61
Beauraing, Institut Notre-Dame du Sacré-Cœur	tome I, page 45
Bertrix, Ecole technique communale	tome III, page 88
Bertrix, Institut Notre-Dame à Bertrix	tome IV, page 45
Bertrix, Institut Notre-Dame du Rosaire	tome IV, page 49
Bertrix, Institut Notre-Dame du Sacré-Cœur	tome IV, page 45
Bonneville, Ecole Professionnelle Saint-Lambert	tome III, page 74
Bouillon, Institut Sainte-Marie	tome II, page 53
Burnot, Collège du Sacré-Cœur	tome I, page 23
Carlsbourg, Institut Saint-Joseph	tome III, page 3
Champion, Institut de la Providence	tome III, page 92
Ciney, les Instituts Saint-Joseph	tome II, page 18
Differt, Institut de Nazareth	tome II, page 11
Dinant, Collège Notre-Dame de Bellevue	tome II, page 38
Dinant, Institut Georges Cousot	tome II, page 29
Durbuy, Institut Clairval	tome III, page 64
Eghezée, Collège Saint-Hubert	tome III, page 41
Eghezée, Centre Scolaire Saint-Joseph - Saint-Hubert	tome III, page 37
Eghezée, Institut Saint-Joseph	tome III, page 38
Erpent, Collège Notre-Dame de la Paix	tome I, page 65
Etalle, Ecole professionnelle	tome III, page 59
Etalle, Institut de la Providence	tome III, page 57
Floreffe, Séminaire	tome I, page 51
Florenville, Institut Champagnat	tome I, page 62

Florenville, Institut Sainte-Anne	tome I, page 59
Fosses, Institut Sainte-Marie	tome IV, page 104
Gedinne, Institut Notre-Dame	tome IV, page 69
Gembloux, Collège Saint-Guibert	tome IV, page 29
Gembloux, les Instituts Notre-Dame	tome IV, page 29
Gembloux, les Instituts Saint-Guibert	tome IV, page 35
Godinne, Collège Saint-Paul	tome I, page 19
Habay-la-Neuve, Communauté scolaire Saint-Benoît	tome IV, page 121
Habay-la-Neuve, Institut de l'Immaculée Conception	tome IV, page 121
Habay-la-Neuve, Institut de la Sainte-Famille	tome IV, page 126
Jambes, Ecole professionnelle	tome III, page 45
Jambes, Institut Saint-Joseph	tome III, page 45
Jamoigne, Ecole technique moyenne	tome I, page 59
Jemelle, Institut de la Sainte-Famille	tome II, page 4
La Roche, Institut Saint-Joseph-Sacré-Cœur	tome IV, page 17
Libramont-Bertrix, Institut Saint-Joseph	tome III, page 85
Malonne, Institut Reumonjoie	tome III, page 32
Malonne, Institut Saint-Berthuin	tome II, page 85
Maredsous, Collège Saint-Benoît	tome I, page 83
Maredsous, Ecole des Métiers d'art	tome IV, page 88
Namur, Bureau de l'Enseignement	tome IV, page 3
Namur, Ecole Professionnelle Saint-Nicolas	tome III, page 79
Namur, Institut des Arts et des Techniques Artisanales	tome IV, page 75
Namur, Institut Notre-Dame	tome II, page 25
Namur, Institut Saint-Louis	tome I, page 9
Neufchâteau, Institut Saint-Joseph	tome II, page 50
Neufchâteau, Institut Saint-Michel	tome II, page 45
Philippeville, Institut Notre-Dame - ens. spécialisé	tome III, page 69
Philippeville, Institut Notre-Dame	tome I, page 37
Rochefort, Institut Saint-Joseph	tome II, page 3
Rochefort-Jemelle, Institut Jean XXIII	tome II, page 3
Saint-Hubert, Institut Notre-Dame	tome III, page 14
Saint-Hubert, Institut Saint-Joseph	tome III, page 24
Schaltin, EPSIS	tome I, page 71
Tamines, Communauté Educative Saint-Jean-Baptiste	tome IV, page 135
Tamines, Institut libre d'enseignement technique des Alloux	tome IV, page 158

Tamines, Institut Sainte-Catherine.....	tome IV, page 150
Vedrin, Ecole Professionnelle Saint-Lambert	tome II, page 68
Vielsalm, Institut du Sacré-Cœur	tome II, page 58
Virton, Centre Scolaire de l’Immaculée Conception.....	tome I, page 28
Virton, Collège Notre-Dame du Bonlieu	tome I, page 27
Virton, Collège Saint-Joseph	tome I, page 27
Virton, Institut de la Sainte-Famille	tome I, page 31
Virton, Institut Pierrard	tome I, page 75
Wanfercée-Baulet, Institut Sainte-Anne	tome IV, page 163